

# **Décroissance volontaire et perspectives en matière d'alimentation**

**Cloé Claude Martine Sire**

**Dissertação em Ecologia Humana e problemas sociais  
contemporâneos**

**Março, 2012**

DECROISSANCE VOLONTAIRE ET PERSPECTIVES EN MATIERE  
D'ALIMENTATION

Cloé Claude Martine Sire

---

**Dissertação de Mestrado em Ecologia Humana e Problemas  
Sociais Contemporâneos**

**MARS 2012**

Dissertação apresentada para cumprimento dos requisitos necessários à  
obtenção do grau de Mestre em Ecologia Humana e Problemas Sociais  
Contemporâneos, realizada sob a orientação científica da Professora Doutora  
Ana Firmino, da Universidade Nova de Lisboa.

*« Ce que l'on prend pour un progrès à titre individuel, finit souvent par être un véritable fléau pour la collectivité. »*

Paul Ariès

*« Toda verdade passa por três estados : primeiro é ridicularizada ; depois, violentamente combatida; e por fim aceite como evidente. »*

Arthur Schopenhauer

## REMERCIEMENTS

*Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de thèse Ana Firmino, pour avoir accepté de coordonner ce projet de dissertation ainsi que pour son enthousiasme intellectuel et ses encouragements depuis mon arrivée au Portugal en 2008. Je remercie également ma coordinatrice de master Iva Pires, pour son ouverture d'esprit à l'égard du choix de mon sujet de recherche, ainsi que Rute Costa, pour sa disponibilité.*

*Je remercie mes parents sans qui l'aboutissement de ce travail n'aurait pas été possible, pour leurs précieux encouragements dans les moments de doute. Un grand merci aussi à Mali, partenaire spirituel depuis le début de ce Master, pour sa patience et sa confiance sans cesse renouvelée, ainsi que pour avoir réveillé et stimulé ma curiosité politique, précieux bagage pour la suite...*

*Enfin, merci à mes ami(e)s, pour m'avoir incité tout au long de ce "douloureux" processus de recherche, à poursuivre mon travail et tout particulièrement à Morgane qui a accepté de se prêter au « jeux » de la révision du corpus de ce travail. Un dernier clin d'oeil à Erwan, qui me prêta un jour d'automne 2006 son « Journal de la joie de vivre ».*

## **RÉSUMÉ**

### **DÉCROISSANCE VOLONTAIRE ET PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'ALIMENTATION**

**CLOE CLAUDE MARTINE SIRE**

Les signes d'une révolution paradigmatique sont aujourd'hui réunis, or la difficulté est de savoir vers quel monde nous tendons. Le déclin des ressources énergétiques fossiles, le réchauffement climatique, les crises (écologique, sociale, économique), composent une conjoncture globale, qui appuie d'une certaine manière la multiplication de l'offre de modèles de sociétés alternatifs. C'est dans ce contexte que le débat autour de la 'Décroissance volontaire' bénéficie d'un regain d'intérêt dans les sociétés occidentales, mais pas uniquement. Ce travail s'attache à étudier l'approche d'un mouvement écologiste singulier, sur les problématiques contemporaines liées au thème de l'alimentation. L'analyse de la presse indépendante de la Décroissance rend compte de l'approche médiatique de ce mouvement radical sur les thèmes de l'alimentation, qui vise avant tout à faire renaître une société autonome plutôt que transgressive, en déconstruisant le paradigme contemporain, pour réinventer le prochain.

**MOTS CLÉS:** Décroissance, système alimentaire, paradigme, autonomie, analyse de presse.

## **ABSTRACT**

### **VOLUNTARY DEGROWTH AND FOOD PERSPECTIVES**

**CLOE CLAUDE MARTINE SIRE**

All signs of a paradigmatic revolution seem to be gathered today, still the difficulty remains in knowing which world humanity is heading for. The decline of fossil energy resources, global warming threat, the piling up of crises (ecological, social, economic), combine a global conjuncture, which indirectly supports an increasing supply of alternative models of society. It is within this context, that the debate about 'voluntary Degrowth' benefits from a renewed interest in Western societies, but not only. This work attempts to study the approach of a singular environmental movement, on contemporary food issues. The analysis of the independent press of Degrowth movement, accounts for the media approach of food issues of this radical movement, which primarily aimed at reviving an autonomous society, rather than a transgressive one, by deconstructing the contemporary paradigm, to reinvent the next one.

**KEYWORDS:** Degrowth, food system, paradigm, autonomy, press analysis.

## SOMMAIRE

Remerciements .....	4
Résumé .....	5
Abstract .....	6
Liste des sigles .....	9
Liste des figures .....	10
Introduction .....	11
<u>I) Première partie: Cadre théorique et contextualisation .....</u>	<u>17</u>
I.1 Présentation du sujet : La « Décroissance choisie » .....	19
I.2 Fondements théoriques de la Décroissance.....	21
I.3 Polémiques autour du modèle .....	29
I.4 Qui sont les « objecteurs de croissance » ? .....	33
I.5 Le mouvement contemporain .....	37
<u>Transition et objectif de l’investigation .....</u>	<u>39</u>
<u>II) Deuxième partie : L’alimentation au cœur de la problématique .....</u>	<u>42</u>
II.1 Paradoxes du système agroalimentaire globalisé.....	43
II.2 Insécurité alimentaires .....	48
II.3 Problème résolu au « Nord »? .....	52
II.4 La souveraineté alimentaire comme droit légitime.....	55
II.5 « L’effet rebond » dans les sociétés de croissance .....	60
<u>Bilan de la seconde partie .....</u>	<u>64</u>

<u>III) Troisième partie : Mobilisations alternatives contemporaines .....</u>	<u>66</u>
III.1 Les Villes en Transition .....	68
III.2 Le mouvement <i>Slow Food</i> .....	71
III.3 L'agroécologie, pratique et mouvement .....	74
<u>Bilan de la troisième partie .....</u>	<u>77</u>
<u>IV) Quatrième partie : Conditions et déroulement de l'analyse.....</u>	<u>78</u>
IV.1 Présentation du support d'analyse .....	80
IV.2 Méthodologie utilisée .....	83
IV.3 Constitution du corpus.....	85
IV.4 Traitement de l'information.....	87
IV.5 Discussion des résultats .....	96
Conclusion.....	99
Références Bibliographiques .....	103
Références Internet.....	106
Références Audiovisuelles.....	108

Annexe 1 : Premier relevé de l'information à partir des titres répertoriés dans le journal

Annexe 2 : Catégorisation du corpus

Annexe 3 : Articles identifiés adoptant les modes de communication de « diffusion » et de « propagation »

## **LISTES DES SIGLES**

ADOC : Association Des Objecteurs de Croissance

AMAP: Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

FAO: Food and Agriculture Organization of the United Nations

GM : Génétiquement Modifié

IDH : Indice de Développement Humain

IEESDS : Institut d'Etudes Economiques et Sociales sur la Décroissance Soutenable

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

OGM: Organisme Génétiquement Modifié

OMC: Organisation Mondiale du Commerce

OMS: Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PED: Pays en Développement

PIB: Produit Intérieur Brut

PID: Produit Intérieur Doux

PMA: Pays les Moins Avancés

PPLD: Parti Pour La Décroissance

SAU: Surface Agricole Utilisée

SEL: Système d'Echange Local, ou Service d'Echange Local

## LISTES DES FIGURES

Figure A : Représentativité du thème de l'alimentation (premier relevé) (p42)

Figure B : Répartition des techniques d'agriculture à l'échelle mondiale en 2006 (p45)

Figure C : Répartition mondiale des cultures GM en 2009 (p52)

Figure D : Une d'anciens numéros du journal *la Décroissance* (p83)

Figure E : Distribution du corpus en sept sous thèmes (p89)

Figure F : Evolution des sous thèmes sur la période étudiée (p91)

## INTRODUCTION

L'écologie humaine se distingue fondamentalement d'une approche scientifique dite « classique », par sa transdisciplinarité et parce qu'elle propose de remettre l'homme au centre des problématiques écologiques et environnementales. De fait, en écologie humaine, il ne s'agit plus d'intégrer le paradigme disjonctif l'homme *et* la terre, mais le paradigme suivant : l'homme *est* la terre. L'homme ne peut ainsi être tenu pour l'unique responsable des désordres globaux, car il ne possède pas le recul nécessaire pour appréhender objectivement ce qui se passe. Les réalités géologiques, climatiques nous dépassent encore et il est difficile de mesurer le véritable rôle de l'action humaine dans des processus qui se déroulent sur le temps long.

Pour autant, la réalité de l'action humaine n'est plus à démontrer. Si l'homme a des droits : celui de se nourrir, de manger et boire, de consommer raisonnablement, il a aussi des devoirs : celui de protéger l'environnement qui l'a vu naître et celui de ne pas compromettre la vie des générations futures. L'écologie humaine oeuvre de ce fait à dépasser le paradigme de l'humanisme classique « Homme versus Nature ». Elisée Reclus<sup>1</sup>, reconnu comme l'un des précurseurs de la Décroissance, témoignait déjà il y a plus d'un siècle de la nécessité de dépasser ce paradigme. Il affirmait ainsi que « L'homme est la nature prenant conscience d'elle-même »<sup>2</sup>. Face aux défis qui attendent l'humanité au 21<sup>ème</sup> siècle, cette citation prend à nouveau tout son sens.

Afin d'appréhender objectivement et sereinement la révolution écologique à laquelle nous assistons, il faut avant tout savoir prendre du recul relire le passé, relire les classiques<sup>3</sup>, et relire notre histoire. Tous les signes d'une révolution paradigmatique sont aujourd'hui réunis, mais la difficulté est de savoir vers quel monde nous tendons. Les révolutions paradigmatiques sont toujours difficiles à analyser, surtout quand nous les vivons directement.

---

<sup>1</sup> (1830-1905) Géographe, militant et penseur de l'anarchisme français, libertaire.

<sup>2</sup> *Elisée Reclus*, n°66 du Journal de la Décroissance, p12, Février 2010.

<sup>3</sup> Cette dissertation s'alimente indirectement du cycle de conférences organisé par la Fondation Calouste Gulbenkian; *Porquê ler os Clássicos ?* Lisbonne, 2011.

Les critiques à l'égard du système capitaliste accusé de générer à l'échelle mondiale toujours plus d'inégalités et de profonds déséquilibres environnementaux, sociaux et économiques, se sont vérifiées depuis les années 70. L'écosystème Terre démontre de plus en plus de dysfonctionnements que l'on peut associer à l'échelle temporelle, avec la révolution industrielle occidentale. Qu'il s'agisse des changements climatiques ou du déclin des ressources naturelles globales, ils alarment l'opinion publique. Cette conjoncture associée à un relatif essoufflement du terme galvaudé de « développement durable », appuie d'une certaine manière la multiplication de l'offre de modèles de société alternatifs.

C'est dans ce contexte global que le débat autour de la Décroissance volontaire bénéficie d'un regain d'intérêt dans les sociétés occidentales, mais pas uniquement. Au travers de la crise économique contemporaine et de la progression d'une prise de conscience collective du défi environnemental commun au 21<sup>ème</sup> siècle, cette idée invite à changer de paradigme. À une étape de notre évolution où le fonctionnement de notre système est remis en cause et la société d'accumulation perd de son attractivité, la Décroissance interroge pour sa connotation provocatrice, et de ce simple fait mérite d'être examiné de plus près.

Tout d'abord, il apparaît essentiel de préciser que ce travail d'investigation se refuse pour diverses raisons à approfondir le processus de décroissance en tant que phénomène purement économique, opposé à la croissance. Cette question est laissée volontairement à l'analyse des experts en sciences de l'économie. Ainsi, toute référence à la Décroissance au cours de ce travail de recherche est assimilée au concept de « décroissance volontaire » ou de « décroissance choisie » par opposition à une « décroissance subie »<sup>4</sup>, concept qui sera identifié et développé dans la première partie de cet essai. Le titre de ce travail pouvant prêter à confusion, il est important d'insister dès cette introduction sur l'ambiguïté que peut susciter l'usage de ce terme hors du contexte d'une analyse économique traditionnelle, nous y reviendrons.

Selon la définition de l'Encyclopédie Larousse, la décroissance est : « l'état de ce qui décroît »<sup>5</sup>, en d'autres termes une « diminution ». Par ailleurs, en biologie, la

---

<sup>4</sup> ARIÈS, Paul, *Leur récession n'est pas notre décroissance*, n°53 du Journal de La Décroissance, p2-3, Octobre 2008.

<sup>5</sup> Encyclopédie Larousse en ligne, [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr), consulté en Avril 2011.

croissance est « l'augmentation de la taille d'un être vivant, caractéristique essentielle de la vie » à laquelle nous sommes tous, en tant qu'être vivant, soumis. Ainsi, « les êtres qui ne croissent pas ne sont pas en général considérés comme vivant ». C'est dire à quel point le phénomène de croissance dans sa définition la plus ample, fait partie intégrante de l'évolution de l'humanité.

D'autre part, l'histoire humaine est perçue, et ce de façon quasi universelle dans les sociétés industrialisées, comme une ligne droite agrémentée d'améliorations chronologiques assimilées au fil des siècles au phénomène de croissance. Ainsi, ce qui existe aujourd'hui est bien souvent mieux qu'hier et moins bien que demain, processus communément admis que l'on nomme « progrès »<sup>6</sup>. Cette progression de l'humanité, par le biais des révolutions agricoles successives puis de la révolution industrielle initiée au 19<sup>ème</sup> siècle, est aujourd'hui difficilement indissociable du processus de croissance, démographique, économique ou autre. Toujours selon la même encyclopédie « croire au progrès » serait une : « évolution régulière de l'humanité, de la civilisation vers un but idéal ». On peut alors se demander comment un rassemblement autour de la Décroissance est-il envisageable, et surtout comment la Décroissance peut-elle constituer une perspective d'avenir idéale ?

Pour Serge Latouche<sup>7</sup>, célèbre penseur du mouvement, le concept de Décroissance est issu de deux origines distinctes. Premièrement, il naît de la critique de la société moderne qui remet en cause « la société de consommation et ses mythes : le progrès, la science et la technologie ». Sa seconde origine procède de la prise de conscience de la « dévastation environnementale » d'une part, et des limites physiques de la croissance dans un monde finit, d'autre part.

Dans tous les cas, le choix du terme est loin d'être anodin, et affirme avant tout une volonté assumée de déranger et de bousculer l'ordre établi. La Décroissance serait donc avant tout un slogan volontairement provocateur, une formule qui par ailleurs, continue de susciter la controverse au sein même du mouvement. Paul Ariès,

---

<sup>6</sup> du latin *progressus*, de *progredi*, qui signifie "avancer", [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr), consulté en Janvier 2011.

<sup>7</sup> (né en 1940, à Vannes) Economiste français et professeur émérite à la faculté de droit, économie et gestion Jean Monnet (Université Paris Sud 11), il est également directeur du Groupe de recherche en anthropologie, épistémologie de la pauvreté (GRAEPP).

politologue fervent défenseur de la Décroissance la qualifie de « mot obus »<sup>8</sup>, ayant pour cible le paradigme contemporain du développement associé à la croissance économique. Ainsi, en contestant et dénonçant le modèle capitaliste dominant, la Décroissance constitue « une pensée résolument antisystémique »<sup>9</sup>, initiée au début des années 1970 et qui revendique un changement profond des normes existantes.

À partir d'une révision de la littérature produite par les inspirateurs du mouvement, et des travaux des auteurs contemporains de la Décroissance, nous définirons dans une première partie, le cadre théorique de cette idéologie « post-matérialiste »<sup>10</sup>. L'objectif consistera dans un premier temps, à analyser les fondements scientifiques de la Décroissance, ainsi que le contexte historique au sein duquel elle trouve son origine. Cette première étape permettra d'évaluer la teneur de la pensée décroissante, et de soulever quelques unes des critiques qui lui sont destinées.

Le deuxième sommet international de la Décroissance économique réuni à Barcelone en Mars 2010, a attiré plus de cinq cent chercheurs et activistes de différents pays européens, du continent Américain, d'Asie et d'autres parties du monde. Or qui sont ceux qui se rassemblent sous la bannière décroissante ? Afin de mieux comprendre l'organisation du mouvement contemporain, nous analyserons également dans cette première partie les différents réseaux qui le composent, à partir des pratiques et des positionnements sociopolitiques de ses adhérents autos dénommés : « objecteurs de croissance ».

Une fois défini l'état de la question, et l'objectif de l'investigation, la seconde partie de ce travail sera consacré au thème de l'alimentation, fil conducteur de cette recherche. Nous développerons quelques unes des problématiques contemporaines autour de cet axe, qui seront ensuite reprises au cours de l'analyse de presse du journal *La Décroissance*, dans la quatrième étape de ce travail.

L'étude de la question de l'alimentation en écologie humaine, conduit à soulever des interrogations à la fois d'ordre quantitatif et qualitatif. Si certaines de ces questions apparaissent très anciennes, et tintées parfois de colonialisme, d'autres sont beaucoup

---

<sup>8</sup> ARIÈS, Paul, *La décroissance, un nouveau projet politique*. Editions Golias, 2007, p159.

<sup>9</sup> DUVERGER, Timothée, *La décroissance une idée pour demain*. Editions Sang de la Terre, 2011, p21.

<sup>10</sup> SCHWEISGUTH Etienne, *Le post-matérialisme revisité: R.Inglehart persiste et signe*, dans Revue française des sciences politiques, 47ème année, n°5, 1997, p 653-659.

plus récentes. Ainsi, alors que la production alimentaire mondiale serait aujourd'hui capable de couvrir les besoins vitaux d'une population mondiale de 12 milliards d'individus, près de 900 millions d'individus souffrent encore de la faim et ce nombre ne cesse de croître. Ce constat dramatique illustre les sérieux dysfonctionnements d'un système agroalimentaire insoutenable et les limites de la logique productiviste à l'échelle globale.

Au-delà de ces disparités globales d'ordre quantitatif, l'offre alimentaire au « Nord » a atteint un seuil de diversification qui dépasse largement les besoins essentiels, au mépris parfois des conditions de production des aliments. En outre, malgré le discours général qui prétend que la sécurité des aliments n'a jamais été aussi bonne, les impacts négatifs du système contemporain se multiplient et préoccupent de plus en plus les consommateurs.

La dépendance alimentaire de communautés humaines qui se voient confisquer le droit de se nourrir par elles-mêmes, compose une logique mondiale de plus en plus fréquemment dénoncée. Cette tendance suscite par ailleurs un regain d'intérêt généralisé pour les alternatives locales, et les initiatives dites « ascendantes »<sup>11</sup>. Ces dernières semblent constituer l'unique porte de sortie d'un « système malade ».

Pour illustrer ce phénomène, nous présenterons dans une troisième partie, quelques exemples de ces mobilisations alternatives, qui mettent en oeuvre des solutions locales au « désordre socio environnemental global ». Face au constat alarmant des dysfonctionnements du système alimentaire mondialisé, qu'il s'agisse de sa forte dépendance aux ressources pétrolières ou de sa fragilité croissante face aux changements climatiques, des collectivités interviennent partout dans le monde.

Ce type de mobilisations locales, souvent organisées en réseaux, génère des solutions très concrètes, sans attendre qu'elles soient proposées « d'en haut ». Caractérisées par un optimisme très pragmatique, leur leitmotiv commun pourrait se résumer par la formule du biologiste français Joël de Rosnay : « Donner aux gens envie de leur futur ». Nous en avons sélectionné trois exemples emblématiques, pour leur relation directe avec notre thème de prédilection, l'alimentation, ainsi que pour leur appartenance implicite ou non aux idées de la Décroissance.

---

<sup>11</sup> ou « *Bottom up* » : Approches du bas (de la société) vers le haut (instances décisionnelles).

Enfin, à travers l'analyse méthodique du contenu du journal *La Décroissance*, publié entre 2005 et 2010, nous tenterons de répondre à la problématique suivante : Quelles sont les perspectives en matière d'alimentation dans une société de Décroissance volontaire ? Le titre de l'investigation soulève en effet un paradoxe qu'il appartiendra d'évaluer tout au long de ce travail de dissertation. Comment concilier et concevoir l'alimentation d'une population mondiale croissante, selon le modèle décroissant ? L'agriculture biologique et les systèmes alimentaires alternatifs constituent-ils une réponse viable pour l'approvisionnement d'une population mondiale qui devrait atteindre les 9 milliards en 2050 ? Quelles solutions sont préconisées par la Décroissance ?

Prétendre répondre de façon exhaustive à ces interrogations serait présomptueux. Notre objectif, bien plus modeste, consistera à évaluer « un » discours médiatique écologiste radical, en l'occurrence celui du journal *la Décroissance*, sur les thèmes de l'alimentation, et d'illustrer notre recherche à partir d'une étude de cas.

Le corpus de ce travail d'analyse de contenu, se compose des articles traitant du thème de l'alimentation, recueillis dans le mensuel *La Décroissance* au cours de cinq années de publication. Une fois justifié cette première étape de sélection de l'information, nous élaborerons une catégorisation de ce corpus. L'approche thématique qui sera justifiée dans cette quatrième partie, permettra ainsi d'organiser notre corpus d'investigation en sous thèmes. Ce procédé offrant l'avantage d'une vision d'ensemble ordonnée du corpus, permettra de faciliter les étapes suivantes de l'analyse.

À partir de l'analyse quantitative et qualitative de contenu, nous tenterons de vérifier deux d'hypothèses, en les confrontant aux données d'observation que nous aurons recueillies. Cette méthodologie qui présente l'avantage de pondérer le discours idéologique, permettra ainsi de garantir un maximum d'objectivité au moment de l'interprétation des résultats et de la conclusion de ce travail de dissertation.

En effet, la réflexion d'ensemble de ce travail se confronte au défi permanent de la garantie d'objectivité de l'analyse, qu'il appartiendra de mesurer rigoureusement tout au long du développement. Le traitement d'un sujet empreint d'une idéologie forte, comme celui de la Décroissance est un exercice risqué. Nous tenterons autant que possible de respecter cette condition primordiale au travail de recherche scientifique.

## I) Première partie : Cadre théorique et contextualisation

C'est à partir des années 70, à l'ère de l'apogée de la croissance économique et de la modernité, que furent amorcées les critiques les plus virulentes contre le modèle de développement occidental. Peu avant le choc pétrolier de 1973, la remise en cause de la société de croissance rencontrait ainsi déjà un écho favorable en Europe et aux États-Unis. Selon le point de vue de certains sociologues dits « socialistes » de l'époque, la période de forte croissance du PIB des pays de l'OCDE, résultait d'un phénomène de prédation de ces derniers sur le « Tiers monde ».

Cette critique du modèle de développement dominant, basée sur la croissance économique, tenait avant tout pour objectif de stimuler les recherches autour d'un « après développement ». Toutefois, la dimension écologique y était encore relativement peu prise en compte.

L'autre critique fondamentale qui a servi de prémices conceptuelles à la Décroissance, est celle de la « notion d'homo oeconomicus »<sup>12</sup>. Notion de base du modèle « néolibéral » en économie, elle perçoit la nature comme un : « réservoir de matières premières ». L'être humain lui, est réduit à sa fonction d'individu rationnel, sans cesse à la recherche de la maximisation de son utilité (LAROUSSE, 2011).

C'est par opposition à ce modèle que naît un nouveau champ d'investigation académique à la même époque, appelé « l'économie écologique »<sup>13</sup>. Sous son autre appellation « l'éconologie » recherche les interdépendances existantes entre économies humaines et écosystèmes naturels, selon une échelle spatiotemporelle prédéfinie. Elle se distingue de ce fait de « l'économie environnementale » qui consiste en une analyse économique sous forme « d'inventaire du milieu naturel ».

---

<sup>12</sup> *Homme économique* en latin, représentation théorique du comportement de l'être humain. Elle est principalement fondée sur l'idée de rationalité et d'utilisation optimale des ressources rares pour atteindre une « fonction objectif » qualifiée de fonction d'utilité.

<sup>13</sup> Néologisme issu de la contraction des termes écologie et économie, désignant un ensemble d'activités à la fois rentables économiquement et soucieuses de l'environnement. Ce mouvement né à la fin du 20ème siècle, vise à limiter la consommation d'énergies non-renouvelables, tout en excluant la dématérialisation de l'économie.

Retenons que c'est à partir de l'évolution du discours « anti-développementaliste » et « antilibéral », et à partir de la critique du « contresens de la raison économique »<sup>14</sup>, que l'idée de Décroissance est née puis s'est consolidée, de la décennie 70 jusqu'à aujourd'hui.

Parallèlement il y quarante ans, la critique environnementaliste marquait le renforcement d'une prise de conscience en faveur de l'écologie des populations des « pays développés ». Ce processus fût une seconde rampe de lancement pour le mouvement de la Décroissance à l'époque. Déjà en 1962, la publication de l'œuvre majeure de la biologiste américaine Rachel Carson : *Silent Spring*, introduisait la formulation d'une nécessité impérative de reconsidérer notre perception de la nature, à partir de démonstrations physiques.

Dix ans plus tard, la publication controversée du Rapport *Meadows*<sup>15</sup> traduit en français comme *Halte à la croissance ?*, et l'organisation du premier Sommet de la Terre par les Nations Unies, confirmaient cette tendance. La critique environnementale atteignait alors son apogée. Elle ne serait plus désormais cantonnée aux discours scientifiques ou gauchistes, mais bénéficierait d'un écho transdisciplinaire, à l'échelle globale.

C'est donc à partir de ces polémiques circonstanciées, que le mouvement « postmatérialiste » de la Décroissance est né, puis s'est alimenté au cours des quatre dernières décennies.

La théorie sociale du « postmatérialisme » fut introduite par Ronald Inglehart<sup>16</sup> en 1977, dans le cadre de ces études sur le changement à l'œuvre dans les sociétés européennes, entre « l'avant » et « l'après » seconde guerre mondiale. Les valeurs théoriques « postmatérialistes » se définissent par le fait qu'elles s'appliquent au domaine non matériel : intellectuel, esthétique ou existentiel. Selon Inglehart, dans la pratique, les questions qui en sont les indicateurs renvoient essentiellement à des valeurs

---

<sup>14</sup> LATOUCHE, Serge, *La Déraison de la raison économique: du délire de l'efficacité au principe de précaution*, Editions Albin Michel, 2001.

<sup>15</sup> MEADOWS, Denis, *Halte à la croissance? Enquête pour le Club de Rome. Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, 1972.

<sup>16</sup> (né en 1934) Politologue américain, professeur à l'université du Michigan et directeur du World Values Survey. Il s'intéresse particulièrement à la mesure du "bien-être" et des "valeurs" dans le monde.

humanistes, démocratiques ou écologiques (SCHWEISGUTH, 1997, p653-659). Sa définition peut bien entendu prêter à discussion, voir faire l'objet d'une recherche à part entière. Retenons cependant qu'elle illustre une évolution notable des sociétés européennes, ainsi qu'une approche sociologique singulière, née au cours des années 70, soit simultanément à l'effervescence scientifique autour de l'idée de Décroissance.

Aujourd'hui le projet de la Décroissance se définit comme une perspective d'avenir désirable, un rassemblement autour d'une alternative attrayante, pour répondre aux enjeux du 21<sup>ème</sup> siècle. De ce fait, au-delà d'un simple refus de la modernité, elle prône son dépassement. Selon Gilles Lipovetsky, elle serait une « métamodernité »<sup>17</sup>. La critique de la modernité qu'elle engage, viserait avant tout à renouer avec l'esprit des lumières pour faire surgir une société autonome et réinventer le paradigme contemporain (DUVERGER, 2011, p226).

### I.1 Présentation du sujet : La « Décroissance choisie »

Au premier abord, cette dénomination peut paraître « frivole » voire totalement utopique, dans un système global fondé et régit par la croissance. Or, parmi les postulats du mouvement, l'un consiste à affirmer que la décroissance économique constitue une perspective incontournable et irréversible à laquelle il appartient de « se préparer individuellement et collectivement » dès aujourd'hui. En d'autres termes, qu'il s'agisse d'une décroissance « subit » ou « choisie », elle n'en serait pas moins inéluctable à l'avenir, pour diverses raisons que nous développerons.

Par ailleurs, l'ambition de ce courant de pensée, repose objectivement sur le fait que l'humanité est capable d'accepter le changement, en fonction de deux critères : premièrement le critère de l'idéal, soit l'aspiration de l'homme à un monde meilleur. Le second critère ou vecteur de changement, est n'importe quelle forme de contrainte, économique, politique, climatique ou autre, qui l'obligerait à changer. Edgar Morin corrobore ces propos en affirmant qu' :

Il faudrait une montée soudaine et terrible de périls, la venue d'une catastrophe pour constituer l'électrochoc nécessaire aux prises de conscience et aux prises de décision. (MORIN, 2007, p183)

---

<sup>17</sup> LIPOVETSKY, Gilles, *Temps contre temps ou la société hypermoderne*, dans *Les Temps hypermodernes*, Editions Grasset, 2008, p96.

La Décroissance se positionne ainsi comme une alternative qui se veut lucide et engageante, opposée à la démesure contemporaine de manière générale et à la société du *No Limits*. Afin de rompre le consensus à l'ordre productiviste dominant, la Décroissance propose de retrouver l'usage des limites à l'échelle individuelle, mais surtout au delà. Réhabiliter l'usage des limites permettrait entre autres, de restaurer l'accès à la pleine satisfaction de nos besoins physiques et spirituels (RABHI, 2006, p226-229).

Par ailleurs, il semble important de souligner que la Décroissance se refuse à être l'apologie de la société telle qu'elle existait avant la révolution industrielle occidentale. Résolument contemporaine, elle prône une « décélération » plutôt qu'une « fuite en avant ». Comme en témoigne Gilbert Rist dans un chapitre consacré à « l'objection de croissance »<sup>18</sup>:

Il n'y a chez les objecteurs de croissance, ni nostalgie du passé ni volonté de « revenir en arrière », ce qui n'a par ailleurs strictement aucun sens. Mais simplement un désir qui s'inscrit dans les pratiques, d'en finir avec un système absurde, et surtout de rendre visible les richesses qui existent en dehors du marché, dont l'importance dépasse souvent celles qu'il peut procurer. (RIST, 2010, p177)

La Décroissance propose ainsi au travers de la valorisation des richesses non matérielles, de sortir du cercle vicieux du consumérisme (consommation, destruction, combustion) et de préparer la société de demain. En effet, les sociétés du « Nord économique » sont dépendantes de la consommation de biens matériels que l'on pourrait qualifier de « futiles » comparés à d'autres richesses plus essentielles. La qualité de vie, les espaces naturels, la biodiversité planétaire, la gratuité de certains biens tel que l'eau, en sont quelques exemples. L'objectif de la Décroissance est de « remettre l'économie au service de l'homme plutôt que le contraire »<sup>19</sup> et de rompre avec la quête impossible d'une expansion économique infinie, qui serait incompatible avec la dimension de notre planète par essence finie et fragile.

Nul n'a besoin d'être économiste pour comprendre qu'un individu, ou une collectivité, tirant la majeure partie de ses ressources de son capital et non de ses

---

<sup>18</sup> RIST, Gilbert, *L'économie ordinaire, entre songes et mensonges*, Chapitre 9 intitulé; *L'objection de croissance*, Presses de Sciences Po "Références", 2010, p177.

<sup>19</sup> PAUL-PONT François, *Et si on devenait raisonnables?*, Editions En Avant!, p 38, livre consulté en ligne; <http://issuu.com/francoispaulpont/docs/fpp1?mode=window&pageNumber=1> le 2 Décembre 2011.

revenus, est destiné à la faillite. Tel est pourtant bien le cas des sociétés occidentales, puisqu'elles puisent dans les ressources naturelles de la planète, un patrimoine commun, sans tenir compte du temps nécessaire à leur renouvellement. Non content de piller ce capital, notre modèle économique fondé sur la croissance, induit en plus une augmentation constante de ces prélèvements.<sup>20</sup> (CLEMENTIN et CHEYNET, 2010)

Cette citation des fondateurs du journal *La Décroissance*, fait appel à notre « bon sens » pour mettre en évidence la « non durabilité » de la logique capitaliste. Elle met également en exergue la vélocité du système contemporain qui occulte le temps nécessaire à la régénération des écosystèmes planétaires.

Enfin, se rallier aux idées de la Décroissance comme le propose Serge Latouche, serait accepter de « décoloniser notre imaginaire » soumis à l'influence d'un modèle unique, celui du développement occidentale comme seule perspective globale. Il s'agit donc bien d'un engagement au travers d'une démarche volontaire et intentionnelle, se distinguant de ce fait fondamentalement d'une décroissance à laquelle l'on serait subordonné, soumis ou résigné.

## I.2 Fondements théoriques de la Décroissance

Le concept de Décroissance est donc relativement récent, puisqu'il apparaît pour la première fois au début des années 1970. La légitimité du terme serait attribuable au mathématicien d'origine roumaine Nicholas Georgescu-Roegen<sup>21</sup>. Elle se présentait alors déjà comme une recherche de solutions alternatives aux nuisances écologiques, économiques, ou d'ordre psychosociales engendrées par la croissance. C'est à l'époque des Trente Glorieuses et du premier Sommet de la Terre (Stockholm, 1972), que la Décroissance pose ses premières fondations.

---

<sup>20</sup> Citation recueillie sur le site de l'IEESDS, *Institut d'Etudes Economiques et Sociales sur la Décroissance Soutenable*, consulté : <http://www.decroissance.org/index.php?chemin=textes/decroisoute> (01.2012).

<sup>21</sup> (1906-1994) Mathématicien et économiste hétérodoxe roumain, auteur de *The entropy law and the economic process*, 1971, traduit par Jacques Grinevald ; *Demain la décroissance, Entropie, écologie, économie*, 1979.

Plusieurs auteurs et penseurs du 19<sup>ème</sup> et du 20<sup>ème</sup> siècle, indépendamment de leurs origines géographiques et académiques, ont contribué à forger les bases théoriques de cette idéologie. Nous en distinguerons quatre grandes écoles théoriques.

La première est définie comme l'école de la simplicité volontaire, personnifiée entre autres par Mahatma Gandhi, pionnier de la résistance non violente contre l'oppression à travers la désobéissance civile, et par Henry David Thoreau<sup>22</sup>, considéré comme le père fondateur de ce concept. Ce dernier représente pour les « objecteurs de croissance » ainsi que pour de nombreux écologistes, le créateur de l'écologie, pour avoir replacé l'homme au sein de son milieu naturel et appelé dès le 19<sup>ème</sup> siècle, au respect de l'environnement. Or, les origines de la simplicité volontaire sont aussi anciennes que variées : depuis le Stoïcisme<sup>23</sup> et la philosophie Épicurienne, aux religions hindouiste et bouddhiste, en passant par la pratique de la frugalité et de l'autosuffisance des communautés monastiques. On retrouve également ce concept plus récemment chez Hannah Arendt, à travers sa critique de la société de consommation, et chez l'économiste Ernst Friedrich Schumacher, à travers son concept « d'économie bouddhiste »<sup>24</sup>. Cette première école dénonce « l'idéologie de la croissance », qui offrirait selon elle une conception du monde trop étroitement matérialiste et marchande, et revendique une « spiritualisation de la nature » (RABHI, 2006, p226-229).

Le concept de simplicité volontaire est fondamental à la pensée décroissante, et ses partisans l'adoptent de façon très pragmatique (I.4). Selon Paul Ariès, il s'agirait d'une « volonté de vivre en conformité avec ses valeurs sans nuire aux plus pauvres et aux générations futures »<sup>25</sup>, qui rappelle une autre citation attribuée à Gandhi : « vivre simplement pour que d'autres simplement puissent vivre ».

En d'autres termes, afin d'en finir avec les paradoxes et les travers des sociétés d'hyperconsommation (LIPOVETSKY, 2006), la Décroissance propose d'adopter « la

---

<sup>22</sup> (1817-1862) Essayiste, philosophe, naturaliste et poète américain. Auteur entre autres essais de *La désobéissance civile*, 1849, et de l'œuvre désormais classique : *Walden ou la vie dans les bois*, 1854.

<sup>23</sup> École philosophique de la Grèce Antique, qui exhorte à la pratique d'exercices de méditation conduisant à vivre avec la nature et la raison pour atteindre la sagesse et le bonheur envisagés comme ataraxie (absence de passions qui prend la forme d'une absence de souffrance).

<sup>24</sup> SCHUMACHER E.F, *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*. Editions du Seuil, 1978, p53-62.

<sup>25</sup> ARIÈS, *Désobéir et grandir. Vers une société de décroissance*. Editions Ecosociété, Montréal, 2009, p22.

sobriété heureuse », remède qui serait applicable aussi bien collectivement qu'individuellement. Elle se transcrit ainsi par une résistance à la société de consommation et par l'adoption d'un mode de vie plus modeste. Or, il ne s'agirait pas seulement de partir vivre en « autosuffisance » à la campagne, comme Henry David Thoreau en 1845, mais plutôt d'être lucide sur ses propres besoins et d'envisager autrement son rapport au monde.

Une seconde école rassemble les travaux d'économistes, écologistes, et scientifiques du 20<sup>ème</sup> siècle, parmi lesquels Jacques Ellul<sup>26</sup>, Ivan Illich<sup>27</sup>, François Partant<sup>28</sup> et André Gorz<sup>29</sup>, pour n'en citer que quelques-uns. Ces derniers perçoivent la Décroissance comme une évolution culturelle essentielle, à grande distance de tout économisme. Cette seconde école est sans conteste celle de l'écologie politique, particulièrement effervescente et productive au début de la décennie 70. Elle insiste sur une prise en compte des enjeux écologiques dans l'action politique et l'organisation sociale. Ivan Illich, en développant par exemple l'imbrication qui existe entre énergie et société, illustre l'ambition sociopolitique de ce courant de pensée :

Certes on commence à accepter une limitation écologique du maximum d'énergie consommée par personne, en y voyant une condition de survie, mais on ne reconnaît pas dans le minimum d'énergie acceptable un fondement nécessaire à tout ordre social qui soit à la fois justifiable scientifiquement et juste politiquement. Plus que la soif de carburant, c'est l'abondance d'énergie qui mène à l'exploitation. Pour que les rapports sociaux soient placés sous le signe de l'équité, il faut une société qui limite d'elle-même la consommation d'énergie de ses plus puissants citoyens. La première condition en est une technique économe en énergie, même si celle-ci ne peut garantir le règne de l'équité. De plus, cette troisième possibilité est la seule qui s'offre à toutes les nations : aujourd'hui aucun pays ne manque de matières premières ou des connaissances nécessaires pour réaliser une telle

---

<sup>26</sup> (1912-1994) Professeur d'histoire du droit et sociologue français, surtout connu comme penseur de la technique et de l'aliénation au XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>27</sup> (1926-2002) Penseur de l'écologie politique d'origine autrichienne, il est une figure importante de la critique de la société industrielle.

<sup>28</sup> (1926-1987) Economiste français, il est l'un des premiers à développer l'idée d'un "après-développement".

<sup>29</sup> (1923-2007) Philosophe et journaliste français, il est l'un des principaux théoriciens de l'écologie politique avec ILLICH. Sa pensée oscille entre philosophie, théorie politique et critique sociale.

politique en moins d'une génération. La démocratie de participation suppose une technique de faible consommation énergétique et, réciproquement, seule une volonté politique de décentralisation peut créer les conditions d'une technique rationnelle. (ILLICH, 1973)

Ainsi, pour l'auteur l'écologie devient politique lorsque la défense d'une culture du quotidien converge avec la question de la survie de l'espèce humaine et la prise en compte de la question de la démocratie. Cette citation questionne également la notion de « technologie durable », réintroduisant l'idée de « limite », inhérente à la pensée décroissante.

Les penseurs de la Revue du MAUSS<sup>30</sup> dont Serge Latouche, rejoignent cet argument, invitant à approfondir le concept de Décroissance au travers d'une perspective politique, chantier qui reste encore à l'œuvre aujourd'hui au sein du mouvement (I.5). André Gorz, qui avait prévu la crise économique contemporaine et qui par ailleurs prévoit la fin du capitalisme contemporain, cautionne également le leitmotiv « décroissant ». Selon lui, les sociétés ont tout intérêt à sortir du capitalisme en renouant avec « le suffisant », afin que cette transition s'effectue de manière démocratique :

Il n'existe aucune norme communément acceptée du suffisant qui pourrait servir de référence à l'autolimitation. Et pourtant, celle-ci demeure la seule voie non autoritaire, démocratique vers une civilisation industrielle écoresponsable. La difficulté que nous rencontrons ici n'est pourtant absolument pas insurmontable. Elle signifie essentiellement que le capitalisme a aboli tout ce qui, dans la tradition, dans le mode de vie, dans la civilisation quotidienne, pourrait servir d'ancrage à une norme commune du suffisant ; et qu'il a aboli en même temps la perspective que le choix de travailler et de consommer moins puisse donner accès à une vie meilleure et plus libre. Ce qui a été aboli n'est cependant pas impossible à rétablir. Seulement, ce rétablissement ne peut se fonder sur une tradition ni sur des corrélations existantes : il doit être institué ; il relève du politique, plus précisément de l'écopolitique et du projet écosocial. (GORZ, 2008)

Ainsi pour André Gorz, la transition vers une société post-matérialiste associée à un modèle de développement industriel « écoresponsable », repose essentiellement sur la capacité de celle-ci à se réapproprier la notion fondamentale de démocratie.

---

<sup>30</sup> Revue du *Mouvement Anti-Utilitariste en Sciences Sociales*, fondée en 1981, aborde des sujets en sciences économiques, anthropologie, sociologie et philosophie politique.

L'agronome René Dumont, pionnier de l'écologie politique et premier candidat écologiste à l'élection présidentielle française en 1974, alarmait déjà l'opinion de la nécessité de prendre en compte les limites de la croissance économique. Adoptant un discours plus catastrophiste et provocateur, cet auteur avait toutefois le mérite d'une revendication bien en avance sur son temps :

Si nous maintenons le taux d'expansion actuelle de la population et de la production industrielle jusqu'au siècle prochain, ce dernier ne se terminera pas sans l'effondrement total de notre civilisation. Par épuisement des réserves minérales et pétrolières (même si les chiffres du Club de Rome sont indiscutables, la tendance à long terme ne l'est pas), par la dégradation poussée des sols (érosions, lessivage, latérisation) par la pollution devenue insoutenable de l'air et de l'eau, des rivières aux littoraux marins ; enfin, par une altération des climats, due, notamment à l'accumulation du gaz carbonique dans l'atmosphère ou à l'attaque par les avions supersoniques de la précieuse couche d'ozone... Si nous ne pouvons déjà chiffrer avec précision l'ampleur de toutes ces menaces, ceux qui continuent à parler de croissance et d'expansion sans limites, les responsables des dégradations, sont tout aussi incapables de les préciser. Or la décision de construire des centrales nucléaires est prise sans que ce soit trouvée une solution satisfaisante pour empêcher de se former une masse toujours croissante de déchets radioactifs. Cela nous engage dans une voie si dangereuse que la Suède a décidé le moratoire de sa deuxième tranche. Nous (français) pourrions en faire autant. L'expansion sauvage actuelle nous menant tout droit aux pires catastrophes, il nous faut réorienter tout l'appareil économique, toute la structure de production. (DUMONT, 1974)

Son style alarmiste a sans doute joué contre lui à l'époque, puisqu'il ne rassemble qu'1,32% des soutiens à l'élection présidentielle. Or, la campagne du plus célèbre des agronomes français, précurseur du mouvement de la Décroissance, fut à l'origine de la fondation de la première organisation de l'écologie politique d'envergure nationale : le Mouvement écologique (aujourd'hui : Europe Écologie Les Verts).

Une troisième école, inspirée principalement des travaux de Nicholas Georgescu-Roegen, distingue ce père incontesté de la décroissance physique et économique, incontournable entre tous les théoriciens de la Décroissance. C'est à partir des travaux de celui-ci que surgit l'idée de l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde finit, et la nécessité d'une « bioéconomie » en lieu et place de l'économie traditionnelle. Elle représente une rupture avec l'approche économique classique et son

principal argument consiste à affirmer qu'en ignorant la Loi de l'entropie, l'économie ignore l'irréversibilité du temps et occulte le lien avec la nature :

Aucune loi n'occupe un lieu aussi singulier comme la Loi de l'entropie. C'est la seule loi physique qui reconnaît que l'univers matériel en tant que tel, est soumis à un changement qualitatif irréversible, à un processus évolutif. (GEORGESCU-ROEGEN, 1979)

Ainsi, les théories économiques classiques omettraient de manière générale d'inclure à leurs raisonnements, les déchets résultant des transformations ultimes du travail. Ces résidus qui aujourd'hui, réapparaissent de façon violente au travers des pollutions et de la raréfaction des matières premières. Le même auteur argumente que le processus économique, tout comme n'importe quel processus du vivant est irréversible, et de ce fait, il serait impossible de le traiter uniquement en termes mécaniques :

La thermodynamique avec sa Loi de l'entropie, reconnaît une distinction qualitative entre les entrées de ressources de valeurs (basse entropie), et les sorties finales de résidus sans valeurs (haute entropie). (GEORGESCU-ROEGEN, 1979)

Le paradoxe soulevé par cette réflexion, en d'autres termes, le fait que l'intégralité du processus économique consiste à transformer de la matière et de l'énergie en résidus, pourrait être ainsi résolu, d'une manière simple et instructive. L'économiste corrobore sa thèse en démontrant en outre, la manière dont le système productiviste hypothèque l'avenir des générations futures :

Chaque fois que nous produisons une voiture, nous détruisons irrévocablement une quantité de basse entropie qui, autrement, pourrait être utilisée pour fabriquer une charrue ou une bêche. Autrement dit, chaque fois que nous produisons une voiture, nous le faisons au prix d'une baisse du nombre de vies humaines à venir. Il se peut que le développement économique fondé sur l'abondance industrielle soit un bienfait pour nous et ceux qui pourront en bénéficier dans un proche avenir : il n'en est pas moins opposé à l'intérêt de l'espèce humaine dans son ensemble, si du moins son intérêt est de durer autant que le permet sa dot de basse entropie. Au travers de ce paradoxe du développement économique, nous pouvons saisir le prix dont l'homme doit payer le privilège unique que constitue sa capacité de dépasser ses limites biologiques dans sa lutte pour la vie. (GEORGESCU-ROEGEN, 1979)

Ce passage met en évidence les corrélations inhérentes au développement économique globalisé, qui profite à certaines sociétés au détriment des autres. L'auteur ouvre ici un

vaste champ de réflexion et d'investigation pour l'écologie humaine. Par ailleurs, ses découvertes permettront de composer ce qui deviendra le socle de la pensée décroissante. Son élève, traducteur et ami le philosophe et historien Jacques Grinevald lui consacre de multiples hommages, célébrant celui qui fut le père de la « révolution bioéconomique » et l'auteur selon lui d'un ouvrage fondamental<sup>31</sup> :

Une œuvre aussi importante, aussi révolutionnaire dans l'histoire de la pensée scientifique occidentale que l'œuvre de Darwin en 1859, qui éclaire d'une manière fulgurante la crise écologique de notre croissance économique depuis la révolution thermo-industrielle dans laquelle l'Occident a désormais embarqué l'ensemble de l'humanité. (GRINEVALD, 1994)

Dans la continuité des fondements théoriques de Georgescu-Roegen, une quatrième école de la Décroissance, repose sur les travaux d'Herman Daly<sup>32</sup> et en particulier sur le concept « d'économie stationnaire » ou *Steady State Economy*. Ce modèle part du principe qu'il existe un conflit fondamental entre la croissance économique et la protection de l'environnement. L'intégralité des entrées du système économique provenant de la nature et l'intégralité des résidus produits par ce même système, étant rejetés dans la nature. Plus l'économie croît, plus il faut utiliser de ressources naturelles et plus il faut produire de résidus. Sachant que nous vivons sur une planète « finit », l'économie ne peut continuer à croître indéfiniment.

Ce modèle part également du conflit entre croissance économique et maintien des services écologiques qui soutiennent l'économie humaine, comme la pollinisation, ou la régulation du climat par exemple. Selon les adeptes du même modèle, la croissance économique telle que mesurée par une augmentation du PIB, est un objectif dont la poursuite serait de plus en plus dangereuse et anachronique, particulièrement dans les pays riches jouissant d'un niveau de vie élevé. Ainsi, une « économie stationnaire » aurait pour objectif de maintenir un niveau stable, voire légèrement fluctuant, de population et de consommation par habitant, dans laquelle l'objectif de

---

<sup>31</sup> GEORGESCU-ROEGEN, Nicolas, *La Décroissance. Entropie, écologie, économie*, 1979. Version traduite et présentée par Jacques Grinevald et Ivo Rens, Editions Sang de la terre, 1995.

<sup>32</sup> (né en 1938) Economiste américain, professeur à la *School of Public Policy* à l'Université du Maryland, auteur de *Steady-State economic*, 1977 et de *Beyond Growth*, 1996.

maximisation du PIB serait remplacé par l'objectif de maximisation de la qualité de vie<sup>33</sup>.

Pour Herman Daly, c'est au travers du débat parlementaire et public, ainsi qu'au sein des institutions économiques, qu'il faut œuvrer à la Décroissance. En développant des politiques et des instruments pratiques, de nouveaux indicateurs non monétaires, pour identifier, mesurer et comparer les bénéfices et les coûts « réels » de l'activité économique. Ceci servirait à évaluer, si les évolutions de l'activité économique contribuent, ou sont préjudiciables aux objectifs sociaux et environnementaux (DALY, 1996).

Deux récents essais économiques anglo-saxons, publiés ces cinq dernières années, reprennent les thèses de cette quatrième école de la Décroissance. Tout d'abord, *Managing without growth*<sup>34</sup> de l'économiste canadien Peter Victor, qui conteste la priorité accordée à la croissance par les politiques des « pays développés » alors qu'il s'agirait de poursuivre des objectifs qui soient favorables au rehaussement du bien-être, ou *Well-Being*. Sa participation au dernier sommet international de la Décroissance économique ainsi que sa perception de l'économie comme un « sous-système de la biosphère », confirme l'intérêt du mouvement pour ses travaux et réciproquement.

Le second, largement inspiré du premier, est le rapport de Tim Jackson rendu au gouvernement britannique en 2009, intitulé *Prosperity without growth*<sup>35</sup>, qui remet profondément en cause la macroéconomie traditionnelle. Selon son auteur :

Nous sommes enfermés dans une cage de fer : encouragés à dépenser de l'argent que nous n'avons pas pour acheter des choses dont nous n'avons pas besoin, pour créer des impressions qui ne dureront pas, sur des gens qui ne nous importent pas. Nous avons construit le consommateur pour que le système survive, c'est ce qui est pervers. Le plus important est de créer un monde prospère où les gens s'épanouissent.<sup>36</sup> (JACKSON, 2009)

---

<sup>33</sup> Information tiré du site du *Centre pour l'avancement de l'économie stationnaire* (CASSE): <http://steadystate.org/enough-is-enough/> consulté en Septembre 2010.

<sup>34</sup> Littéralement *Gérer sans croissance*, publié en 2008 aux éditions Edward Elgar.

<sup>35</sup> Traduit en français par *Prosperité sans croissance*, publié en 2010 aux éditions De Boeck.

<sup>36</sup> Propos de Tim Jackson recueillis lors d'un entretien du mensuel *Rue89*, du n° d'Octobre 2010.

Ces deux thèses se rejoignent et témoignent de la contemporanéité du débat autour de la Décroissance, jusque dans la sphère rigide de l'économie du « Nord ». Enfin, pour les deux économistes, c'est aux pays riches dans un premier temps, qu'il appartient de se poser le défi de la décroissance, et non pas aux « pays en développement ».

Ces quatre écoles théoriques de la Décroissance démontrent la transdisciplinarité qui caractérise le mouvement contemporain depuis son origine. Il s'est forgé ces quarante dernières années sur une base d'approches scientifiques singulières et complémentaires : du concept de simplicité volontaire à l'écologie politique, et de la « bioéconomie » à l'investigation en matière d'économie stationnaire.

### I.3 Polémiques autour du modèle

Le projet de la Décroissance pourrait se résumer en une seule phrase : « Défaire le développement, refaire le monde »<sup>37</sup>. Cette proposition qui peut paraître présomptueuse, d'une révision générale et radicale du système existant, est la cible d'abondantes critiques. Qualifiée le plus souvent d'« utopique », la Décroissance génère des condamnations souvent bien plus acerbes.

D'un point de vue économique, on comprend aisément en quoi ce modèle peut susciter la polémique. Pour la majorité des économistes contemporains, peu importe l'orientation libérale ou keynésienne de ceux-ci, la décroissance génère obligatoirement une récession entraînant : hausse du chômage, perte de pouvoir d'achat des ménages, et violences sociales. Alors que pour les mêmes, la croissance économique permet la création de richesses, d'emploi, l'amélioration du niveau de vie, l'amélioration de l'éducation et des systèmes de santé et l'allongement de l'espérance de vie.

Or, si les « objecteurs de croissance » critiquent vigoureusement le modèle de croissance économique contemporain, ils se défendent de prôner son contraire en espérant une récession. Ils parlent « d'accroissance » (LATOUCHE, 2007), parce qu'ils estiment que le système mis en place par la science économique, consistant à produire et

---

<sup>37</sup> LATOUCHE, Serge, *Défaire le développement, refaire le monde*, Editions L'Aventurine, 2003.

consommer toujours plus (parce que « plus=mieux ») est dangereux d'un point de vue écologique et social<sup>38</sup>, et qu'il est donc urgent d'en sortir.

Par ailleurs les adhérents au modèle décroissant réproouvent le manque de visibilité à long terme de l'approche économique. Ils reprennent ainsi régulièrement à leur compte, la citation illustre de l'économiste américain Kenneth Ewart Boulding : « Celui qui pense qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste ».

Le raisonnement de la Décroissance s'appuie également sur une équation simple et redondante : 20% de l'humanité vit en s'appropriant plus de 80% des ressources naturelles planétaires. Alors que les 80% d'humains restants convoitent la place des autres 20%, il apparaît selon eux, impossible et insoutenable de poursuivre avec le même modèle sans se confronter à une recrudescence de la violence. Les objecteurs de croissance démontrent ainsi comment le « soi-disant cercle vertueux de la croissance » oublie deux composantes essentielles : l'environnement et les pays du Sud. Le premier n'a de cesse d'être pillé et surexploité, tandis que les seconds manquent du dit « développement » en plus d'être soumis à un processus de déculturation.

La Décroissance s'offre ainsi comme perspective de transition et de « libération de l'obsession de la croissance et de l'impérialisme économique », et s'appliquerait tout d'abord aux pays du « Nord » économique.

Par ailleurs, il est important de noter un remarquable consensus au sein du mouvement des objecteurs de croissance contre « les fausses solutions offertes par le développement durable » qu'ils qualifient « d'oxymore » et qu'ils critiquent fermement :

Le développement durable, cette contradiction dans les termes, est à la fois terrifiant et désespérant ! Au moins avec le développement non durable et insoutenable, on pouvait conserver l'espoir que ce processus mortifère aurait une fin, victime de ses contradictions, de ses échecs, de son caractère insupportable et du fait de l'épuisement des ressources naturelles [...] Le développement durable, lui, nous enlève toute perspective de sortie, il nous promet le développement pour l'éternité ! (LATOUCHE, 2003)

---

<sup>38</sup> RIST Gilbert, *L'objection de croissance*, p 172, Chapitre 9 de *L'économie ordinaire, entre songes et mensonges*, Presses de Sciences Po « Références », 2010, <http://www.cairn.info/l-economie-ordinaire-entre-songes-et-mensonges---page-163.htm>, consulté en août 2011.

D'après l'auteur, se limiter à des solutions de type « éteindre la lumière lorsque l'on quitte une pièce » serait hors contexte et servirait seulement à se donner bonne conscience sans résoudre aucun problème. La Décroissance souhaite trouver des solutions de transition vers une « société post-matérialiste »<sup>39</sup>, et dénonce les multiples tentatives de *greenwashing* des entreprises polluantes. Au-delà de la règle des *3R du développement durable* : « réduire, réutiliser, recycler », le mouvement ajoute cinq critères additionnels et propose la règle des *8R de la Décroissance* « pour sortir une fois pour toute de l'idéologie du développement : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, régionaliser ».

Les objecteurs de croissance remettent également en cause les espoirs que certains fondent sur la technologie pour sauver l'environnement en invoquant « l'effet rebond » (II.5). Par exemple, si les progrès techniques permettent aux voitures de consommer moins de carburant, ce progrès est compensé par une augmentation du nombre de véhicules, ou leur plus grande utilisation. Et si l'on ne se déplace pas plus, les économies sont alors réinvesties dans d'autres biens de consommation, qui ne sont pas indispensables. Paul Ariès résume ce concept de façon cynique dans sa critique du développement durable, qui serait selon lui : « Comment polluer un peu moins pour pouvoir polluer plus longtemps ».

Tout autant décrié par le mouvement, le produit intérieur brut (PIB) outil de mesure symbolique de la société de croissance, serait « peu fiable » et devrait être abandonné, parce qu'il ne prend pas en compte certains aspects essentiels de nos sociétés comme le secteur informel, le bien-être des populations, ou la santé des écosystèmes.

Par ailleurs, il mène parfois à des absurdités et des incohérences dénoncées par les objecteurs de croissance. En cas de catastrophe naturelle par exemple, le PIB tend à augmenter en faisant fonctionner une certains nombres d'entreprises à la réhabilitation d'un espace géographique dévasté. Il crée de la valeur, alors que l'action bénévole par exemple, ne crée aucune « valeur », simplement parce qu'aucune rémunération n'est perçue.

---

<sup>39</sup> Concept sociologique, issu de la sociologie américaine au début des années 2000, qui transcrit une quête de plus en plus marquée des individus d'un "meaning of life", ainsi qu'une mutation des habitudes de consommation, moins matérielles "pures", plus spirituelles et culturelles.

D'autres indicateurs existent qui sont largement reconnus et repris sur le plan international, en complément du PIB : l'indice de développement humain (IDH)<sup>40</sup>, l'indice de santé sociale<sup>41</sup>, l'empreinte écologique<sup>42</sup>, ou encore le produit intérieur doux (PID)<sup>43</sup>. Ils furent au cœur de la rencontre organisée en 2007 au Parlement Européen, sous le titre *Beyond the GDP* (Au-delà du PIB), et continuent de susciter l'intérêt au sein de la classe politique européenne, et du mouvement de la Décroissance<sup>44</sup>.

Enfin, les « décroissants » sont la cible d'une critique récurrente, parce qu'ils sous entendent que la croissance est conditionnée par l'exploitation des ressources, leurs idées sont fréquemment assimilées à du « néo-malthusianisme ». Thomas Robert Malthus, économiste britannique prétendait ainsi au 18<sup>ème</sup> siècle, que la production de denrées alimentaires serait insuffisante pour répondre à l'augmentation des besoins, généré en particulier par l'accroissement démographique. Les évolutions qui suivirent ses propos, caractérisées par une succession de révolutions agricoles qui ont, à chaque fois, engendré de fortes progressions de la production de denrées alimentaires, lui ont jusqu'ici donné tort.

Les thèses « anti-malthusiennes » prétendent que l'exploitation des ressources dépendrait du développement économique, et que la planète serait en réalité loin d'avoir atteint sa « capacité de charge ». Or, un des présupposés essentiels de la Décroissance est que le monde manquera de matières premières et qu'il faut donc en limiter l'usage. Cette posture est abondamment condamnée par leurs opposants libéraux. Pour ces derniers, il s'agirait d'une façon « étroite et préjudiciable de poser la question », dit le

---

<sup>40</sup> Créé en 1990 par le programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), il se fonde sur 3 critères majeures: l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie.

<sup>41</sup> Créé en 1980, il a pour ambition de mesurer la qualité de vie, prenant en compte la question sociale, sans préoccupations environnementales.

<sup>42</sup> Comptabilise la demande exercée par les hommes envers les "services écologiques" fournis par la nature. Plus précisément, elle mesure les surfaces biologiquement productives de terre et d'eau nécessaires pour produire les ressources qu'un individu, une population ou une activité consomme et pour absorber les déchets générés, compte tenu des techniques et de la gestion des ressources en vigueur.

<sup>43</sup> Imaginé par un collectif de citoyens et économistes québécois, il s'agit d'une proposition de recours à des indicateurs économiques qui évalueraient l'importance des activités non-marchandes, notamment domestiques et bénévoles, que le produit intérieur brut ne prend en compte que très partiellement.

<sup>44</sup> GADREY et JANY-CATRICE, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Editions La Découverte, 2005.

Prix Nobel d'économie américain Robert Solow, puisque ce qui importe c'est la capacité des hommes à inventer de nouvelles solutions :

Il est très facile de substituer d'autres facteurs aux ressources naturelles, il n'y a donc pas de problème de principe. Le monde peut, en fait, se débrouiller sans ressource naturelle, donc l'épuisement n'est qu'un événement, pas une catastrophe. (SOLOW, 1986)<sup>45</sup>

Pour l'auteur les capacités d'innovation technologique de l'humanité sont à même de surpasser les limites de la capacité de charge planétaire. Cette question primordiale, aussi ancienne que l'humanité, est loin d'être définitivement réglée. Par ailleurs, au-delà du défi démographique et technologique, il semblerait que ce soit notre façon de vivre et notre volonté de partager ou non les ressources disponibles à l'échelle planétaire, qui seront les plus déterminantes à l'avenir.

#### I.4 Qui sont les « objecteurs de croissance » ?

L'étiquette du mouvement fait l'objet de multiples appréciations mais avant tout, suscite la curiosité de l'opinion. Qu'est ce qui peut en effet amener à opter pour la Décroissance comme modèle de société? Pourquoi se revendique-t-on objecteur de croissance ?

Pour Serge Latouche, sans doute le plus médiatique porte parole du mouvement, nous sommes devenus des « toxico dépendants de la croissance économique ». Nous serions « formatés selon le culte du toujours plus », de l'accumulation illimitée, d'où la nécessité impérative d'en sortir<sup>46</sup>. Les objecteurs de croissance choisissent ainsi d'abandonner les objectifs intrinsèques au capitalisme et de redéfinir « les valeurs essentielles ».

Selon Paul Ariès, il est « grand temps que la société reprenne conscience de son propre pouvoir » et qu'elle œuvre à rénover le lien social qui se délite à l'échelle globale, mais surtout local. Les « décroissants » proposent ainsi de remettre en cause puis de redéfinir la notion de « qualité de vie ». Celle-ci se base en effet aujourd'hui

---

<sup>45</sup> SOLOW, Robert, *On the intergenerational allocation of natural resources*, Scandinavian Journal of Economics, 1986.

<sup>46</sup> LATOUCHE, Serge, *Petit traité de la décroissance sereine*, Editions Mille et une nuit, 2007.

principalement sur une consommation indéfinie de biens. Pour contrer ce phénomène et cette tendance qui se globalise, les objecteurs de croissance plébiscitent: « Moins de biens plus de liens ! ».

En outre, l'objecteur de croissance adopte souvent le profil du militant dont les actions visent à défendre les intérêts de la nature et des populations du Sud économique, par différents biais. Il peut parfois incarner le versant politique de l'action écologique et social (les « Verts »), ou associatif (Greenpeace par exemple). De fait, il existe une certaine confusion autour du mot qui recouvre plusieurs réalités distinctes, qui seront développées ultérieurement.

Toutefois, les défenseurs de la Décroissance sont dans leur majorité, des partisans de l'écologisme radical, à des degrés différents selon les auteurs auxquels ils sont affiliés. Ils militent pour l'abandon du modèle capitaliste, du développement productiviste et de ses fondements. Ils partagent la conviction que les crises économiques et environnementales ne pourront se résoudre que par l'abandon du culte de la croissance sans limites et par la fin d'une croyance « aveugle » au progrès technologique.

Ceci étant, il reste compliqué d'établir un profil type de l'objecteur de croissance compte tenu de ses origines multiples, et parce qu'ils ne partagent pas systématiquement une perspective théorique commune. Nous avons décidé de retenir, la typologie élaborée par Gilbert Rist, construite à partir de leurs pratiques, qui permet d'illustrer de manière concrète la variété des adhérents à l'idée de la Décroissance :

-les objecteurs de croissance cohérents et déterminés qui concrètement s'efforcent de vivre en dehors du monde de la marchandise, pratiquent l'autoproduction et l'écoconstruction en inventant de nouvelles manières de vivre après s'être volontairement exclu-e-s du « système » pour créer des « lieux décroissants ».

-les objecteurs de croissance politiques (ou démocratiques) qui attendent de l'Etat qu'il impose au marché national et international des règles pour mieux économiser et redistribuer les richesses, interdire les centrales nucléaires, les OGM ou l'implantation de nouveaux hypermarchés, relocaliser l'économie, recycler, repenser la société à l'échelle de la proximité.

-les objecteurs de croissance anarchistes qui condamnent l'Etat soumis aux exigences du marché et de la croissance car ils les considèrent comme les ennemis de l'autonomie et de l'autogestion qu'ils revendiquent.

(-les objecteurs de croissance forcés, confrontés au chômage et à la précarité, et qui n'ont pas d'autre choix que de réduire leur consommation, mais qui n'ont pas nécessairement le sentiment que l'on peut vivre mieux avec moins.)

-les objecteurs de croissance pragmatiques qui s'interrogent sur leurs pratiques de consommation, s'inquiètent de l'ampleur de leur empreinte écologique et s'efforcent de vivre d'une manière volontairement sobre et frugale.

-les objecteurs de croissance associatifs qui, persuadés qu'il faut bien commencer quelque part, s'investissent dans les « arrangements locaux d'activités » de type AMAP<sup>47</sup>, SEL<sup>48</sup>, « temps choisi », jardins associatifs.

-les objecteurs de croissance utopistes qui prônent un changement de valeurs, récusent la « culture impérialiste » et le mensonge de la domination économiciste au nom du lien social et de la convivialité. (RIST, 2010, p165)

Cette catégorisation a l'avantage d'être relativement exhaustive et d'illustrer au-delà des profils variés des adhérents de la Décroissance volontaire, quelques unes de leurs implications sociales et politiques. Néanmoins, nous excluons formellement la division établie par Rist des « objecteurs de croissance forcés » située hors du sujet qui nous intéresse. En effet « l'objection de croissance », épicerie de cette étude, relève uniquement d'une prise de position intentionnelle et préméditée (I.1), et non « forcée » ni soumise. Les adhérents du mouvement de la Décroissance, se distinguent ainsi d'un groupe d'individus résignés, subordonnés à une décroissance économique et matérielle.

L'objection de croissance, se résume enfin à adopter toute une série de règles de vie « simples et volontaires » foncièrement à contre courant. Il s'agit par exemple de faire le choix de la frugalité contre l'abondance (ARIÈS, 2010), le choix du lien contre le bien, en d'autres termes : choisir d'être plutôt que d'avoir (FROMM, 1978), faire le choix du local contre le global (SERREAU, 2010), ou encore le choix de la lenteur contre la vitesse (SLOW MOVEMENT).

---

<sup>47</sup> *Association Pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne*: naît en général de la rencontre d'un groupe de consommateurs et d'un producteur qui établissent entre eux un contrat de fidélité.

<sup>48</sup> *Système d'Echange Local* ou *Service d'Echange Local*: groupes de personnes qui pratiquent l'échange multilatéral de biens, de services et de savoirs.

## I.5 Le mouvement contemporain

Le premier sommet international du mouvement qui s'est tenu à Paris en 2008, sous la bannière : *Décroissance économique, pour la soutenabilité écologique et l'équité sociale*, a réuni un peu moins de 200 participants. Deux ans plus tard, c'est à Barcelone que s'est tenue la seconde Conférence Internationale pour la Décroissance, rassemblant cette fois ci plus de 500 participants, entre représentants de la communauté scientifique et de la société civile, issus d'une quarantaine de pays différents. L'évolution positive et la variété de profils des participants réunis, démontrent la dynamique et l'effervescence autour de l'idéologie et du mouvement social qui la supporte.

Le réseau des objecteurs de croissance forme un mouvement en gestation relativement confus encore aujourd'hui. Initié au début des années 2001, le mouvement de la Décroissance est passé d'un état expérimental à une mouvance partiellement organisée dix ans plus tard. Bien qu'ils partagent un système de valeurs et un projet communs, on peut suggérer qu'il existe des divergences d'opinions sur les applications concrètes de la théorie décroissante parmi les acteurs. Malgré tout, ils sont liés par une forme de solidarité et démontrent un sentiment d'appartenance au réseau de la Décroissance, condition essentielle à sa propre existence.

Il existe ainsi de multiples collectifs organisés en réseaux à l'échelle locale et nationale, qui soutiennent le modèle de manière assumée. Premièrement, un réseau académique rassemblé entre autres, autour de la publication de la revue scientifique *Entropia*<sup>49</sup>, réunissant des chercheurs dans une perspective transdisciplinaire. Un second réseau d'objecteurs de croissance s'est construit autour de la publication du journal mensuel *La Décroissance*<sup>50</sup> (qui fera l'objet de notre analyse), et de *L'Institut d'Études Économiques et Sociales pour la Décroissance Soutenable*. L'IEESDS est un organisme non gouvernemental, un centre d'études, de ressources et de diffusion de toutes les informations et publications dans le domaine de la décroissance économique, théorique et appliquée. Son objectif est de :

---

<sup>49</sup> *Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*; [www.entropia-la-revue.org](http://www.entropia-la-revue.org), consulté en avril 2011. Il s'agit d'une revue semestrielle qui paraît depuis 2006 aux éditions Parangon et qui regroupe des chercheurs (universitaires ou non) autour d'une thématique principale différente à chaque publication.

<sup>50</sup> Sous-titré : *Le Journal de la joie de vivre*, il fut lancé par Vincent CHEYNET et Bruno CLEMENTIN en mars 2004, et constituait à l'époque l'une des premières éditions "rassembleuse" du mouvement.

Promouvoir des politiques publiques soutenables dans les pays dépassant leurs prélèvements écologiques, prenant en compte la finitude de notre planète, réintégrant le paramètre écologique dans la science économique -la bioéconomie- et affirmant notre premier impératif moral : donner à chaque être humain présent et à venir sa part nécessaire à l'expression de sa pleine humanité, sans détruire les autres systèmes vivants et sans prélever plus de ressources que celles disponibles pour chaque génération.<sup>51</sup>

Ces deux supports (presse écrite et numérique) lancés au début des années 2000, matérialisent un autre point de convergence, pour de nombreux objecteurs de croissance. Il semble par ailleurs important de noter l'existence d'une série de collectifs locaux « pro Décroissance » dans plusieurs grandes villes françaises : Lyon, Nantes, Toulouse et Paris entre autres.

Par ailleurs, de multiples associations françaises et étrangères partagent des affinités avec cette idée, et supportent directement ou indirectement l'idéologie et/ou le modèle décroissant. Dans le domaine de l'agriculture, toutes les associations qui font la promotion de l'agriculture biologique et/ou locale, ainsi que les formes d'agriculture de type communautaire, comme les jardins urbains par exemple, « rejoignent » le mouvement. Les écoles alternatives qui proposent d'autres formes d'éducation, les associations culturelles, le réseau des écovillages<sup>52</sup>, tous contribuent à concrétiser dans leurs pratiques, le modèle décroissant théorique.

Ainsi, les structures qui participent à la visibilité du mouvement en France et à l'étranger sont multiples : depuis les marchés locaux, aux associations de consommateurs, associations végétariennes, coopératives de santé (au travers de la médecine préventive ou alternative), les réseaux de non violence et pacifistes, les associations qui font la promotion des transports publics, l'usage du vélo, la marche à pied, toutes les mobilités lentes, le tourisme local, jusqu'aux associations contre la construction des autoroutes, et en faveur des éco constructions.

Cette liste peut paraître rébarbative, mais elle a l'avantage de révéler la quantité de formes d'applications que peut prendre l'objection de croissance sur le terrain. On

---

<sup>51</sup> IEESDS en ligne: [www.decroissance.org](http://www.decroissance.org), consulté en décembre 2010 et septembre 2011. L'insitut créé en 2002 publie régulièrement des suppléments dans le journal mensuel de la Décroissance; *Les cahiers de l'IEESDS*.

<sup>52</sup> *Global Ecovillage Network*, <http://gen.ecovillage.org> consulté en Août 2011.

pourrait y ajouter les collectifs anti-pubs, les réseaux de recyclage, les coalitions contre l'incinération des déchets, ou bien les critiques contre les nanotechnologies, de façon plus générale.

Les citoyens, plus difficiles à quantifier, constituent l'un des plus précieux pouvoirs d'expansion du réseau, agissant à l'échelle micro locale, ils s'immiscent dans les débats sur l'urgence environnementale et sociale. Ils appuient un processus de transformation lente, au travers de la simplicité volontaire, au jour le jour, et résistent au travers de leurs choix individuels.

Le mouvement bénéficie d'une relativement maigre visibilité politique, au sein de la gauche française. En 2002, il soutient la candidature de Pierre Rabhi<sup>53</sup> qui réalise une « pré-campagne » présidentielle où il obtient 184 parrainages d'élus. En avril 2006 est créé le Parti Pour la Décroissance. En juillet de la même année, l'ex-ministre et député Vert Yves Cochet<sup>54</sup>, prend parti pour la Décroissance. Il remporte l'investiture pour être candidat à la présidentielle de 2007, mais l'élection est invalidée. Il perd face à sa concurrente Dominique Voynet opposée à la Décroissance, qui représentera alors le parti des Verts. Le mouvement décide de porter ses candidatures sur le candidat altermondialiste José Bové<sup>55</sup> qui récoltera 1,32% des suffrages.

Ainsi, d'une manière générale et comparée, la Décroissance ne bénéficie que d'une très faible dimension politique sur la scène française. Le PPLD récolte 0,035% des voix avec 6043 votes aux élections européennes de 2009, sous l'étiquette d'*Europe Décroissance*. Ensuite, fut créé un nouveau mouvement politique réunissant le PPLD et le *Mouvement des Objecteurs De Croissance* (ADOC). Ce mouvement fait actuellement campagne pour les élections présidentielles françaises d'avril 2012 en tant que collectif, refusant la personification d'une candidature politique derrière un candidat unique<sup>56</sup>.

---

<sup>53</sup> (né en 1938) agriculteur, philosophe et essayiste français d'origine algérienne qui défend un modèle de société plus respectueux de l'homme et de la terre. Il soutient le développement de l'agroécologie notamment dans les pays arides.

<sup>54</sup> (né en 1946) homme politique français, membre des Verts puis d'Europe écologie les verts, il est élu par ses pairs député européen, le 6 décembre 2011.

<sup>55</sup> (né en 1953) syndicaliste agricole de la Confédération paysanne et de Via Campesina, il est connu pour ses prises de position contre les OGM et ses actions d'arrachage illégale de plantations OGM, qualifiées de désobéissance civile par ses défenseurs.

<sup>56</sup> Parti pour la Décroissance: <http://www.partipourladecroissance.net/?cat=3> (12.01.2012)

Enfin, bien qu'ironiquement le mouvement de la Décroissance « se contente de peu », il ne prêche pas pour autant la passivité et la résignation. Ainsi, la « joie de vivre » hors des chaînes du consumérisme passerait par une amélioration de la qualité de vie, mais surtout par une lutte pour la justice sociale. Résister à la « pollution mentale » et à la « colonisation de l'imaginaire » serait de ce fait, un combat politique à mener au quotidien.

### Transition et objectif de l'investigation

Face à une crise systémique sans précédents, l'objectif de la Décroissance est de s'insinuer dans les failles d'un système au futur incertain. Dans un climat de désenchantement généralisé, elle offre un modèle de pensée alternatif et se présente comme une opportunité de mobilisation collective en faveur d'une « révolution éthique ». Elle invite ainsi à « reconceptualiser » l'art de vivre et à « redéfinir » le concept de « qualité de vie ». Pour ses détracteurs, elle est « au mieux » : utopique. Cependant, elle a le mérite de continuer à susciter les discussions en faveur d'un changement de paradigme.

Par ailleurs, la nature, qui semble être la grande absente du processus de modernité et de transition vers la société d'hyperconsommation (LIPOVETSKY, 2006) retrouve dans ce débat d'idées sa place primordiale. Le projet de la Décroissance, appelle ainsi à repenser l'éthique occidentale et à créer une société post-consumériste.

Selon la pensée dominante il va de soi que les individus, les sociétés, n'ont d'autre volonté que de consommer et produire « toujours plus ». L'humanité serait d'après ce modèle « naturellement » productiviste, technophile et néophile. Elle serait en outre, intrinsèquement programmée pour fantasmer sur le « paradigme blanc » (occidental), érigé au rang de parangon du reste du monde. Or, c'est précisément cette conception d'un déterminisme à « produire et consommer toujours plus » et par conséquent à vivre sur un mode capitaliste et productiviste, que la Décroissance remet en cause. Enfin, la Décroissance est un « mot choc » qui n'a pas encore été « récupéré » à l'inverse du développement durable, et qui tire par ailleurs, la sonnette d'alarme du choc pétrolier qui se profile à moyen terme.

Souligner la conjoncture et le cadre théorique depuis lesquels émerge cette idée contemporaine, a permis dans un premier temps de comprendre les fondements de ce

modèle, qui demeure encore relativement méconnu. Les multiples références au fil du développement peuvent paraître redondantes, or elles constituent l'ingrédient essentiel à la présentation des théories qui ont participé et participent à composer l'idéologie de la Décroissance. Par ailleurs, elles offrent une mise en perspective à tout ceux qui souhaiteraient approfondir ce thème, à partir d'une révision bibliographique de quelques uns des auteurs cités. En guise d'entrée en matière, cette première partie remplit donc un des objectifs qui était le sien : faire connaître le mouvement.

Notre démarche d'investigation qui repose sur quatre étapes successives, après avoir approfondi un de ses concepts clés (la Décroissance volontaire) propose désormais de le corréliser avec le thème de l'alimentation. En tant que pensée « anti-systémique », la Décroissance remet ainsi en cause un certain nombre des fondements du système agro-alimentaire contemporain, qui seront développés dans la seconde partie de ce travail de dissertation.

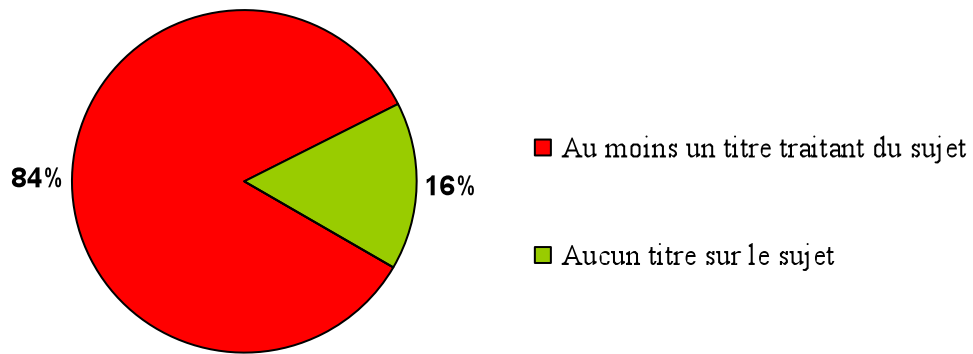
Dans un troisième temps l'objectif de ce travail de recherche sera d'approcher un certain nombre d'alternatives concrètes au modèle agro-alimentaire dominant, en matière d'organisation, de consommation et de production. Pour illustrer nos propos, nous présenterons trois exemples de mobilisations contemporaines bénéficiant d'un soutien notable et de « résultats » optimistes ces dernières années. Enfin, la quatrième étape sera exclusivement consacrée à l'étude de cas, via l'analyse du discours de presse sur la question de l'alimentation, à partir du journal mensuel *La Décroissance*.

Le choix de la thématique de l'alimentation, transcrit évidemment un intérêt personnel spécifique pour ce sujet. Or, il s'est révélé être particulièrement judicieux dès la première étape du traitement de l'information, confortant ainsi notre choix initial (Annexe 1). En effet, la première étape d'analyse de contenu consistant à évaluer la représentativité du thème de l'alimentation, sur cinq années de publication du journal *La Décroissance*, fut déterminante. Ce premier résultat a permis de valider la cohérence de la poursuite de l'analyse, puisque sur 44 numéros traités, publiés entre avril 2005 et janvier 2011, seuls sept exemplaires du journal n'abordent pas le sujet de l'alimentation<sup>57</sup>.

---

<sup>57</sup> "pas" en tant que tel. Le sujet de l'alimentation pouvant être suggéré au sein d'un article traitant d'un thème différent par exemple, mais sera de ce fait exclu de la sélection (voir point IV).

**Figure A- Représentativité du thème de l'alimentation  
(premier relevé)**



*(Source Cloé Sire, 2011)*

Cette première analyse thématique appliquée à chacun des numéros du journal à notre disposition, a permis dans un premier temps de rassembler un certain nombre d'articles traitant du thème central à notre problématique. Les étapes de constitution et de catégorisation du corpus ainsi que l'analyse quantitative et qualitative de son contenu, seront davantage développés dans la quatrième partie de ce travail.

L'objectif comme nous l'avons suggéré, sera donc d'évaluer au fil de cette recherche la teneur/qualité du discours d'un mouvement écologiste radical, sur certains thèmes « clés » de l'alimentation globale, puis d'illustrer nos propos au travers de l'étude de cas.

## II) Deuxième partie : L'alimentation au cœur de la problématique

Le choix du thème de l'alimentation en tant que problématique centrale de cette recherche repose sur plusieurs arguments. Tout d'abord, sachant qu'elle relève d'une pratique quotidienne à laquelle l'intégralité de l'humanité est soumise, elle constitue un véritable « miroir » social par son infinie variété d'approches à l'échelle planétaire. L'alimentation constitue ainsi un besoin élémentaire, qu'il appartient de satisfaire en priorité, à distinguer des besoins sociaux (santé, éducation, logement) et des besoins ostentatoires ou superflus (COHEN, 1999).

Par ailleurs, l'alimentation se retrouve au cœur d'une multitude d'enjeux écologiques, sociaux, financiers, économiques, sanitaires, éthiques, géographiques, et politiques. Le système capitaliste l'ayant largement intégrée, l'alimentation constitue également une « entrée » intéressante, lorsqu'il s'agit de débattre des alternatives contemporaines au système dominant. Elle représente également une illustration pertinente et éloquente des déviations de la « société d'hyperconsommation » des « pays développés », ainsi que la revendication d'un droit universel par les pays du « Sud ». La question de l'alimentation permet ainsi plus largement de se poser la question de l'impact de la mondialisation économique sur les droits de l'homme. Enfin, l'ensemble de ces interrogations se retrouve régulièrement au cœur du débat d'idées de la Décroissance, corroborant ainsi la pertinence d'une association entre ces deux thèmes et renforçant la cohérence de notre problématique.

Les prédictions de pénurie alimentaire globale ne sont pas nouvelles, mais elles ressurgissent avec les récents échecs d'éradication de la faim, ainsi qu'avec le passage symbolique à 7 milliards d'êtres humains en Octobre 2011. Selon la FAO<sup>58</sup> les rendements devront être multiplié par deux d'ici à 2050, afin de pouvoir satisfaire les projections de croissance démographique. Comment répondre à ce défi global ? Comment approvisionner en nourriture de qualité une population mondiale croissante ? Est-il envisageable de continuer avec le même modèle de production et de consommation alimentaire contemporain ?

---

<sup>58</sup> Article issu de l'OECD Observer, *Securing food's future*, n°278, de mars 2010, p22 et 23.

La réponse à cette dernière question est bien évidemment négative, compte tenu des impacts environnementaux et sociaux que nous allons développer ici. Partant de ce postulat et après avoir présenté le mouvement de la Décroissance, l'objectif de cette seconde partie sera donc de relever les principaux dysfonctionnements du système alimentaire global, afin d'évaluer dans un second temps, la teneur des critiques ainsi que les solutions proposées par le mouvement à ce sujet.

## II.1 Paradoxes du système agroalimentaire globalisé

En réalité, le monde n'a jamais produit autant de nourriture qu'aujourd'hui. Le taux de croissance de la productivité agricole au cours des dernières décennies a subi une évolution phénoménale, en particulier pour les cultures établies depuis des siècles (blé, orge, maïs, riz). Si les gens meurent de faim aujourd'hui, ce n'est donc pas par manque de production, mais parce qu'ils n'ont pas l'argent qui leur permettrait d'acheter cette nourriture. Par ailleurs, l'obésité est devenu un problème de société très préoccupant, jusque dans certains « pays en développement », nous y reviendrons.

Notons également qu'une énorme quantité de la nourriture produite, à hauteur de la moitié de la production mondiale annuelle selon l'ONG Oxfam<sup>59</sup>, est jetée à la poubelle sans être consommée ou bien gaspillée pour causes de carences en matière de conditions de stockage et/ou de transport. Un documentaire intitulé *Le Marché de la faim*<sup>60</sup>, expose de façon éloquente ce constat accablant pour l'industrie agro-alimentaire mondiale, ainsi que la dépendance insoutenable des pays du « Sud » à ce système globalisé « malade et injuste ». Le degré d'absurdité atteint par le système agroalimentaire global pourrait s'illustrer par le constat planétaire suivant: sur 100 personnes qui ont faim, 20 vivent en villes et 80 sont des ruraux. En d'autres termes, la faim touche les agriculteurs en premier lieu.

En effet, la très forte diminution du nombre d'agriculteurs dans les pays riches (moins de 5% de la population active en moyenne) masque souvent le fait qu'à l'échelle globale, le nombre d'agriculteurs est en constante progression. Alors que l'on en

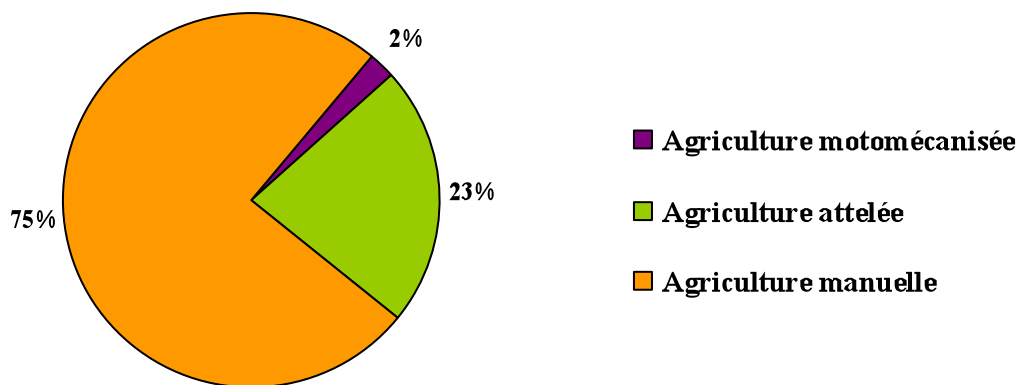
---

<sup>59</sup> Ibidem

<sup>60</sup> WAGENHOFER, Erwin, *We feed the world*, traduit dans sa version française comme *Le marché de la Faim*, sorti en avril 2007 et inspiré du livre de Jean Ziegler, *L'empire de la honte* paru aux Editions Fayard en 2005.

dénombrait 900 millions en 1960, ils sont désormais plus de 1300 millions<sup>61</sup>. L'agriculture, « le plus vieux métier du monde », demeure ainsi l'activité la plus répandue sur notre planète et les agriculteurs forment aujourd'hui encore 45% de la population active mondiale<sup>62</sup>. Or, les disparités en matière d'accès aux équipements techniques sont considérables.

**Figure B- Répartition des techniques d'agriculture à l'échelle mondiale en 2006**



(Source CHARVET, *L'alimentation dans le monde*, 2006, p25)

Ainsi, sur l'ensemble des agriculteurs, seul 30 millions d'entre eux ont accès à une moto mécanisation puissante ou relativement puissante et ceux-ci sont majoritairement localisés au « Nord ».

Par ailleurs, seul la moitié de l'ensemble des agriculteurs (en Asie pour la plupart), dispose de variétés de céréales à haut rendement, qui furent élaborées dans le cadre de la « révolution verte »<sup>63</sup>. L'autre moitié doit se contenter le plus souvent de variétés aux rendements très médiocres, car les améliorations génétiques ont bien davantage porté sur le riz, le blé ou le maïs (cultures d'exportation), que sur les autres plantes cultivées.

<sup>61</sup> CHARVET, Jean-Paul, *L'alimentation dans le monde*, Petite encyclopédie Larousse, 2006, p24-25.

<sup>62</sup> Ibidem

<sup>63</sup> Révolution agricole dans les pays du "Tiers monde" qui débuta dans les années 1960. Elle se caractérise par l'utilisation de variété à haut potentiel de rendements, et par l'emploi systématique de quantités notables d'engrais et de phytosanitaires. Malgré une sensible amélioration des rendements, elle semble avoir plus profité aux paysans riches qu'au plus pauvres et participé à une accentuation des contrastes sociaux dans les campagnes où elle fut mise en œuvre.

D'autre part, la « révolution verte » implique une consommation accrue d'intrants d'origine industrielle. Ceci, en plus de nécessiter un investissement financier conséquent au départ, engendre des retombées négatives considérables sur l'environnement à long terme, contaminant et appauvrissant les sols. Aujourd'hui, la consommation indienne d'engrais est du même ordre de grandeur que celle des Etats-Unis, et celle de la Chine est presque deux fois supérieurs à la consommation américaine. Enfin, l'Afrique demeure exclue des relatives améliorations engendrées par cette révolution et perdure dans une situation de dépendance aux importations, beaucoup moins favorable.

Or, le défi de l'agriculture mondiale ne se résume pas à un perfectionnement des techniques de production, mais il relève davantage des encadrements administratifs, éducatifs, commerciaux, financiers, et des différentes aides qui transitent par le biais des politiques agricoles (CHARVET, 2006).

D'autre part, la proportion moyenne d'êtres humains vivant en ville sur la planète a dépassé le seuil symbolique des 50% en 2006, ce qui implique de profondes mutations en matière d'alimentation au 21<sup>ème</sup> siècle. Ce phénomène d'urbanisation représente un facteur déterminant d'accroissement, de diversification et de modification de la demande alimentaire, et en particulier une augmentation de la consommation individuelle de viandes d'origine animale. Or, l'on sait que l'élevage industriel constitue l'un des premiers secteurs agricoles émetteurs de gaz à effet de serre, en particulier de méthane, qui participe à accélérer le processus de réchauffement climatique global.

Aujourd'hui le secteur industriel de production de viande carnée subit une progression constante, et la tendance devrait se renforcer à l'avenir, au travers de la demande des classes moyennes chinoises et indiennes émergentes. Les méthodes de production intensive de ce secteur agroalimentaire sont fortement préjudiciables à la qualité de la réserve d'eau douce planétaire et s'effectuent au détriment de la biodiversité par le biais de la déforestation pour nourrir le bétail.

Par ailleurs, près de 60% de la production céréalière mondiale est destinée à nourrir des animaux, et ces calories ne sont pas intégralement rendues en bout de chaîne lorsque les animaux sont consommés. On comprend donc en quoi l'impact de ce secteur

très « gourmand » en ressources énergétiques et en terres arables, agit au détriment de l'abolition de la faim dans les PMA<sup>64</sup>.

Dans les « pays riches » où la population urbaine représente en moyenne 75% de la population totale, on constate une homogénéisation des comportements alimentaires entre citadins et ruraux aujourd'hui. Or, si chaque habitant de la planète vivait sur ce modèle, il faudrait trois planètes supplémentaires pour répondre de façon pérenne à l'ensemble de nos besoins.

La situation est différente dans la plupart des PED. Par exemple, en Amérique latine et dans les Caraïbes, où les populations rurales se nourrissent traditionnellement de maïs, de tubercules et de bananes, on assiste souvent à une « occidentalisation » rapide des comportements alimentaires en cas d'exode rural. Les « néocitadins » accordent alors en générale une place nettement supérieure au pain, aux produits raffinés et à la viande de volaille dans leurs régimes alimentaires.<sup>65</sup>

Ce phénomène « d'acculturation alimentaire »<sup>66</sup> est regrettable pour de multiples raisons : nutritionnelles, écologiques, économiques, mais aussi éthiques. En effet, cette nouvelle demande porte essentiellement sur des produits transformés, ou sur des céréales qui ne peuvent pas être cultivées sur place pour des raisons agronomiques, et qui doivent donc être importées. Alors que ces pays bénéficient pour la plupart, de conditions climatiques optimales pour envisager une autosuffisance en matière d'alimentation, à partir de la production de l'agriculture locale, ils importent des denrées alimentaires, entretenant de ce fait leur forte dépendance au marché mondial.

Un énième paradoxe du modèle agroalimentaire globalisé, qui corrobore l'impression d'impasse dans laquelle s'est engouffré le système mondial, réside dans son extrême dépendance au pétrole d'une part, et en eau potable d'autre part.

Le fait que nous ayons atteint le sommet des possibilités d'exploitations du pétrole, qui a mis plusieurs dizaines de millions d'années à se former, n'est plus désormais contesté. On assiste en effet depuis plus de trente-cinq ans, au déclin

---

<sup>64</sup> SOETERS, Karen et ZWANIKKEN Gertjan, *Meat the truth*, documentaire néerlandais, 2008.

<sup>65</sup> Adapté de CHARVET, Jean-Paul, *L'alimentation dans le monde*, 2006, p59.

<sup>66</sup> Confrontation de la culture traditionnelle avec la culture dominante, souvent au détriment de la première. Expression adaptée ici au cas de l'alimentation.

géologique de la production de pétrole, associé à un excès structurel de la demande économique mondiale. Par ailleurs, l'intensification des guerres et du terrorisme pour l'accès aux ressources non renouvelables de manière globale, constitue un autre indicateur géopolitique de ce phénomène<sup>67</sup>.

La singularité de cet évènement (déplétion pétrolière) est probablement la lenteur avec laquelle son impact et ses conséquences sont pris en compte. La substitution du pétrole est aujourd'hui possible en matière de production agroalimentaire, grâce aux énergies renouvelables. Or, elle demeure encore très limitée, comparée à l'ampleur de notre dépendance à l'échelle globale. Rares sont en effet les modèles économiques, les informations massives de sensibilisation, les politiques d'évitement ou d'adaptation qui prennent aujourd'hui en compte, ce choc imminent. La mise en oeuvre de solutions concrètes face à l'urgence d'une transition vers une société « post-pétrole » s'effectue encore exclusivement à l'échelle locale, nous y reviendrons.

Notre dépendance insoutenable à cette ressource non renouvelable (au rythme actuel de sa consommation) démontre l'irrationalité du modèle agroalimentaire productiviste contemporain<sup>68</sup>. En effet, les décentralisations et les délocalisations de ce secteur reposent aujourd'hui sur l'accès à ce « pétrole bon marché ». Cette ressource entre en jeu dès le processus de fabrication des intrants : les engrais constituent ainsi 30% de la dépendance agricole au pétrole. Il intervient également lors de la transformation, et de l'emballage des produits. Dans les pays industrialisés, on a calculé par exemple que pour chaque calorie alimentaire ingérée, on dépensait aujourd'hui en moyenne dix calories d'énergie provenant des hydrocarbures.

Par ailleurs, la pression sur la ressource en eau potable à l'échelle globale (croissance démographique, contaminations), s'est considérablement intensifiée depuis le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, compliquant de façon graduelle la situation des pays où elle fait le plus défaut. Tandis que le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie centrale

---

<sup>67</sup> On admet aujourd'hui, selon la théorie de Marion King Hubbert, que la production de ressources non renouvelables passe par un pic (pic de Hubbert) à partir duquel la production baisse de façon irréversible. Selon l'Agence Internationale de L'Energie (AIE) la production de pétrole conventionnel a atteint son pic historique en 2006 et elle n'augmentera plus jamais.

<sup>68</sup> GERYHALTER, Nikolaus, *Notre pain quotidien*, documentaire autrichien, 2005.

disposent de ressources extrêmement faibles, neuf pays se partagent près de 60% des ressources naturelles renouvelables d'eau douce du monde<sup>69</sup>.

Le cycle de l'eau, témoigne de l'aspect « finit » de la réserve disponible d'eau planétaire. Ce phénomène naturel met en exergue les interactions au sein de la biosphère en cas de pollution des sols et des écosystèmes à moyen et à long terme. Enfin, parce qu'elle concerne tous les domaines de la vie, l'eau est un facteur dont les aléas ont des conséquences bien plus dramatiques, que celle que pourraient générer les pénuries énergétiques.

Toutefois, un certain nombre de technologies ingénieuses permettent d'envisager des solutions durables en matière de gestion de la ressource en eau en agriculture. Certaines demeurent fastidieuses et dispendieuses (désalinisation de l'eau de mer), d'autres se caractérisent par leur simplicité et leur « bon sens », en valorisant l'action « naturelle » des écosystèmes (traitement de l'eau par filtre à base de plantes, système de captation des eaux de pluies).

Renversant certains dogmes de l'agronomie traditionnelle, la « permaculture » propose par exemple un mode de production ultra économe en énergie qui repose essentiellement sur les interdépendances existantes entre tous les êtres vivants. Associée à un système d'irrigation de type « goutte à goutte », et à l'usage d'intrants d'origine biologique, cette science systémique appliquée, a démontré sa capacité à récupérer des sols « morts » dans certaines zones du globe les plus affectées par la désertification<sup>70</sup>.

## II.2 Insécurité alimentaires

Les atteintes à l'environnement qui se sont multipliées et intensifiées au cours du siècle passé, impliquent désormais une seule échelle d'observation en matière de menaces et d'insécurité de façon générale au 21<sup>ème</sup> siècle : l'échelle planétaire. Pour Ulrich Beck, l'humanité vit désormais dans un monde « hors de contrôle », où « rien n'est plus certain que l'incertitude ». Les rapides innovations technologiques, et les

---

<sup>69</sup> CHAUVEAU Loïc, *Petit Atlas des risques écologiques*, Editions Larousse, 2004, p29.

<sup>70</sup> LAWTON Geoff, *Greening the desert*, permaculture appliquée à des sols salinisés dans la vallée du Jourdain, ou l'exemple portugais de *Tamera* et de ces "permaculture lakescape" au milieu de l'Alentejo.

réponses sociales accélérées, créent selon le sociologue, un nouveau paysage de risque global que nous sommes incapables de mesurer aujourd'hui :

Les risques expriment essentiellement une composante future, qui repose en partie sur la prolongation dans l'avenir des dommages prévisibles dans le présent, et en partie sur une perte de confiance généralisée, ou sur des « potentialisateurs de risques » présumés. Empruntons un exemple à un rapport d'expertise sur l'environnement : le conseil d'experts note que dans les zones profondes de la nappe phréatique où nous puisons notre eau potable, on a que très rarement ou pas du tout observé de concentrations importantes en nitrate dues à l'utilisation d'engrais azotés. Ces engrais sont largement évacués dans les sous-sols. On ne sait cependant pas comment, ni combien de temps cette situation durera. On a de bonnes raisons de penser que, à l'avenir continuer à utiliser la strate protectrice dans sa fonction de filtre ne serait pas sans danger. Il est à craindre qu'au terme de quelques années ou décennies correspondant au temps d'écoulement, la lixiviation nitratique ne finisse par atteindre également des couches plus profondes de la nappe phréatique. En d'autres termes : la bombe à retardement est en marche. En ce sens, les risques désignent un futur qu'il s'agit d'empêcher d'advenir. (BECK, 2001)

Ainsi, selon l'auteur les risques ne se résument pas uniquement aux conséquences et aux dommages déjà survenus, mais font partie intégrante de l'avenir des sociétés modernes, en particulier en matière de production agroalimentaire.

Dans les « pays en développement » aujourd'hui, l'insécurité alimentaire peut constituer tout autant une tragédie sociale immédiate, qu'une menace du bien être sur le long terme. La première adaptation à la faim à l'échelle individuelle, consiste à décroître puis à réduire sa consommation d'aliments de haute qualité nutritionnelle, comme la viande ou les légumes. Si les crises s'installent, alors, vient la nécessité de vendre les moyens de subsistances qui permettaient de gagner de l'argent, comme par exemple les animaux ou les outils. Dans certains cas également, on a recours à un prêt qui dans ces conditions, appauvri et endette pour les années suivantes. C'est ainsi que l'éducation et la santé, peuvent rapidement se transformer en un luxe inabordable, et le cercle vicieux de l'instabilité sociale commencer à s'installer.

À l'avenir, bien que l'on puisse s'attendre à des crises et récessions récurrentes, la tendance selon la FAO, est à un accroissement de la richesse mondiale associé à un accroissement du nombre de personnes adoptant un régime de type occidental : riche en

viande, en produits laitiers et autres produits alimentaires qui exigent une quantité supérieure d'intrants lors du processus de production.

Or ce régime est difficilement extrapolable, comparé aux régimes basés sur la consommation de céréales et de tubercules. Dans ces conditions, la pression environnementale sur l'agriculture ne cessera donc de s'accroître, les biocarburants jouant ici un rôle crucial, associé aux changements climatiques, ce qui introduit un certain nombre d'incertitudes.

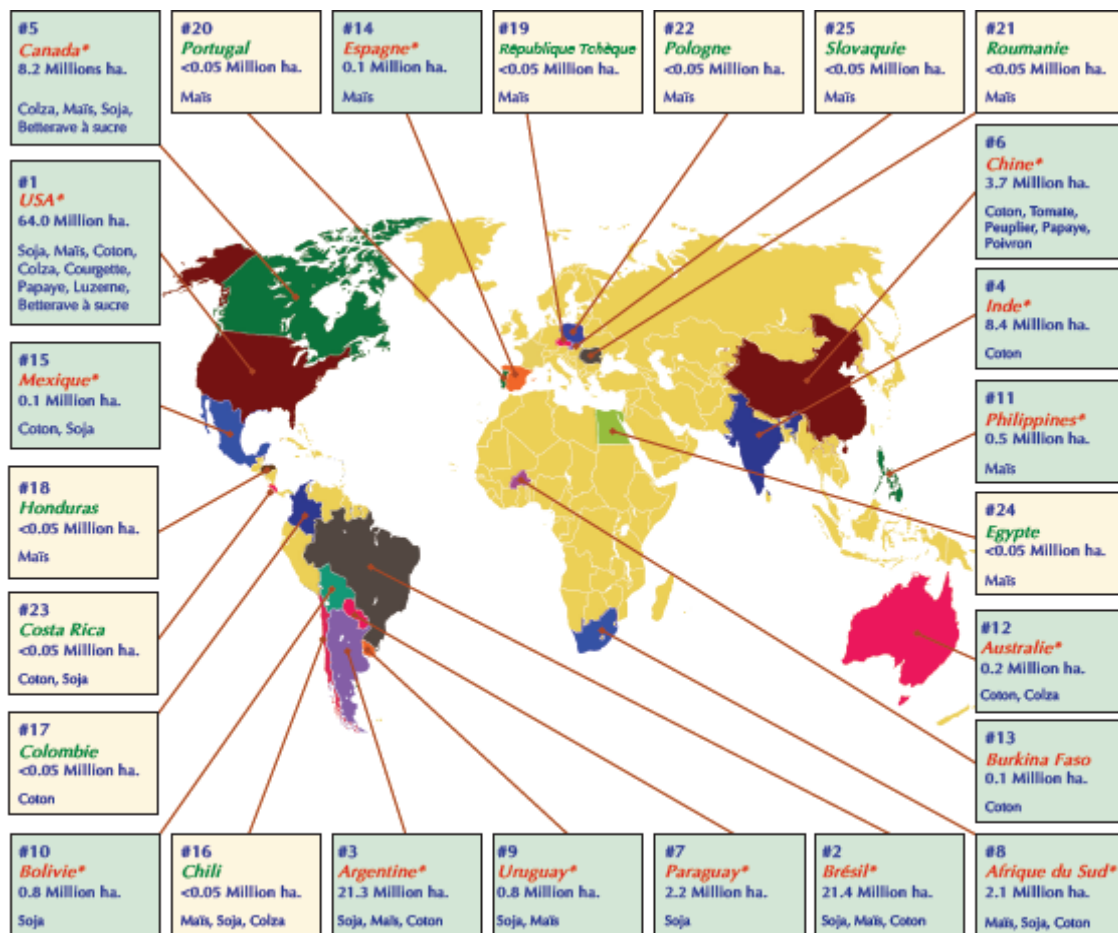
Par ailleurs, comme nous l'avons souligné précédemment, les transports de marchandise, qui se sont développés avec l'ouverture des économies au système monde, jouent un rôle déterminant en matière de sécurité alimentaire. À l'ère du pétrole « bon marché », il est devenu bien plus lucratif de faire parcourir des milliers de kilomètres aux produits, afin de les traiter dans un endroit, de les conditionner dans un autre, avant de les livrer sur le marché Européen. Grâce à des coûts de main d'œuvre réduits à leur minimum, en transférant la production selon ces critères, le prix de vente devient finalement très compétitif en Europe. Ceci a permis l'explosion des transports et l'apparition de nouvelles méthodes de gestion, de type « zéro stock », imposés dans le cadre de l'ouverture des économies au monde. La décentralisation des industries et de certains services à un rythme accentué, est une des conséquences de cette évolution.

Or, cette décentralisation a augmenté de façon globale les risques pour les sociétés notamment le risque de ne pas pouvoir s'alimenter en cas de rupture du système d'approvisionnement. Afin d'éviter ce type de catastrophe alimentaire, en cas d'interruption de l'approvisionnement pour diverses raisons, certains mouvements sociaux ont décidé de se mobiliser pour lutter en faveur du droit à la terre ou du développement d'une ceinture de subsistance autour des grandes villes (III.1).

L'insécurité alimentaire se manifeste également sous la forme d'une prise de risque accrue par le biais de l'introduction des OGM en agriculture. Les deux types d'organismes génétiquement modifiés qui ont été particulièrement développés correspondent, pour l'un au transfert d'un gène qui permet à la plante de résister par elle-même aux attaques de certains insectes, et pour l'autre, au transfert d'un gène qui rend la plante tolérante à un herbicide efficace contre toutes les mauvaises herbes. Les deux pouvant être combinés.

Les plantes génétiquement modifiées constituent la technologie végétale la plus rapidement adoptée à l'échelle mondiale, augmentant de presque 80 fois en 13 ans, elles atteignent 134 millions d'hectares en 2009, et déjà 160 millions d'hectares aujourd'hui selon l'ISAAA<sup>71</sup>. La carte suivante, offre une représentation mondiale intéressante de leurs répartitions. Toutefois, pour être totalement précis il faudrait inclure l'Allemagne et la Suède à la zone européenne, avec respectivement 15 et 25 hectares de surfaces cultivées en OGM au total. L'Espagne et le Portugal se partagent ainsi 90% des cultures transgéniques européennes, alors qu'elles reculent dans le reste de l'Union.

**Figure C- Répartition mondiale des cultures GM en 2009**



\* 15 mega-pays cultivant 50,000 hectares, ou plus, de PGM.

Source: Clive James, 2009.

<sup>71</sup> International Service for the Acquisition of Agribiotech Applications, consulté sur: <http://www.actu-ogm.fr/donnees-isaaa> (3.03.2012).

Les Etats-Unis qui pratiquent la culture des plantes transgéniques à hauteur de 64 millions d'hectares en 2009, sont largement en tête de la production mondiale. C'est ainsi que plus de 75% des produits alimentaires de fabrication industrielle vendus aux Etats-Unis, contiennent des OGM, sans que la population nord américaine semble, de manière générale, s'en inquiéter.

La situation est toute autre dans l'Union Européenne, compte tenu des très fortes réticences des consommateurs à l'égard des produits génétiquement modifiés. Les opinions publiques réclament en effet, garanties et protections, en mettant en avant le principe de précaution. Aujourd'hui la réglementation européenne impose un étiquetage et une traçabilité<sup>72</sup>, allant du semis au produit fini, pour les produits alimentaires dont les ingrédients sont transgéniques à plus de 0,9%. En revanche, cet étiquetage n'est pas obligatoire pour les animaux qui ont été nourris avec des aliments transgéniques, ni pour leurs produits dérivés (œufs, lait, fromages). Or, la plupart des élevages industriels de la planète, incluant ceux développés en Europe, consomment déjà très largement du soja transgénique.

Ce sujet demeure très controversé, à la hauteur des enjeux économiques, écologiques et sanitaires considérables qu'il suscite. En matière de santé humaine, l'inoffensivité des OGM n'a pas été prouvé, tout comme leur nocivité n'a jamais été démontrée jusqu'à maintenant. De même, les avis sont très partagés quant à leurs effets éventuels à long terme sur l'environnement, au travers des échanges génétiques pouvant survenir entre espèces cultivées et espèces sauvages apparentées.<sup>73</sup>

### II.3 Problème résolu au « Nord »?

Les « pays riches » doivent principalement faire face aux répercussions négatives de leur secteur industriel agroalimentaire, sur les écosystèmes et le territoire d'une part, sur les habitudes de consommation et la santé publique d'autre part. La maîtrise des impacts durables des pratiques de ce secteur d'une façon générale, depuis la production jusqu'à la consommation, constitue un des enjeux majeurs du « Nord » économique.

---

<sup>72</sup> Transparence sur l'origine exacte des produits consommés et les méthodes de culture ou d'élevage qui ont permis de les obtenir.

<sup>73</sup> ROBIN, Marie-Monique, *Le Monde selon Monsanto, de la dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien*, film documentaire français, 2008.

La crise sanitaire provoquée par la bactérie *Escherichia Coli* qui a frappé le nord de l'Allemagne en 2011, en constitue un exemple illustre, en plus d'apporter un certain nombre d'enseignements. Cette crise sert en quelque sorte à rappeler que le risque microbien demeure un des principaux dangers sanitaires de ce siècle. Alors que le niveau de sécurité alimentaire n'a jamais été aussi élevé, des crises récentes (fromages vecteurs de listéria, présence de salmonelles dans certains aliments, fièvre aphteuse, « vache folle ») interrogent et suscitent une réelle méfiance de la part de nombreux consommateurs. L'intoxication via les graines germées issues de l'agriculture biologique a en effet provoqué le décès de 51 personnes et entraîné près de 1000 cas de syndrome hémolytique et urémique dont certains de ces malades porteront les séquelles à vie<sup>74</sup>. Selon le mensuel agriculture et environnement :

Un des enseignements de cette crise est que le meilleur remède contre ce type de bactéries tueuses consiste à maintenir un très haut niveau d'hygiène afin d'éviter toute transmission bactérienne entre matières fécales et la chaîne alimentaire. Bien entendu ceci est valable pour toutes les filières alimentaires, mais c'est plus particulièrement vrai pour les éleveurs qui sont en prise directe avec les animaux, et pour les agriculteurs qui utilisent des composts d'origine animale. Certes, le compostage est censé tuer les bactéries, mais il n'est pas toujours effectué correctement. Comme l'a démontré une étude de l'Université du Minnesota publiée dans le *Journal of Food Protection* en 2004, le risque de contamination par *Escherichia Coli* est six fois supérieur en agriculture biologique qu'en agriculture traditionnelle. (AE n°93, 2011)

Cet exemple peut sembler anecdotique, si l'on considère les problèmes de l'alimentation à l'échelle du « Nord » et sur le temps long. Or, il a le mérite d'être récent et d'ouvrir un champ de réflexion sur les potentielles menaces sanitaires, en plus de mettre en cause certaines solutions que l'on pouvait penser acquise.

De fait, alors que l'agriculture biologique se voit attribuer toutes les vertus : rempart à la « malbouffe », aux désastres environnementaux, goût et santé retrouvés, elle ne constitue pour l'instant qu'une solution parmi d'autres. Or, n'ayant pas ou très peu, recours à des intrants d'origine industrielle, elle bénéficie d'une image positive comme nous venons de l'évoquer. Il convient toutefois de ne pas exagérer son importance actuelle, puisqu'elle ne couvre dans l'immédiat que 2,5% de la SAU de

---

<sup>74</sup> Selon le n°95, du mensuel *Agriculture et Environnement*, paru en Septembre 2011.

l'Union européenne. Cette place est appelée à progresser dans les années à venir, puisqu'elle continue de représenter un créneau porteur et de ce fait « alléchant » pour les grandes chaînes de distribution européennes. Au sein de l'Union européenne, l'Espagne (19%), l'Italie (13%), l'Allemagne (11%) et le Royaume-Uni (9%) se placent en tête pour les superficies consacrées aux cultures biologiques<sup>75</sup>.

Comme nous l'avons mentionné, actuellement les consommateurs des « pays riches » exigent une alimentation présentant un maximum de sécurité sur le plan sanitaire. Ils sont notamment soucieux de traçabilité, se préoccupent également du bien-être des animaux d'élevage, et des méthodes d'agriculture durable, biologique ou raisonnée, gérant de manière générale mieux l'environnement. Cette recherche de qualité passe également par l'intérêt porté aux produits du terroir. Les terroirs reconnus de façon officielle<sup>76</sup> correspondent à des espaces de production agricole caractérisés par des aptitudes agronomiques particulières et/ou des savoir-faire particuliers (voir III.2).

D'autre part, en matière de santé publique, les pays occidentaux sont confrontés au problème de l'obésité qui a subi une progression vertigineuse ces vingt dernières années. Reconnue comme maladie par l'OMS en 1997, l'obésité atteint aujourd'hui un degré tellement préoccupant à l'échelle planétaire, qu'on parle de « pandémie » bien qu'il ne s'agisse pas d'une maladie infectieuse. L'obésité est un syndrome multifactoriel qui s'est développé dans les « sociétés d'hyperconsommation », où l'on compte aujourd'hui la majorité des cas. La surabondance de nourriture, attribuable entre autres aux moyens industriels de production et à son accessibilité illimitée (7j/7, 24h/24), associés à un mode de vie sédentaire, entraîne une perte de repères en matière de besoins nutritionnels. Aux Etats-Unis, pays le plus touché par ce phénomène, l'espérance de vie a ainsi cessé de progresser depuis quelques années du fait de l'obésité.

Or, elle concerne également les « pays en développement », puisqu'un quart de l'humanité serait aujourd'hui en surpoids ou obèse, et selon les projections de l'OMS,

---

<sup>75</sup>Répartition des surfaces certifiées bio y compris en conversion dans l'UE en 2009. Source *AgenceBio* consulté le 4.11.2011; [http://www.agencebio.org/upload/pagesEdito/fichiers/CC\\_Ed2011\\_Chap3.pdf](http://www.agencebio.org/upload/pagesEdito/fichiers/CC_Ed2011_Chap3.pdf)

<sup>76</sup> Depuis 1992, il existe dans l'Union européenne des AOP (appellations d'origine protégés), des IGP (indications géographiques protégées) et même des STG (spécialités traditionnelles garanties). Au-delà de l'UE, une structure internationale a été créé en 2002, appelée ORIGIN. Elle a pour objectif de protéger dans le monde entier la typicité des produits agricoles et d'en faire reconnaître la qualité.

2,3 milliards d'individus seront concernés par cette maladie en 2015. Cette évolution, aussi inquiétante que le manque de politique de prévention à son égard, présente un énième paradoxe du modèle de développement occidental dominant.

Ainsi, alors que la croissance résulte d'une tendance biologique « naturelle », dictée par l'évolution, l'excès de celle-ci peut s'avérer extrêmement nuisible et constituer alors un véritable fardeau. Quand par exemple des cellules se mettent à croître de façon débridée, c'est que le cancer est présent, et quand l'organisme humain n'arrête pas de se développer, c'est qu'il est obèse. Ce dernier constat qui peut paraître simpliste, n'en est pas moins une métaphore synthétique de la dangerosité que peut engendrer une croissance sans limites.

Enfin, le problème de la faim touche une minorité d'individus dans les « pays développés », mais il demeure tout aussi préoccupant et ne saurait être balayé d'un revers de la main. En 2004 en France, plus de 2 millions de personnes avaient recours à l'aide alimentaire<sup>77</sup>. Parmi elles, on comptait des personnes âgées, des travailleurs pauvres, sans-abri, handicapés, femmes seules avec enfants (souvent en bas âge) et de plus en plus souvent des jeunes. Selon *Second Harvest*, ce sont plus de 38 millions d'Américains qui connaissent une précarité alimentaire. Ultime paradoxe des sociétés industrialisées dont la richesse croît globalement, elles produisent des biens en abondance, tandis que certains de leurs membres ont toutes les peines à satisfaire un besoin essentiel, à savoir se nourrir convenablement.

#### II.4 La Souveraineté alimentaire comme droit légitime

Les révoltes de la faim constatées en 2008 dans de nombreux pays, après une hausse brutale des prix internationaux des matières premières, ont rappelé à l'évidence que miser sur des cultures d'exportation peut-être dangereux, et qu'il est important pour les producteurs locaux d'assurer d'abord leur indépendance alimentaire.

---

<sup>77</sup> Source: rapport de Jean ZIEGLER intitulé *Le droit à l'alimentation* et remis aux Nations Unies en Octobre 2004. Version pdf disponible sur: [http://www.aidh.org/alimentation/1\\_ag\\_debat04.htm](http://www.aidh.org/alimentation/1_ag_debat04.htm) consulté en Octobre 2011.

Le concept de souveraineté alimentaire fut développé et présenté pour la première fois par Via Campesina<sup>78</sup>, lors du Sommet de l'alimentation organisé par la FAO en 1996, à Rome. Il a depuis été repris et précisé par les altermondialistes lors des différents Forums Sociaux Mondiaux. Nous retiendrons la définition suivante:

Droit de chaque peuple de définir ses propres politiques agricoles et dans le domaine de l'alimentation, le droit de protéger et de réguler la production agricole nationale et le marché domestique dans l'objectif d'atteindre les objectifs du développement durable, de décider dans quelle mesure il souhaite être autosuffisant, d'empêcher que son marché soit envahi par les excédents des autres pays qui les déposent sur le marché international à travers la pratique du « dumping » (VIA CAMPESINA, 2001).

Cette notion relevant d'une légitimité absolue, aspire à défendre un droit qui semble incontestable. Or, à l'échelle planétaire elle continue de poser question. Non seulement pour les pays qui arrivent très difficilement à se passer de l'aide alimentaire extérieure, mais aussi pour ceux qui éprouvent des difficultés à développer suffisamment leur production agricole nationale et qui sont amenés à importer une part significative et croissante de leur alimentation.

Par ailleurs, ce concept n'est pas pris en compte aujourd'hui par les organisations à dimension internationale. Ainsi, l'alimentation au niveau mondial demeure très dépendante des lois du marché. Le « Nord » sous prétexte de « nourrir le monde » ou de « remédier à la sous-alimentation », exporte encore massivement ses excédents et produits d'une industrie agroalimentaire souvent subventionnée, à des prix défiants toute concurrence sur les marchés du « Sud ». De ce fait, la souveraineté alimentaire peut également être considérée comme une composante de la souveraineté politique. Faisant référence au « droit des peuples du monde à se nourrir par eux-mêmes », elle pose également des questions d'ordre géopolitique.

Complémentaire du concept de sécurité alimentaire elle repose ainsi sur deux dimensions concrètes : la pratique sociale d'une part, la résistance locale et la politique des mouvements sociaux d'autre part. Associée à une pratique sociale, sa finalité est de : « remettre en question les mécanismes d'accumulation de capitaux en milieu rural, et

---

<sup>78</sup> Réseau international qui coordonne des organisations de mouvements de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de femmes rurales, et de communautés indigènes d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Afrique, depuis 1993.

d'assurer la nécessité de définition de politiques agricoles et alimentaires » (VIA CAMPESINA, 2001). Au travers de la défense des productions locales, la souveraineté alimentaire constitue un argument vers la satisfaction des besoins alimentaires des peuples, en tant que base durable. Prônant un accès plus équitable à la terre pour les paysans pauvres, au moyen si nécessaire d'une réforme agraire et de mécanismes de sécurisation des droits d'usage du sol, elle légitime leurs revendications.

Concrètement donc au niveau local, la souveraineté alimentaire œuvre en faveur du maintien d'une agriculture de proximité, destinée en priorité à alimenter les marchés régionaux et nationaux. Les cultures vivrières et l'agriculture familiale à petite échelle sont de ce fait favorisées, contre l'agriculture industrielle et les plantations à grande échelle où travaillent de nombreux salariés. Cette approche privilégie également les techniques agricoles qui favorisent l'autonomie des paysans : favorable à l'agriculture biologique et à l'agriculture paysanne et refusant l'utilisation de plantes transgéniques en agriculture.

Pour ses défenseurs altermondialistes, « c'est la libéralisation du commerce agricole (principal objectif de l'OMC) qui a exacerbé la crise des sociétés rurales des PED et aggravé leurs conditions de vie ». Ainsi, les revendications des pays du « Sud » à l'OMC, visent en général deux objectifs qui apparaissent fondés : ils souhaitent une ouverture plus grande des marchés des pays riches à leur avantage, et dans le même temps, ils demandent la possibilité de soutenir leurs agriculteurs et de protéger leurs productions nationales. De telles mesures semblent en effet, indispensables pour protéger les paysans des PED contre les exportations à très bas prix venant du marché mondial. Le commerce équitable par exemple, fut élaboré dans ce sens, avec pour objectif de :

Garantir la transparence et le respect des droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, particulièrement au Sud, à partir de méthodes de cultures et de récoltes respectueuses de l'environnement. Par ailleurs, les organisations du commerce équitable s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel.<sup>79</sup>

---

<sup>79</sup> Définition officielle des organisations du commerce équitable (2001) publié sur le site d'Artisans du Monde: <http://www.artisansdumonde.org/commerce-equitable.html>, consulté le 10.03.2012.

Partant de la volonté de créer les conditions d'un véritable développement pour les plus défavorisées, cette démarche cherche également à créer les conditions pour faire accepter le surcoût « éthique », au consommateur (du Nord). Ce dernier est ainsi invité à assumer la responsabilité d'un meilleur équilibre des rapports Nord-Sud et dans certain cas, d'une action en faveur de l'environnement. Cette idée, somme toute généreuse, occulte malheureusement plusieurs conséquences fâcheuses, qui lui valent d'être destiné à un avenir très incertain et à un impact limité aujourd'hui<sup>80</sup>.

En effet, dans les pays du « Sud », la réduction de la part de l'agriculture vivrière au profit des cultures d'exportation, va à l'encontre de la souveraineté alimentaire de ces pays, qui continuent sur ce modèle à s'adapter aux habitudes et aux demandes des « pays riches ». De ce fait, il ne contribue qu'à exacerber le problème en encourageant la poursuite d'activités non viables, au détriment de productions réellement utiles.

Par ailleurs, bien qu'il réduise les intermédiaires, la réalité des prix du commerce équitable, reste bien en dessous de l'équivalence escomptée pour les petits producteurs des PED. Ceci laisse supposer que ces « nouveaux intermédiaires » prélèvent autant que ceux qu'il décrit et qu'il cherche à concurrencer. Ainsi, dans certains cas, il se résume malheureusement à un argument de vente comme un autre (JACQUIAU, 2006).

Les réseaux écologistes et décroissants présentent des objections importantes à ce commerce équitable « Sud-Nord » : cultures néocoloniales, empreinte écologique provoqué par la distance, pour n'en citer que quelques unes.

D'autre part, certaines coopératives et ONG du « Sud » posent clairement la question de mettre en place des réseaux de commerce équitable « Sud-Sud »<sup>81</sup>. Au Nord, le regain d'intérêt pour les systèmes d'approvisionnement locaux et indépendants, réduisant les intermédiaires, a démontré qu'une autre forme de commerce équitable « Nord-Nord » peut se mettre en place en relocalisant l'économie. A l'image des AMAP françaises, ces alternatives s'accommodent tout à fait de la crise économique actuelle (voir III), alors que le commerce équitable en grande distribution, semble en pâtir actuellement.

---

<sup>80</sup> Relativement "limité", puisque ce commerce alternatif bénéficie aujourd'hui à plus d'1,5 millions de producteurs et d'artisans et fait vivre plus de 5 millions de personnes, dans plus de 50 pays du monde.

<sup>81</sup> L'ONG *Enda* au Sénégal ou la campagne *Afrique Verte* menée avec le soutien de *Frères des hommes*.

Cependant, le repli sur une agriculture de proximité ne résout en rien la situation économique des petits producteurs des PED, ni la question de leur souveraineté alimentaire. Il semble donc que c'est au travers de l'action politique qu'ils peuvent le plus efficacement agir. Par exemple, en revendiquant la réinstauration des prix planchers des matières premières qui ont été abolis par les multinationales via l'OMC (BORIS, 2005). Ceci permettrait de garantir un revenu décent à l'ensemble des producteurs d'un seul coup au lieu de n'en favoriser que quelques uns. Compte tenu des échecs récurrents des négociations dans le cadre de l'OMC, certains spécialistes préconisent également de :

Mettre en place des organisations régionales de marché largement autonomes qui regrouperaient des pays où les niveaux de productivité par actifs agricoles seraient assez proches les uns des autres. Dans une perspective optimiste, ces marchés seraient capables d'assurer à la fois sécurité alimentaire et meilleure rémunération des agriculteurs (CHARVET, 2006, p115).

Enfin, pour favoriser la souveraineté alimentaire des pays du « Sud », on peut penser que les pays occidentaux devraient s'imposer la mise en œuvre de politiques nationales qui soient en adéquation avec cet objectif. Par exemple, il s'agirait de renoncer à l'usage des biocarburants de première génération (gasoil d'huile de palme, éthanol de canne à sucre ou de blé) qui s'établissent au détriment des cultures vivrières dans les PED. Il s'agirait également de réduire voire de supprimer les importations de protéines végétales, de soja OGM par exemple, pour nourrir le bétail produit dans les pays du « Nord » (SHIVA, 2008). Deux exemples parmi tant d'autres, qui reflètent l'impact des décisions prises au « Nord » sur les perspectives de développement du secteur agricole planétaire.

Enrayer le cercle vicieux dans lequel s'est enlisée l'agriculture mondiale, est un des nombreux défis soulevé par la revendication de ce droit légitime qu'est la souveraineté alimentaire. Aussi, on peut suggérer qu'il est de la responsabilité des « pays développés » d'accompagner les PED par des moyens financiers et humains, pour mettre en œuvre des stratégies agricoles d'autosuffisance et pour atteindre cet objectif.

## II.5 « L'effet rebond » dans les sociétés de croissance

Pour la plupart des chercheurs, et la quasi-totalité des économistes universitaires francophones, la croissance et le développement économique sont les seuls garants de la permanence d'innovations techniques en matière d'efficacité. Ces dernières permettent selon eux, une moindre consommation des ressources naturelles, une diminution de l'intensité énergétique des produits, ainsi qu'une réduction des rejets dans la « nature ».

Par ailleurs, les théories de l'évolution industrielle mettent souvent en avant le fait, que les économies modernes sont principalement composées d'activités de services, qui seraient moins gourmandes en énergie que les activités industrielles. Or, cette position se confronte à un certain nombre d'objections, écologiques et sociales, ainsi qu'à une objection théorique majeure contenue dans la mise en évidence de « l'effet rebond ».

Ce concept est apparu aux temps de la première crise pétrolière en 1973, simultanément au lancement de nombreuses techniques d'économie d'énergie. Des scientifiques ont alors relativisé les gains obtenus par les techniques d'économie d'énergie, en calculant les augmentations de consommation liées à ces nouvelles techniques. « L'effet rebond » serait ainsi :

Une augmentation de la consommation d'un produit ou service, dû à une réduction des limites à l'utilisation d'une technologie, ces limites pouvant être monétaires, temporelles, sociales, physiques [...]. (SCHNEIDER, 2003)

Bien qu'il fut avéré que ce problème n'était pas si important dans le domaine énergétique, une brèche avait été taillée à l'époque, dans la « sacro-sainte efficacité énergétique » censée résoudre tous les problèmes écologiques.

Plus tard, le concept « d'effet rebond » s'est élargi pour prendre en compte les augmentations de consommation qui se reportent sur d'autres produits ou services. Ainsi, de façon plus ample, il prend en compte les changements d'équilibres économiques et de plus larges transformations de la société. Par exemple, acheter une voiture soutient le réseau routier face à d'autres alternatives, ce qui a pour effet une réorganisation de la société et va par exemple favoriser les supermarchés et la grande distribution, face aux petits commerces et engendrer un accroissement de la consommation. On peut ainsi questionner le mécanisme basé sur une volonté

d'innovation perpétuelle, qui vise sans doute plus à maintenir un taux de consommation élevé, qu'à favoriser un bien-être écologique et social.

Pour ce qui est du secteur de l'alimentation, qu'il s'agisse des pratiques en matière de production ou de consommation, les exemples abondent pour illustrer cet « effet rebond ». L'innovation en matière d'OGM par exemple, et leur diffusion à l'échelle planétaire ont encore « de beaux jours devant eux ». Or, l'utilisation des OGM en agriculture et leurs essais en plein champ induisent une contamination irrévocable des écosystèmes, qui a été démontré. Cependant, le cadre dominant de représentation économique, cautionne leurs usages et leurs valorisations. Sous l'argument redondant que les OGM constituent « la seule option pour assurer la couverture des besoins alimentaire d'une population croissante » le lobby des OGM continue de gagner du terrain, au sens propre comme au figuré. Cet argument erroné a maintes fois été dénoncé. On sait aujourd'hui que c'est la surexploitation du sol nourricier et la perte de biodiversité (dont les OGM participent) qui sont en cause, et non l'accroissement des niveaux de rendements en agriculture, si l'objectif est bien entendu de nourrir l'humanité.

Par ailleurs, les droits des agriculteurs qui n'utilisent pas la technologie OGM et dont l'outil de production est directement touchés en cas de proximité géographique avec un utilisateur, ou dans le cas d'une lutte intégrée à partir d'insectes stériles par exemple<sup>82</sup>, sont régulièrement bafoués (FIRMINO, 2007, p12). « L'effet rebond » s'est traduit dans ce cas concret, par l'altération de la législation de l'Union Européenne qui autorise désormais la contamination de la production biologique à hauteur de 0,9%. Cette décision illustre la tendance à la baisse en matière de protection des consommateurs, face aux capacités de pression des lobbys OGM, en plus de porter sérieusement préjudice à l'image de marque d'un secteur qui jusqu'ici, bénéficiait d'un avantage qualitatif favorable.

Par ailleurs, les coûts fortement rédhitoires des mesures dites de « co-existence » entre cultures conventionnelles et cultures biologiques, dont les frais sont imputés aux producteurs, souvent contraints de recourir au crédit, maintient le rapport de force au détriment des petits producteurs « bio ». Enfin, les difficultés de mise en

---

<sup>82</sup> La lutte intégrée à partir de TIS (technique de l'insecte stérile) s'est progressivement étendue comme méthode de lutte contre les ravageurs au cours des 40 dernières années. FAO Magazine, Focus 2005: <http://www.fao.org/ag/fr/magazine/0506sp1.htm>, consulté le 14.03.2012.

œuvre de la « co-existence » sur le terrain, témoignent d'un manque d'initiative de l'Union Européenne en faveur de l'agriculture durable, et de manière plus générale, d'un manque de volonté pour s'opposer à la propagation des OGM<sup>83</sup>.

Autre exemple, extrapolable à loisir, l'usage à grande échelle de pesticides et d'herbicides dans l'agriculture conventionnelle, qui implique : destruction de la biodiversité, contamination des écosystèmes en surfaces, contamination des eaux souterraines par lessivage et infiltration. Ceci a pour conséquence l'élévation du facteur de risque sur les sols et la santé humaine, par « effet rebond » sur toute la chaîne alimentaire. On pourrait continuer inlassablement, en mettant en perspective, l'impact des conséquences de l'agriculture intensive, sur plusieurs générations d'êtres humains.

Les dangers de l'agriculture productiviste sont de plus en plus probants, si l'on considère l'extrême rapidité d'expansion de ce modèle à l'échelle planétaire ces quarante dernières années, et son rapport avantages/inconvénients. Or, la prise en compte de cette menace et la mise en place de mesures efficaces pour réguler cet « effet rebond », ne bénéficient pas du même empressement. Pourquoi ? La réponse est relativement simple, puisque « l'effet rebond » peut également constituer une technique désirable et avantageuse. Dans le cas où l'objectif est, par le biais de l'innovation, d'accroître ventes et profits par augmentation de la demande, par exemple. Qui plus est, la recherche en matière d'efficacité technique libère des capitaux productifs qui chercheront à se valoriser, soit au sein du même secteur, soit à investir d'autres activités, perpétuant ainsi le cycle du productivisme.

L'exemple de l'engouement pour le développement des biocarburants ces dernières années constitue une autre illustration pertinente de cet « effet rebond », en plus de soulever de profondes interrogations en matière d'éthique à l'échelle globale. Dans ce cas de figure, la recherche d'efficacité énergétique a favorisé un redéploiement de l'investissement productif dans une activité fortement consommatrice de ressources, en particulier de terres arables. Loin de réduire l'impact écologique global, une décroissance de l'intensité énergétique (des moteurs à combustion), conduit à une croissance globale de l'énergie consommée, des flux de matières, et de la pression

---

<sup>83</sup> Selon Starvos Dimas, membre de la Commission Européenne et responsable pour l'environnement, "il sera difficile de garantir la co-existence de cultures transgéniques et d'un mode de production biologique si le périmètre des premières continue de s'étendre". Adapté de FIRMINO, Ana, *A saga dos OGM's: uma reflexão polémica*, p14. Congresso da Geografia Portuguesa, Lisboa 17-20.10.2007.

foncière. Par ailleurs, la production de biocarburants entre en concurrence avec la production alimentaire, et favorise de ce fait la couverture d'un « besoin secondaire » (transport individuel) au détriment d'un « besoin élémentaire » (se nourrir).

Pour Jean Ziegler, ancien rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation : « toute production agricole doit par principe être alimentaire pour maintenir des prix les plus bas possible, au risque sinon de graves conséquences sociales »<sup>84</sup>. En proposant à l'ONU un moratoire de cinq ans sur la production de biocarburants, il poussa son argument en affirmant que : « consacrer des terres agricoles fertiles à la production de denrées alimentaires qui seront ensuite brûlées pour fabriquer du biocarburant constitue un crime contre l'humanité ». Or, l'Union Européenne qui s'est fixé un objectif d'une part d'au moins 10% des énergies renouvelables dans les transports d'ici à 2020, cautionne le développement de cette technologie « verte ». En revanche, depuis juillet 2011, afin d'être « certifié soutenable, un biocarburant devra satisfaire à une série d'exigences de durabilité » en Europe<sup>85</sup>.

Pour le programme de Recherche et Décroissance, une économie écologiquement soutenable prend en compte cet « effet rebond » et se distingue donc radicalement de l'économie traditionnelle :

Les efforts entrepris en matière d'efficacité énergétique, qui doivent être soutenus et supposent donc une augmentation d'un certain nombre d'investissement productifs (énergies renouvelables, transports publics...) n'auront un impact positif sur les écosystèmes naturels dont nous dépendons entièrement, qu'à la condition expresse que ceux-ci s'intègrent dans une décroissance matérielle, une réduction de biens et services produits et consommés. (BAYON et SCHNEIDER, 2007)

Ainsi, un fois considéré ce phénomène il s'agirait de tenter de prévenir cet « effet rebond » qui implique systématiquement une intensification de la pression sur les ressources naturelles, et ce à différentes échelles géographiques. Le recul des terres arables sur la planète ces dernières années, découle de ce phénomène, en plus de mettre

---

<sup>84</sup> Citation tirée du n°864 du Courrier International intitulé; *Biocarburants: L'arnaque*, publié le 24 Mai 2007, consulté sur: [http://www.courrierinternational.com/hebdo/sommaire.asp?obj\\_id=561](http://www.courrierinternational.com/hebdo/sommaire.asp?obj_id=561), (21.03.2011).

<sup>85</sup> Communiqué de presse d' OETTINGER Günther, Commission Européenne, consulté sur; <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/901&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en> (8.12.2011).

en évidence les enjeux alimentaires et environnementaux qui entourent la question de l'utilisation des sols. Enfin, la prise en compte de cet « effet rebond » relève d'une question cruciale, compte tenu des dernières projections en matière de réchauffement climatique, imputables au modèle de développement économique occidental.

### Bilan de la seconde partie

Ce second chapitre, a permis de souligner quelques uns des principaux facteurs de risques globaux en matière d'alimentation, en plus d'ouvrir toute une série de réflexions en lien avec notre problématique initiale. Bien que ces interrogations sur le thème de l'alimentation mondiale ne soient pas nouvelles, il semblerait qu'elles aient connues ces dernières années une sorte d'éclipse, suite à l'effervescence des réflexions ouvertes dans les années 1970. Par ailleurs, ces critiques trouvent souvent leur origine au sein même du modèle de développement occidental, qui est parvenu à s'imposer progressivement comme un procédé « naturel » pour la plupart des sociétés.

Comme nous l'avons évoqué, la question de l'alimentation globale dépend au moins autant, des modes de consommation et de l'amélioration des techniques de production agricole, que du nombre d'habitants. L'intensification agricole par exemple, s'est traduit par des consommations croissantes d'énergie fossile, une dégradation de la qualité des sols, mais aussi des perspectives très préoccupantes de pollution génétique (OGM), au détriment d'une gestion durable des ressources.

De fait, il apparaît de plus en plus évident que la croissance démographique ne sera pas le facteur le plus déterminant dans l'évolution de l'empreinte écologique de l'humanité au cours du siècle à venir. C'est davantage les choix de mode de vie et d'organisation sociale, les choix politiques et techniques qui seront décisifs.

Par ailleurs, on peut désormais questionner la finalité première du système agroalimentaire industriel globalisé, qui ne consiste pas uniquement à approvisionner en alimentation un nombre croissant d'êtres humains sur la planète, mais stimule aussi le profit financier résultant de la production et de la consommation de denrées alimentaires.

Par exemple, le fait d'engendrer la frustration chez le consommateur, est aussi ce qui permet au système économique de fonctionner et de s'auto-régénérer. Le nombre croissant d'individus dépressifs dans les sociétés de surabondance, illustre un « effet

rebond » de ce mécanisme associé au système productiviste. Lipovetsky analyse ce phénomène lorsqu'il fait référence à un seuil de satisfaction matérielle dans les « sociétés développées », au-delà duquel le niveau de « bien-être » ne progresse plus, mais stagne indéfiniment.

De façon plus générale, on peut donc s'interroger sur l'intérêt de « réintégrer l'usage des limites », proposé par la Décroissance, en matière de production et de consommation de « biens secondaires et ostentatoires ». « Retrouver l'usage des limites » deviendrait alors la capacité d'atteindre plus aisément un bon niveau de satisfaction, une fois nos « besoins élémentaires » assouvis. Il s'agirait par ce biais, de mesurer et de contrer l'éternelle insatisfaction induite par le caractère illimité du système consumériste.

Qui plus est, si le système contemporain est tel que le définit Pierre Rabhi : « un système anthropophage » dans lequel le mode de vie d'un individu né dans un « pays développé » empiète sur les capacités de vie d'un individu issu d'un PED, on peut alors comprendre le refus d'y prendre part. La « sobriété heureuse » consisterait ainsi, à refuser de s'approprier des ressources appartenant à l'ensemble de l'humanité, une fois démasqué ce principe inhérent au système global. Toutefois, en matière d'alimentation, la complexité des échanges internationaux et l'interdépendance des relations à l'échelle globale, n'offrent pas de solutions faciles.

Rappelons que l'on peut considérer que l'humanité est capable de changement en fonction de deux critères : l'aspiration à un idéal, et/ou une forme de contrainte qui l'obligerait à évoluer vers un nouveau paradigme<sup>86</sup>.

Or, bien souvent les citoyens ne conçoivent que deux types de réponse : la réponse individuelle et la réponse gouvernementale, à l'échelle nationale. Les initiatives développées dans la prochaine partie, explorent également le niveau intermédiaire : celui des communautés. Nous analyserons ainsi, l'intérêt d'agir collectivement et pas uniquement à l'échelle individuelle, « chez soi », dans la troisième étape de ce travail.

Enfin, si certains modes de production et de consommation alimentaire cumulant les impacts sociaux et environnementaux les plus désastreux seront sans doute à

---

<sup>86</sup> DUPUY Lionel, *L'écologie humaine: Petite histoire d'une révolution paradigmatique*: [http://web.univ-pau.fr/RECHERCHE/CIEH/documents/CIEH\\_Lionel%20Dupuy\\_Ecologie\\_Humaine.pdf](http://web.univ-pau.fr/RECHERCHE/CIEH/documents/CIEH_Lionel%20Dupuy_Ecologie_Humaine.pdf), consulté en 2010.

abandonner à l'avenir, cela ne suffira probablement pas. Pour reprendre les mots de Pierre Rabhi, agriculteur « bio » qui cultive la terre depuis quarante ans:

Si les hommes ne changent pas, toutes les bonnes intentions ne changeront pas grand-chose. Il faut que chaque être humain prenne conscience de ses responsabilités, et assume sa citoyenneté individuellement et collectivement.  
(RABHI, 2006, p178)

L'auteur insiste ici sur l'intérêt d'une prise de conscience individuelle, en tant que « levain » indispensable au passage à l'action collective. Cependant, bon nombre d'écologistes radicaux accordent relativement peu de crédit à une action qui se limiterait à l'échelle personnelle.

Selon André Gorz, notre entrée dans l'ère de l'information offre toutes les raisons d'espérer et constitue le levier indispensable pour basculer vers plus de lucidité et de responsabilité. Mais prendre conscience de l'urgence écologique et humaine sera-t-il suffisant ? Comment nous donner véritablement envie de penser et d'agir autrement ? Il s'agira d'opérer une double transformation à la fois structurelle et culturelle, et selon l'expression consacrée du même auteur, « engager une bataille de l'esprit ».

### III) Troisième partie : Mobilisations alternatives contemporaines

Au-delà d'une question structurelle, l'alimentation est donc plus que jamais au centre des principales préoccupations politiques, sociales et humaines auxquelles notre espèce se doit de répondre au plus vite. Produire et consommer dans une société post-pétrole, soumise à des changements climatiques irréversibles, ne s'invente pas du jour au lendemain. C'est bien dès aujourd'hui qu'il faut mettre en œuvre des actions concrètes d'adaptation et d'innovation. Une multitude d'alternatives intéressantes œuvrant dans ce sens existent, et nous avons choisis ici de n'en présenter que trois exemples, soumis au critère de concision de ce travail de thèse. Trois exemples « parmi tant d'autres », sélectionnés pour leur proximité idéologique avec le mouvement de la Décroissance, et leur lien direct ou indirect, avec la problématique de l'alimentation.

Ces mobilisations collectives peuvent prendre des formes multiples, organisées à l'échelle locale ou régionale, elles ont en commun de rassembler des

« consomm'acteurs »<sup>87</sup> d'origines diverses et variées, autour d'une même idée. La volonté de connaître les enjeux qui existent derrière l'acte d'achat et le produit fini, afin de choisir en toute connaissance de cause, suffit souvent à rassembler. Produire et consommer localement, peut ainsi être un acte politique, écologique, éthique, ou un acte de résistance pacifique. L'effervescence des réseaux alternatifs aujourd'hui, témoigne de l'aspiration d'une partie de la société, à retrouver une autonomie en matière de production et/ou de consommation, ainsi qu'à rétablir certains « repères perdus ».

L'exemple des AMAP françaises est né ainsi, de la volonté de reprendre le contrôle sur l'approvisionnement alimentaire (qualité, variété, saisonnalité, goût, provenance, prix), rénover le lien social avec le producteur et le monde rural, et enfin créer du lien avec les autres consommateurs partenaires. Ce modèle de « vente directe en circuit court »<sup>88</sup> s'élabore sur la base d'un contrat de confiance entre le producteur et le consommateur. Chacun se responsabilise pour d'un côté, garantir un panier hebdomadaire de produits de saison de qualité, de l'autre, acheter la production à l'avance à un prix équitable fixe définit ensemble. Le groupe de consommateur et l'agriculteur se mettent en général aussi d'accord sur les méthodes agronomiques à adopter, qui s'inspirent soit de la chartre de l'agriculture paysanne<sup>89</sup>, soit du cahier des charges de l'agriculture biologique. Les quelques contraintes d'organisation pour le consommateur (produits choisis et payés à l'avance, engagement pour six mois minimum), semblent se soustraire aux avantages du système des AMAP, puisqu'elles continuent d'essaimer en France depuis leur création en 2001.

Ce modèle « d'agriculture de proximité » s'est inspiré du modèle anglo-saxon des CSA (*Community Supported Agriculture*) ainsi que des *Teiki* japonais. Ces « groupements d'achats solidaire » existent désormais partout dans le monde sous différentes formes: les ASC (Agriculture Soutenue par la Communauté) au Québec, les *Pergola-associação* aux Pays-Bas, les GAS (*Gruppo di acquisto solidale*) en Italie, ou encore *Landwirtschaftsgemeinschaftshof*, en Allemagne.

---

<sup>87</sup> (mot valise formé de *consommateur* et *acteur*) désigne une personne sensible à sa consommation au sens ample. Traduit également le fait qu'un consommateur a la capacité, grâce à ses choix d'achat, de peser sur l'offre des producteurs et donc de devenir un véritable "acteur" du marché.

<sup>88</sup> La vente "directe" en circuit court, implique uniquement producteur et consommateur dans le processus, alors que la vente "indirecte" en circuit court tolère au maximum un intermédiaire.

C'est donc souvent à partir d'une prise de conscience individuelle des impacts négatifs du modèle productiviste agro-industriel, que quelques « pragmatiques éclairés » décident de s'unir pour œuvrer dans les marges du système. Ces initiatives se caractérisent par leur approche dite ascendante (ou *bottom up*) : du bas de la société, vers les instances décisionnelles, le but étant de faire évoluer la société en sensibilisant les citoyens au travers de l'action, plutôt que de la communication. L'objectif partagé peut être la relocalisation, le rétablissement de l'autonomie (gage de fiabilité et de qualité), la reconstruction du lien social au moment de l'achat et/ou l'accroissement du bien-être de façon plus générale (santé, dynamique sociale, autosatisfaction).

### III.1 Les Villes en transitions

Comme nous l'avons évoqué auparavant, depuis les années 70, le système monde<sup>90</sup> a évolué en faveur du productivisme et des décentralisations. Dans ce contexte, certains mouvements alternatifs ont imaginé une transition vers une société qui ne serait plus dominée uniquement par le culte de la croissance ou des décentralisations. Le mouvement des Villes en transition, ou *Transition Towns*, est à la recherche de solutions dans ce sens. Bien qu'il ne se revendique guère comme « décroissant », ce mouvement instigateur d'expérimentations collectives, prône la nécessité d'une relocalisation de l'économie, qui s'appuie sur le mouvement citoyen pour impulser sa transition. Convaincus de la force émancipatrice des solutions dites *bottom-up*, les partisans de la Décroissance se revendiquent volontiers de cette nouvelle mobilisation très pragmatique.

Le mouvement des Villes en Transitions, naît en 2005 au Royaume-Uni, à travers l'initiative de Rob Hopkins<sup>91</sup>. L'idée est alors de lancer un mouvement ayant pour objectif l'organisation de la transition vers la société post-pétrole. Alors que ce projet est encore aujourd'hui dans sa phase expérimentale, il part du simple fait que le pétrole « bon marché » va devenir de plus en plus rare, et propose d'organiser la transition afin de parvenir à surmonter et à s'adapter au manque.

---

<sup>90</sup> Selon la définition du « système monde » du *Dictionnaire de géographie*, Editions Hatier, 2003, p 415.

<sup>91</sup> Enseignant en permaculture, né à Londres en 1968, initiateur du mouvement des *Villes en Transition*.

Dans le *Manuel de Transition* (HOPKINS, 2008) on peut apprendre comment passer de la « dépendance pétrolière à la résilience locale ». La « résilience » est un terme qui fut popularisé par le psychanalyste français Boris Cyrulnik, et qui désigne la capacité à « rebondir » après avoir subi un traumatisme, puisque selon Hopkins, il y aura « traumatisme ». Le manuel va jusqu'à inclure une liste de « désordres psychologiques » liés à la fin de l'ère du pétrole.

La « résilience » d'un territoire (ville, région, pays) représente ce qui le rend le plus à même de surmonter les chocs (économiques, environnementaux, catastrophes naturelles, etc...) et de « rebondir » ensuite. Comme développé auparavant, nos économies étant de manière générale très ouvertes sur le monde, elles sont tout autant très peu « résilientes », puisqu'elles dépendent des échanges de longue distance que seul l'abondance du pétrole « bon marché » a rendu possible.

La ligne de conduite proposée par le mouvement des Villes en Transition, constitue un ensemble adaptable de principes pratiques et concrets issus de l'expérience de terrain et de l'observation. Son ambition consiste à susciter une vision positive du futur, et dans un second temps, à élaborer collectivement un plan d'action visant à reconstruire la résilience des collectivités de vie et à amorcer la décroissance énergétique de celles-ci. Elle se base sur la compréhension de la nécessité « d'agir dès aujourd'hui », sans attendre le « prochain miracle technologique » ni le prochain sommet international. Une initiative de transition est un processus qui part toujours du bas (à partir des citoyens) vers le haut, afin de pouvoir inclure « tout le monde, tous les savoir-faire, et toutes les idées ».

Hopkins argumente également le fait que la « relocalisation constitue un défi technique qui permet de se poser question sur les compétences anciennes. Il ne s'agit pas de revenir à des techniques passéistes, mais bien de recommencer à partir de connaissances bien souvent oubliées et pourtant adaptées à chacune des réalités locales, puis de les perfectionner grâce aux récentes découvertes :

Il faut réhabiliter les anciennes compétences puis relocaliser les techniques qui auparavant étaient liées à des lieux et à des territoires bien définis. Ainsi par exemple, les systèmes d'irrigation souterrains en Irak et en Iran étaient différents des systèmes d'irrigation employés par les Arabes en Afrique du Nord ou en Espagne. Il s'agit donc ici de recommencer à partir de ses compétences

traditionnelles adaptées à chaque région pour produire, construire et transporter à moindre coût environnemental et social. (HOPKINS, 2008)

Ainsi, tout comme la Décroissance, ce mouvement remet en cause la nécessité constante du capitalisme de révolutionner les techniques, de programmer l'obsolescence des produits, de multiplier les nouveautés, toujours dans l'objectif de réduire les coûts de production et de maximiser les profits. Hopkins rejoint également les « objecteurs de croissance » sur la nécessité de changer de paradigme dès maintenant, et sur l'aspect inéluctable d'une décroissance économique des pays du « Nord » :

Une relocalisation de l'économie permettrait de réduire les gaspillages énergétiques et les émissions de CO<sup>2</sup>, mais surtout, elle se produira de toute façon, qu'elle soit considérée comme souhaitable ou non. (HOPKINS, 2008)

Selon Hopkins, à mesure que le prix des carburants augmente, les transports ferroviaires, maritimes et aériens, doivent être limités et par conséquent les produits importés deviennent de plus en plus chers. Dans ce contexte, il faudra rechercher les ressources, les fournisseurs, les compétences et les clients, de plus en plus près. Le mot « relocalisation » n'évoque pas ici un « repli », mais signifie que la longueur moyenne des échanges commerciaux devra diminuer. Dans cette perspective, les industries décentralisées aujourd'hui, comme le textile ou la sidérurgie, pourraient renaître en Europe. D'autre part les ressources régionales ou locales (comme le bois par exemple) pourrait retrouver une valeur et un intérêt particulier. De cette façon, le niveau local gagnerait de l'importance, sans pour autant devenir exclusif :

Le renforcement des économies locales dans les pays non industrialisés pourra seulement se produire si les économies des pays industrialisés se relocalisent, les deux étant profondément interconnectées. La relocalisation est surtout un défi politique, pour que les citoyens reprennent le pouvoir sur leurs économies et sur la gestion de leur ville. Ces mêmes citoyens de plus en plus urbanisés seront confrontés aux problèmes du monde rural : la sécurité alimentaire, les techniques locales adaptées à chaque terroir, et ils devront recommencer à considérer l'autogestion. (HOPKINS, 2008)

Le réseau des Villes en Transition qui prend en compte à la fois le pic pétrolier et le changement climatique, en tant que processus irréversibles auxquels il appartient de s'adapter dès maintenant, s'est répandu comme une traînée de poudre ces cinq

dernières années. Il compte aujourd'hui une centaine de Villes en Transition (principalement en Angleterre) et plus de 1500 initiatives dans le monde.

Ainsi, Décroissance et Transition, convergent au travers de la défense de valeurs communes et de la volonté d'agir pour un changement paradigmatique profond. Notons toutefois une légère différence symbolique entre le mouvement français et le mouvement anglo-saxon. Alors que la Décroissance porte, une connotation critique et dérangeante, voire « défaitiste », le second mouvement s'alimente d'un optimisme exacerbé, prônant un futur meilleur et désirable, qui serait une : « Occasion de nous réapproprier nos vies, de redonner un sens à la communauté locale, de retrouver des pratiques de solidarité, de privilégier la qualité plutôt que la quantité » (SEMAL, SZUBA, 2009, p187). Enfin, les deux mouvements se rejoignent indéniablement dans le fond, mais sans doute moins dans la forme, puisque le modèle anglais privilégie l'action directe sur le terrain, alors que le modèle français semble se cantonner au travers du débat d'idées, à une approche théorique distanciée.

### III.2 Le mouvement *Slow Food*

Par antagonisme au mot d'ordre de la société contemporaine prônant une course perpétuelle contre le temps, on assiste ces trente dernières années à l'insurrection d'alternatives au modèle dominant. Parmi elle, le mouvement *Slow Food*, littéralement « alimentation lente » né en Italie en 1986 par pure opposition à l'un des symboles hautement illustre de la société de croissance (le *Fast Food*). Le mouvement se veut une alternative « aux effets dégradants de la culture du fast-food qui standardise les goûts », et propose de façon presque « insolente » de « reprendre le temps ».

Les effets secondaires de la restauration rapide n'étant plus à démontrer (obésité, impacts sanitaires et environnementaux, perte de repères sur l'origine des aliments) l'association défend entre autre une alimentation à base de produits locaux. Elle s'investit par ailleurs dans l'éducation au goût auprès d'adultes et d'enfants, et œuvre à protéger les savoir-faire culinaires du monde entier. Le mouvement *Slow Food* compte aujourd'hui plus de 100 000 adhérents répartis dans 153 pays<sup>92</sup>.

---

<sup>92</sup> <http://www.slowfood.com/international/1/about-us>, consulté le 15.10.2011.

Ses objectifs rejoignent souvent ceux de l'agriculture biologique : aider les artisans qui font des produits de qualité et défendre un modèle d'agriculture moins intensif et moins nocif. Au-delà de la production d'aliments « bio », *Slow Food* cherche à combiner le plaisir du goût avec « une vraie culture, un vrai savoir-faire, un vivre-ensemble et un sens des responsabilités à l'égard de l'environnement »<sup>93</sup>.

L'importance fondamentale du repas dans la construction de la famille et de la société, n'est plus à démontrer. C'est pendant le repas que l'on apprend le plus tôt comment vivre ensemble. L'être humain commence par apprendre à maîtriser ses instincts (la faim) en attendant le repas. Il s'agit de l'un des premiers apprentissages de l'autolimitation qui participe à le rendre plus libre. Il apprend également les conditions de la vie en société en partageant et en échangeant avec les autres convives. C'est aussi à table que se développe la culture, dans toute sa diversité et en premier lieu celle du goût. Le vice président de *Slow Food* France, Didier Chabrol<sup>94</sup>, affirme dans son intervention à la 24<sup>ème</sup> Conférence régionale pour l'Europe organisée par la FAO<sup>95</sup>:

Nous savons que se nourrir n'est pas seulement un besoin physiologique : c'est un acte culturel, social et politique, une façon de nous relier au monde, de nous inscrire dans l'environnement et la société. Nous ne défendons pas un modèle d'alimentation mais une attitude : celle de la recherche, à travers la nourriture d'un plaisir conscient. Se nourrir n'est pas la même chose que recharger en carburant le réservoir d'une voiture. Nous savons que notre organisme se constitue avec les nourritures que nous mangeons : nous devenons ce que nous mangeons. (CHABROL, 2004)

Cette citation, fait référence à un principe « simple » et plein de bon sens, qui semble oublié aujourd'hui. Elle rappelle par ailleurs le titre du livre de la célèbre primatologue anglaise Jane Goodall<sup>96</sup>, qui développe amplement les propos ci-dessus. Au-delà d'une synthèse des grandes questions alimentaires d'aujourd'hui, son œuvre engagée, propose aussi des éléments concrets aux consommateurs qui veulent se réapproprier la liberté de

---

<sup>93</sup> <http://www.slowfood.fr/> consulté le 12.10.2011.

<sup>94</sup> Il est aujourd'hui également chercheur en sciences sociales de l'alimentation et de l'agroalimentaire au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement).

<sup>95</sup> Montpellier, France, 5 Mai 2004, <http://www.fao.org/DOCREP/MEETING/008/J2673F.HTM>

<sup>96</sup> Primatologue, éthologue et anthropologue britannique, dont les travaux ont profondément transformé les rapports homme-animal. GOODALL, Jane, *Nous sommes ce que nous mangeons*. Actes Sud, 2008.

bien se nourrir. Ainsi, à la manière de l'anthropologue, le mouvement *Slow Food* adopte une véritable visée politique, bien qu'il se refuse à toute appartenance partisane. Didier Chabrol affirme par exemple que :

L'agriculture paysanne, l'artisanat et la petite industrie alimentaire sont capables de fournir des produits de qualité très supérieures à ceux de l'agro-industrie. Encore faut-il que les consommateurs sachent les reconnaître, et pour cela que leur goût soit éduqué. Les pouvoirs publics doivent organiser l'éducation alimentaire des jeunes, éducation nutritionnelle mais aussi plaisir de manger. Le goût n'est que très partiellement hérité socialement. Le goût s'apprend, le goût s'éduque et cela à tous les âges. (CHABROL, 2004)

Ainsi en matière d'éducation, l'activité de *Slow Food* comprend l'organisation des « ateliers du goût ». Les « Conviviums » qui sont les antennes locales du mouvement, organisent périodiquement des séances de dégustation de produits avec le soutien des producteurs. Une autre tâche importante de l'association consiste à sensibiliser les élus face au lobbying de l'agro-business, de la grande distribution et de la publicité. *Slow Food* développe également un inventaire de variétés de légumes ou d'espèces d'animaux en voie d'extinction.

Ceci étant, dans la pratique, on peut sans doute reprocher à ce mouvement d'être trop élitiste, trop confiné à une clientèle de fins gourmets privilégiés, alors que les consommateurs pauvres sont aujourd'hui les premières cibles des opérations marketing de l'industrie agroalimentaire. On sait que l'obésité frappe beaucoup plus les consommateurs défavorisés que les autres, aussi, l'éducation au goût devrait les concerner en premier lieu.

De plus, on pourrait argumenter qu'il n'est nul besoin d'appartenir à *Slow Food*, ni d'être particulièrement fortuné pour apprendre à respecter le temps du repas ou pour aller faire ses courses au marché. Les partisans de la Décroissance vont même plus loin et proposent de : « boycotter systématiquement les grandes surfaces et faire de l'alimentation un acte de résistance et de plaisir »<sup>97</sup>. En effet, le modèle *Slow Food* peut désenchanter par son style « sélectif » et manquer de popularité au sein des couches précaires de la société. Chabrol s'en défend argumentant que :

---

<sup>97</sup> Citation tirée de l'article intitulé "L'alimentation, lentement c'est meilleure", La Décroissance, n°32, 2006, p7.

Si l'alimentation apporte un plaisir profond et sain, si elle devient ou redevient un acte culturel, si elle est un moyen de nous relier au monde, nous sommes prêts à y mettre le prix et nous sommes prêts à privilégier les produits bruts ou transformés à la ferme issus d'une agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement, des hommes et des animaux, plutôt que ceux de l'agro-industrie. C'est un nouveau modèle de consommation et d'un nouveau modèle de production que naissent un nouveau modèle de développement rural, un nouveau système alimentaire. (CHABROL, 2004)

Le mouvement *Slow Food* rencontre un écho particulièrement fort en Italie où il est né, et où l'on retrouve aujourd'hui la moitié des 800 groupes existants dans le monde. Il mérite que l'on s'y intéresse de plus près, pour les valeurs éducatives qu'il promeut en matière d'alimentation, ainsi que pour son intérêt sans frontières pour la préservation des spécificités culinaires du monde entier.

Enfin, retenons de façon plus anecdotique que la Décroissance et *Slow Food* ont choisis l'escargot comme logotype, symbole de ce nouveau rapport au temps défendu conjointement, cette lenteur que l'on peut opposer à la vitesse de la logique de la croissance.

### III.3 L'agroécologie, pratique et mouvement

Malgré une légère tendance à la hausse ces dernières années, la production biologique française reste bien loin de subvenir aux besoins des consommateurs, puisque plus de 50% des produits labellisés « bio » consommés en France sont importés. De plus, la dernière réforme européenne qui va vers un assouplissement du cahier des charges par rapport à l'incorporation de produits non biologiques (à hauteur de 0,9%) dans le produit fini<sup>98</sup>, a suscité le dépit de la part des petits producteurs « bio », et des consommateurs. Même si l'agriculture biologique continue à être plus respectueuse de l'environnement que l'agriculture conventionnelle, le danger de cette réforme de la législation est de développer une agriculture biologique industrielle ce qui va à l'encontre des principes du développement durable.<sup>99</sup>

---

<sup>98</sup> [http://www.agencebio.org/upload/pagesEdito/fichiers/CC\\_Ed2011\\_Chap3.pdf](http://www.agencebio.org/upload/pagesEdito/fichiers/CC_Ed2011_Chap3.pdf), p30 (4.11.2011).

<sup>99</sup> Inspiré de l'article "Sortir de la bio industrielle: une urgence sociale!", n°384 *Silence*, Novembre 2010.

Plusieurs modèles agricoles développés à moindre échelle géographique, défendent aujourd'hui une agriculture à orientation qualitative plutôt que quantitative, comme alternative ou complément de l'agriculture biologique pour contrer la tendance européenne susmentionnée. L'agriculture biodynamique<sup>100</sup> par exemple, reprend les principes de l'agriculture biologique en plus de mettre un accent important sur le respect des rythmes lunaires et planétaires ainsi que l'utilisation d'une gamme de préparations naturelles (engrais et pesticides).

De son côté, l'agroécologie, en tant que pratique agricole et mouvement, revendique l'association du développement agricole à la protection de l'environnement et souhaite également prendre en compte l'épanouissement des individus. À partir d'entretiens avec quelques-uns des scientifiques les plus mobilisés sur la question, Coline Serreau propose une définition personnelle de ce qu'est l'approche agroécologique :

Une démarche scientifique globale attentive aux phénomènes biologiques, associant le développement agricole à la protection et régénération de l'environnement naturel. Elle est à la base d'un système global de gestion d'une agriculture multifonctionnelle et durable, qui valorise les agro-écosystèmes, optimise la production et minimise les intrants. (SERREAU, 2010, p209)

Les producteurs qui adoptent cette démarche pratiquent l'agriculture biologique (au sens large) mais ne sont pas forcément labellisés pour différentes raisons (financières, idéologiques). Pierre Rabhi, dont nous avons déjà évoqué le nom au cours de ce travail, défend cette approche<sup>101</sup>, qui s'appuie sur la valorisation des savoirs et savoir-faire paysans. L'agroécologie est également singulière de par l'éthique qu'elle souhaite transmettre, elle repose sur une relation de totale confiance entretenue entre producteurs et consommateurs (à l'image des AMAP).

L'objectif du mouvement en faveur de l'agroécologie est donc avant tout de contrer les dérives liées à la soudaine popularité du label « bio » ces dernières années. De fait, le consommateur peut aujourd'hui s'approvisionner en produits biologiques hors saison, et qui auront parcouru des milliers de kilomètres, ou « pire » encore des

---

<sup>100</sup> Système de production agricole dont les bases ont été fondées en 1924 par l'anthroposophe Rudolf Steiner. Les aspects qui le différencient de l'agriculture biologique sont principalement ésotériques.

<sup>101</sup> Via l'association Terre et Humanisme, née en 1994 <http://www.terre-humanisme.org/article74.html>.

produits biologiques qui riment avec « agriculture industrielle, esclavagisme social, ou élevage concentrationnaire »<sup>102</sup>. En effet, choisir les produits issus de l'agriculture biologique aujourd'hui, ne constitue pas une garantie du respect de certains critères sociaux, équitables, ou de leur proximité géographique.

Dans un rapport<sup>103</sup> livré au Conseil des droits de l'homme de l'ONU en mars 2011, Olivier de Schutter démontre que l'agroécologie, en tant que pratique agricole permettrait de doubler la production de régions entières en dix ans tout en réduisant la pauvreté rurale et en apportant des solutions au changement climatique. L'alternative semble extrêmement simple et évidente selon l'auteur : « L'idée de l'agroécologie, c'est d'utiliser l'énergie du soleil comme *input* et d'obtenir avec du travail humain et de l'organisation, de la nourriture ». Rejetant le modèle des grandes plantations agricoles, l'agroécologie en tant que pratique, cautionne l'extension d'une agriculture paysanne basée sur la mixité entre polyculture et élevage. Sur ce modèle, la fertilisation des sols est assurée principalement via le recyclage des déchets (compostage), et la lutte contre les parasites, via la recherche de l'équilibre naturel qui existe entre prédateurs. Le succès des pratiques agroécologiques reposent finalement sur l'association des connaissances agronomiques (microbiologie des sols, biodiversité) au savoir-faire paysans (techniques agricoles durables). Mises en application, elles offrent des résultats intéressants en matière de revitalisation de sols cultivés avec des pesticides, et de production de denrées alimentaires avec un minimum d'intrants, et constituent de ce fait un outil de développement rural dans les PED.

L'agroécologie en tant que mouvement, prétend également renforcer le rôle des agriculteurs et des organisations paysannes. Elle s'inscrit donc dans une volonté d'allier le développement agricole à la protection de l'environnement, en soutenant une agriculture qualitative plutôt que quantitative. Toutefois, le fait d'impliquer une « recentralisation » géographique des systèmes de production agroalimentaire, elle s'adapte relativement mal à un rythme intensif de production. Enfin, parce qu'elle prône le respect des écosystèmes, intègre les dimensions économiques, sociales et politiques de la vie humaine, « l'agroécologie » vient s'ajouter à la liste des approches agricoles

---

<sup>102</sup> "Sortir de la bio industrielle: une urgence sociale!" dossier du n°384 *Silence*, 11/2010 (p 5 à 14).

<sup>103</sup> Rapport intitulé *Agroécologie et droit à l'alimentation*, présenté le 8 Mars 2011 au Conseil des droits de l'homme de l'ONU; <http://www.srfood.org/index.php/fr/component/content/article/1174-report-agroecology-and-the-right-to-food>, consulté en Septembre 2011.

« alternatives, responsables, et durables » ce qui potentiellement favorise une certaine confusion.

Ainsi, on aurait pu également prendre l'exemple de la permaculture, qui inspire de multiples initiatives au Portugal, et qui est à la base du mouvement des Villes en Transition. Cette approche holistique qui œuvre à la construction de sociétés humaines « écologiquement soutenables, socialement équitables et économiquement viables », est née en Australie dans les années 1970. Une des innovations de la conception en permaculture est d'observer l'efficacité et la productivité des écosystèmes naturels, et d'en dériver des principes directeurs applicables par tous. Les principes et techniques de la permaculture, découlent en effet d'une éthique et d'un ensemble de valeurs fondamentales<sup>104</sup>, qui visent à recréer des « cercles vertueux » alliant l'homme et l'environnement. Enfin, la permaculture est une science systémique singulière, justement parce qu'elle intègre les activités humaines aux fonctionnements des écosystèmes, elle travaille simultanément « le fond et la forme ».

### Bilan de la troisième partie

Ces quelques exemples ont permis de démontrer tout d'abord, le pouvoir émancipateur d'une prise de conscience individuelle associée à un passage à l'action collective. Qu'il s'agisse du mouvement des Villes en Transition, *Slow Food*, ou bien de l'approche agroécologique, l'intérêt commun de ces trois initiatives est de retrouver une certaine autonomie en matière d'alimentation. Ces groupements citoyens s'organisent dans les marges du système, pour concevoir sur le terrain des solutions « gagnant gagnant » et des alternatives « viables » au système agro-industriel, qui n'a selon eux de plus rien de bon à offrir.

Théoriquement, les systèmes les plus complexes comme les êtres vivants, les êtres humains, les sociétés, disposent tous d'un certain degré d'autonomie avec leurs environnements. Ils possèdent ainsi une certaine capacité d'organisation propre, en d'autre terme : d'autogestion<sup>105</sup>. Cette approche s'élabore en générale explicitement contre une forme de « dépossession » induisent par certains modes d'organisation.

---

<sup>104</sup> L'éthique de la permaculture repose sur piliers: Respect de la Terre, Respect de l'homme, Partage équitable. Elle fut influencée par celle du "care" développée dans les milieux féministes anglo-saxons,

<sup>105</sup> Issu du grec *autos* « soi-même » et du latin *gestio* « gérer ».

L'autogestion permet ainsi la réappropriation d'une forme d'organisation collective et par se biais, un meilleure contrôle et une transparence, tout au long du processus, en l'occurrence de la chaîne alimentaire.

Néanmoins, l'autonomie d'un système ne se limite pas à sa faculté de fonctionner indépendamment d'un contrôle extérieur, mais elle permet aussi d'en fixer ses propres finalités, comme l'ont illustré ces trois exemples. L'ensemble des processus autonomes suppose ainsi une « auto organisation », soit la « capacité d'un système (humain) à se donner les moyens structurels pour parvenir à ses fins, dans un environnement souvent changeant voir hostile »<sup>106</sup>.

Cette définition peut sembler très conceptuelle, mais elle possède l'avantage de suggérer que l'autonomie, constitue un vecteur de changement notable en écologie humaine. Finalement, il semble important de préciser qu'un système parfaitement stable et équilibré, serait incapable d'autonomie et donc de changement. La base de l'autonomie des systèmes humains, repose sur un désordre relatif. Parce que le désordre est souvent créateur de structures plus complexes et mieux adaptées, aux perturbations, qu'elles soient sociales ou environnementales. Ainsi, c'est souvent grâce à un certain déséquilibre interne, qu'émergent les nouveaux paradigmes. La « crise » contemporaine apparaît dans ce contexte comme l'ultime opportunité à saisir pour élargir « le champ des possibles ».

#### IV) Quatrième partie : Conditions et déroulement de l'analyse

Après avoir délimité le cadre théorique et contextualisé notre sujet, présenté l'objet et le champ de notre recherche, et définit un certain nombre de concepts en lien avec notre problématique, nous tenterons dans cette dernière étape de confronter nos hypothèses à l'analyse du contenu de la presse alternative.

Bien entendu, le contexte de cette investigation a évolué au fil des mois, influencé et stimulé continuellement au travers de la révision bibliographique, des

---

<sup>106</sup> DUMOUCHEL.P et DUPUY J.P., *L'auto-organisation: de la physique au politique*, rapport du colloque de psychologie de Cerisy, 1983, consulté sur; <http://documents.irevues.inist.fr/handle/2042/30176>, 28.12.2011.

premiers résultats de l'analyse, mais aussi des conditions « matérielles » proprement dites de la recherche. En effet, notons qu'étant donné le refus du comité de rédaction du journal *la Décroissance*, de rendre disponible la version numérisée de ces publications mensuelles, ainsi que l'impossibilité d'accéder à l'intégralité des numéros du journal en version papier, nous avons dû adapter l'analyse au fur et à mesure de l'évolution du contexte d'investigation.

Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, puis reformulé dans la transition entre la première et la deuxième partie, cette analyse n'a pas l'intention d'être exhaustive. Notre objectif, bien plus modeste, consiste à évaluer « un » discours médiatique écologiste radical sur le sujet de l'alimentation, à partir d'une étude de cas, et tenter de répondre à notre problématique : Quelles sont les perspectives en matière d'alimentation dans une société de Décroissance volontaire ?

Notre analyse aurait également pu porter sur une étude de la représentativité du thème de l'alimentation et de ses différences de traitement, dans les médias alternatifs français. Nous avons également imaginé la possibilité d'effectuer une analyse comparative entre deux mouvements écologistes radicaux, aux objectifs apparemment similaires, mais qui se distinguent sans doute par leurs pratiques. Confronter l'approche anglo-saxonne des Villes en Transition, à l'exemple français de la Décroissance, aurait probablement été riche d'enseignements, et pourra faire l'objet d'une future investigation.

Ainsi, notre démarche d'analyse repose, pour diverses raisons développées dans le point suivant, sur un support « hors norme » de la presse française. Il appartient donc ici de reformuler la question centrale qui structure notre recherche : **Quelle est l'approche médiatique de la *Décroissance* sur les thèmes de l'alimentation ?**

Afin de garantir la cohérence du travail entrepris, la recherche s'appuiera sur la démarche empirique suivante :

**Observation des faits + leur description**

→ **construction d'hypothèses théoriques** → **leur confrontation aux données d'observation**

#### IV.1 Présentation du support d'analyse

Comme nous l'avons mentionné brièvement dans la première partie de ce travail (I.5), la Décroissance bénéficie d'une représentativité dans plusieurs médias alternatifs français. Parmi ceux-ci, la revue écologiste et indépendante *Silence*<sup>107</sup>, qui explore les alternatives collectives, cultive la non-violence, et consacre une rubrique à la Décroissance dans chacun de ses numéros. Plus implicitement, dans le journal mensuel *L'Âge de faire*, qui valorise les initiatives de terrain visant à « la réappropriation de l'économie, à la création de lien social, d'écologie et d'engagement citoyen »<sup>108</sup>. Enfin, elle s'inscrit dans une réflexion plus académique, dans un tout autre type de presse : la revue scientifique *Entropia*, fondée en 2006.<sup>109</sup>

Néanmoins, nous avons choisi le journal *La Décroissance*, en tant qu'unique support d'analyse, tout d'abord à cause de son soutien explicite au mouvement étudié. Nous avons jugé qu'il serait représentatif des positions du mouvement sur les thèmes de l'alimentation. Sa première parution en mars 2004, constitue en effet un évènement déterminant et rassembleur pour le mouvement. Les membres de son comité éditorial ne sont autres que Serge Latouche, Paul Ariès, Jacques Grinevald, Pierre Rabhi, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin, pour n'en citer que quelques uns. Cette publication constitue donc un « évènement en soi », bien qu'elle ne fasse plus tout à fait l'objet du même consensus aujourd'hui.

Nous avons également sélectionné ce journal pour sa « notoriété » dans le paysage médiatique alternatif français, comparé aux publications ci-dessus mentionnées, ainsi qu'au sein du mouvement encore aujourd'hui<sup>110</sup>. Premier titre d'écologie politique français, le journal annonçait distribuer 45 400 exemplaires en mars 2010. Il est disponible dans la plupart des kiosques en France ainsi que sur abonnement. Son

---

<sup>107</sup> *Silence* est l'une des plus anciennes revues d'écologie radicale française, publiée depuis Avril 1982. Elle compte 5 500 lecteurs en 2012 : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net), (12.12.2011).

<sup>108</sup> Tiré à 30 000 exemplaires, *l'Âge de Faire* existe depuis 2005: [www.lagedefaire.org](http://www.lagedefaire.org), (12.12.2011).

<sup>109</sup> Suivie par "environ 1000 lecteurs" selon Serge Latouche (déclaration effectuée au cours du séminaire "*Decrescimento, uma proposta polémica?*" organisé par le CIDAC à Lisbonne, les 9 et 10 Février 2012).

<sup>110</sup> Serge Latouche a apporté et présenté le dernier numéro de *la Décroissance*, aux participants du séminaire du CIDAC susmentionné (preuve, somme toute relative, de la pertinence de cette publication encore aujourd'hui au sein du mouvement).

nombre de lecteurs a subit une nette progression à ces débuts, qui stagne toutefois depuis quelques temps (DUVERGER, 2011, p 126).

Journal satirique et critique avant tout, *la Décroissance* adopte une chartre graphique et un ton volontairement « mordant » et provocateur. Il utilise un vocabulaire familier et parfois même vulgaire : « Merde au pouvoir d'achat ! » (Une du n° d'avril 2008). Il choisi également souvent d'inventer son propre lexique : « Boulimôse et gâchose » (n°29, décembre-janvier 2006, p3).

Son objectif est avant tout de déranger l'opinion publique afin de capter son attention, ce qui fait dire à Serge Latouche qu'il est : « un journal de jeunes »<sup>111</sup>. Il utilise également beaucoup de jeux de mots dans ses titres, comme par exemple dans l'article intitulé : « Patates OGM » (n°68, avril 2010, p12) qui fait à la fois référence aux pommes de terres génétiquement modifiées, et aux enjeux financiers des OGM (patate = argent en argot). Sa première cible est la société de consommation.

On peut qualifier le montage du journal de relativement peu rigoureux, puisque certaines de ses rubriques peuvent être amenées à changer de page, ou bien sont abandonnées d'un numéro à l'autre. Ce fut le cas par exemple pour la rubrique intitulée : « La Madelon chronique féministe » qui occupait la dernière de couverture du journal et qui a depuis été remplacé par « La chronique antinucléaire de Stéphane Lhomme ». Dans ce contexte, il a fallu prendre certaines précautions quant à inclure le critère des rubriques à l'analyse.

Le journal *la Décroissance*, constitue une tribune de l'écologie politique, or selon sa chartre<sup>112</sup> : « il s'adressera par son contenu au plus grand nombre, fort du principe que les choix politiques sont l'affaire de tous ». Son objectif est d'être « un lieu de sociabilité dans l'élaboration d'une pensée décroissante ». Son approche s'établit sur le postulat que crise sociale et crise environnementale sont étroitement imbriquées.

Enfin, ce titre de la presse écrite indépendante française s'inscrit dans une catégorie de la presse dite « artisanale », aux moyens et aux ressources limitées, ce qui peut parfois affecter la qualité de son produit, mais qui n'enlève rien à la qualité de sa démarche.

---

<sup>111</sup> Dans sa déclaration, il faisait également référence au fait qu'il est lui-même d'un âge avancé (ibidem)

<sup>112</sup> <http://www.ladecroissance.net/?chemin=charte> (25.01.2012)

Figure D- Une d'anciens numéros du journal *La Décroissance*<sup>113</sup>



Les 44 numéros<sup>114</sup> du journal soumis à l'analyse de contenu, ont été publiés au cours des six dernières années, ce qui présente aussi l'avantage d'un relatif « gage de fraîcheur » pour notre analyse. D'abord bimestriel, le journal devient mensuel à partir de février 2007, mais conserve toutefois son format bimestriel pour les mois de juillet-août et de décembre-janvier jusqu'en 2012. Dans ces conditions, cette étude de cas devrait permettre une bonne représentativité des thèmes de discussions récents sur les questions de l'alimentation au sein du mouvement de la Décroissance.

<sup>113</sup> Source image: [http://www.ladecroissance.net/?chemin=anciens\\_numeros](http://www.ladecroissance.net/?chemin=anciens_numeros), consulté le 01.02.2012.

<sup>114</sup> Les numéros utilisés pour l'analyse vont du n° 26 (avril 2005) au n°75 (décembre-janvier 2011). Nous n'avons pas pu rassembler l'intégralité des anciens numéros de *la Décroissance* en version papier, puisque beaucoup des anciens numéros étaient épuisés au moment de la commande (d'où 44 numéros au lieu des 50 publiés sur cette même période. (Les n° 27, 33, 34, 37, 42, 49 manquent à cette série).

## IV.2 Méthodologie utilisée

Afin de minimiser les éventuels biais culturels et garantir l'objectivité de cette recherche, nous avons choisi d'appliquer la méthode de l'analyse de contenu quantitative et qualitative, dont voici une définition :

Un ensemble de techniques d'analyse des communications visant, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des énoncés, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/ réception de ces énoncés. (BARDIN, 1977, p43)<sup>115</sup>

L'analyse de contenu fait partie d'un ensemble de techniques auxiliaires des sciences sociales, mais ne constitue pas une discipline à part entière comme l'analyse de discours linguistique par exemple. En sociologie, elle représente en quelque sorte un « pari méthodologique » et on lui reproche d'ailleurs souvent de ne pas prendre en compte l'influence (sur les textes) des représentations des acteurs sociaux.

Toutefois, compte tenu de l'aspect interdisciplinaire et transdisciplinaire de l'écologie humaine, ainsi que de notre manque d'expérience en matière d'analyse de discours linguistique, nous avons choisi de privilégier cette méthode. L'analyse de contenu en sociologie présente en effet, toute une série d'avantages:

- ✓ Elle oblige le chercheur à prendre du recul par rapport à son discours, à ses représentations et aux interprétations spontanées.
- ✓ Elle permet un contrôle ultérieur du travail du chercheur.
- ✓ Plusieurs de ses techniques sont construites de manière très méthodique et systématique sans que cela ne nuise à la profondeur du travail et à la créativité du chercheur.
- ✓ Elle laisse une marge de manœuvre interprétative au chercheur.
- ✓ Elle permet d'étudier un vaste nombre de phénomènes humains.
- ✓ Elle convient à l'étude de l'implicite, du « non-dit ».

Mais aussi quelques inconvénients :

---

<sup>115</sup> NEGURA Lilian, *l'Analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales*, Revue de Sociologie en ligne, 2006, p 4, <http://sociologies.revues.org/993> (4.12.2011).

- ✓ Une subjectivité dans le codage de l'information.
- ✓ Certaines techniques sont lourdes et laborieuses (l'analyse évaluative).
- ✓ Le temps exigé : elle nécessite beaucoup de temps.

Nous avons ainsi choisi d'appliquer principalement la méthode de l'analyse de contenu quantitative (méthode extensive du discours) : « afin d'analyser un grand nombre d'informations, et la fréquence d'apparition des éléments du discours et entre eux »<sup>116</sup>;

Et nous présenterons également une analyse de contenu qualitative (méthode intensive du discours) : « à travers l'analyse d'un petit nombre d'informations complexes, détaillées et l'articulation complexe entre les différents éléments du discours »<sup>117</sup>.

La combinaison de ces deux méthodes permet en effet de traiter à la fois « le fond et la forme », en d'autres termes, ce qui est dit, et la manière dont s'est formulé.

Ce processus d'analyse de contenu a respecté un certain nombre d'étapes successives:

1. constitution du corpus
2. catégorisation du corpus
3. formulation des hypothèses
4. confrontation aux données d'observation
5. interprétation des résultats

Tout d'abord nous avons procédé à la constitution du corpus, à partir d'une sélection méticuleuse des articles traitant du thème central de notre problématique : l'alimentation. Cette première analyse a respecté une série d'étapes et de critères méthodologiques qui seront développés dans le point suivant.

---

<sup>116</sup> [http://www.inh.fr/enseignements/idp/outils/etude\\_marche/contenu\\_psychosocio.pdf](http://www.inh.fr/enseignements/idp/outils/etude_marche/contenu_psychosocio.pdf) (4.11.2011).

<sup>117</sup> ibidem

Nous avons appliqué la méthode de l'analyse thématique au corpus, afin de mettre en évidence les représentations sociales et les jugements de l'émetteur (le journal *la Décroissance*) à partir de l'examen de certains éléments constitutifs de son discours.

Pour calculer et comparer les fréquences de certains éléments du corpus, nous avons organisé celui-ci en catégories significatives (sous thèmes). Cette catégorisation est née de révisions successives du contenu du corpus, et fut déterminante pour formuler ensuite les hypothèses.

Nous nous sommes également appuyés sur l'outil méthodologique de la grille de LASSWELL, pour la formulation des hypothèses. Il serait en effet inutile de développer tout un « arsenal méthodologique », si celle-ci ne sont au départ que questionnement banal ou propositions évidentes. Par ailleurs, cet outil a permis de faire le point sur les connaissances acquises au cours du développement. Enfin, ces hypothèses théoriques seront confrontées aux données d'observation.

#### IV.3 Constitution du corpus

La première étape du traitement de l'information a consisté à répertorier tous les titres en relation avec le thème de l'alimentation contenus dans les 44 numéros de *la Décroissance* à notre disposition. Cette première analyse du contenu des journaux, a du être effectué « manuellement » et a suivi une série d'étapes et de critères méthodologiques rigoureux.

Dans un premier temps, la méthode de sélection fut donc appliquée en fonction des mots clés présents dans les titres. Chaque texte offrant en effet l'avantage d'un titre, parfois réduit à un seul mot : « Famine ? » (n°53, octobre 2008, p10), ou « Miam » (n°63, octobre 2009, p14).

Tous les indices sémantiques et thématiques contenus dans les titres, ont été pris en considération pour ce premier relevé. Par exemple : les préfixes « bio », ou « agro », les adjectifs qualificatifs de type : « gourmand », et bien entendu parfois aussi le sujet proprement dit: « Au-delà des OGM » (n°46, février 2008, p12), « L'industrie nourricière » (n°69, mai 2010, p 16).

Une fois appliqué ce principe de sélection aux 44 numéros du journal, nous avons pu dresser une première liste de 82 titres de textes susceptibles d'intégrer le

corpus d'analyse. Cette première étape a permis également d'améliorer la visibilité sur l'ensemble de l'information contenue dans les journaux. (Annexe 1)

Nous avons finalement décidé ensuite, de façon arbitraire, de ne pas retenir les textes publiés dans la rubrique « Courriers-p2 », jugés peu significatifs dans notre démarche d'analyse. Son objectif rappelons le, est de répondre à la problématique suivante: **Quelle est l'approche médiatique de la *Décroissance* sur les thèmes de l'alimentation ?**

Certains considérerons que la rubrique « Courriers » fait partie intégrante de la publication, mais nous avons préféré l'écarter de l'analyse, afin de minimiser les éventuels biais culturels, et préserver son objectivité. Par ailleurs, cette étude ne s'attache pas à évaluer le discours des lecteurs de *la Décroissance*, mais bien son contenu. Nous avons ainsi privilégié les « articles » proprement dits, répertoriés dans les autres rubriques du journal, pour constituer ce corpus.

Ensuite, c'est à partir d'une révision systématique du contenu de chacun des 70 articles restants, après soustraction de la rubrique « Courriers » (12 articles), que nous avons pu confirmer ou infirmer la pertinence de chaque article au sein du corpus.

Les articles suivants ont par exemple été écarté : « Agro-carburants : le réveil ! » (n°41, juillet-août 2007, p4), « Bio-arnaque » (n°43, octobre 2007, p14), « Boire ou conduire » (n°29, décembre 2005-janvier 2006, p16) et « Bio-catastrophe » (n°28, septembre 2005, p16) après révision. Leur contenu trop implicite a déterminé ce choix : ces articles abordent principalement la question énergétique sous l'angle politique, mais ne traitent pas directement de « l'agro-industrie » en tant que telle, à l'intérieur de leur développement.

Nous avons en effet, opté pour ne garder que les articles dont l'idée principale ou l'argument défendu abordaient le thème de l'alimentation de manière centrale « frontale » et autant que possible « explicite », pour constituer ce corpus. Cet exercice nous a ainsi obligé à retirer 8 articles considérés « hors sujet », suite à cette nouvelle révision du contenu.

Ce premier « pari méthodologique » a ainsi permis, au travers d'une sélection par étapes, de constituer un corpus hétérogène de 62 articles, que nous avons ensuite intégralement transposé en version numérique.

#### IV.4 Traitement de l'information

##### Catégorisation du corpus

La maîtrise du corpus a permis dans un second temps d'engager une analyse thématique plus approfondie de son contenu, et d'établir une catégorisation de celui-ci. Nous avons volontairement occulté le critère des rubriques du journal pour mener à bien cette classification, et considéré uniquement le contenu du corpus. La taille des articles n'est pas non plus entrée en considération.

À cette étape de l'analyse, nous avons donc tenté de codifier chaque article en fonction de leur unité sémantique de base (thème traité) indifféremment de tout jugement de valeurs ou composantes affectives. L'objectif étant ici d'obtenir des catégories thématiques : « formalisables dans des affirmations simples, explicites et exhaustives [...] de manière à ce que le lecteur puisse déduire sans difficulté le contenu de chaque thème »<sup>118</sup>.

Dans un premier temps nous avons obtenu une catégorisation en dix sous thèmes que nous avons finalement été contraint à modifier, à cause du manque de représentativité numérique de certaines catégories. Nous avons donc ensuite établi un seuil minimum de 3 articles par catégorie et obtenu une nouvelle typologie en sept sous thèmes.

Une fois les sept sous thèmes identifiés, nous avons choisi de recourir à l'aide d'un tiers, francophone, afin de vérifier la fidélité de cette analyse catégorielle. Nous lui avons soumis une grille de codage composée de 7 colonnes (sous thèmes) et des 62 titres d'articles, et lui avons demandé de réviser l'intégralité du corpus dans son format numérisé (53 pages de texte). Nous lui avons proposé de sélectionner pour chaque article, un seul thème parmi les sept disponibles, capable de résumer son idée principale. La grille d'analyse complétée, s'est révélée être strictement identique à notre catégorisation préalable.

Dans ce type de démarche, la catégorisation du corpus s'avère être une autre phase névralgique de l'analyse, car son objectif est de faire ressortir, au sein d'un vaste

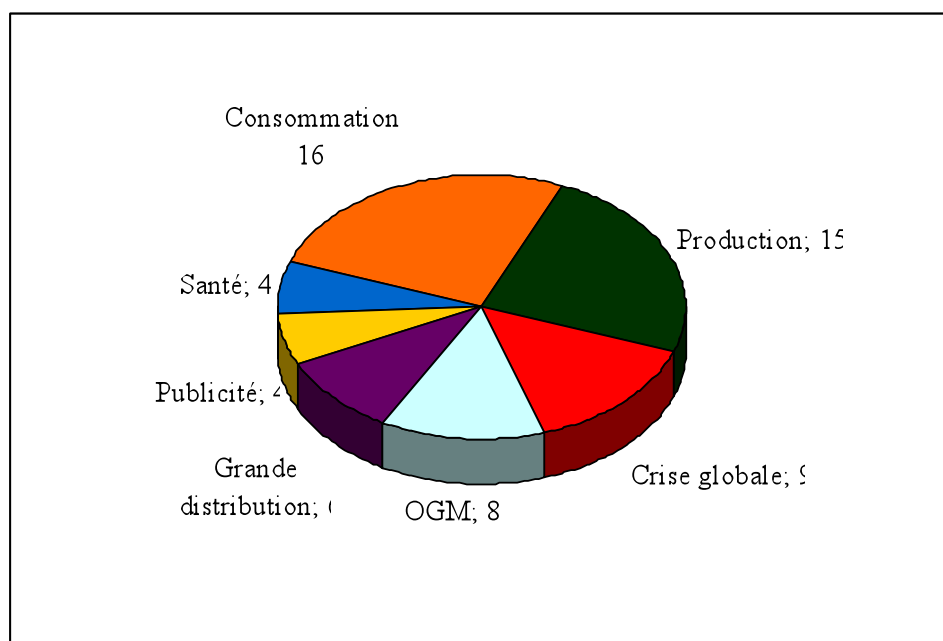
---

<sup>118</sup> NEGURA Lilian, *L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales*, Revue de Sociologie en ligne, 2006, p13 : <http://sociologies.revues.org/993> (4.12.2011).

ensemble textuel, les niveaux de structuration du contenu du journal. L'application de catégories au corpus n'a pas pour effet de faire disparaître le contenu textuel des articles sous une catégorie, mais de prendre en compte tous les éléments sémantiques du corpus.

Cette nouvelle typologie, composée de sept sous thèmes de l'alimentation, est donc née d'une reformulation de l'idée principale développée dans chacun des 62 articles de presse. (Annexe 2)

**Figure E- Distribution du corpus en sept sous thèmes**



*(Source Cloé Sire, 2011)*

Initialement, nous avons imaginé utiliser les rubriques du journal comme critère d'analyse, or nous avons finalement décidé de ne pas les prendre en compte. C'est ainsi que par exemple, l'article intitulé « Surcharge » classé dans la rubrique « Conso » du journal, a trouvé sa place dans la catégorie « Santé » de notre typologie. Voici l'idée principale de cet article :

« Si plus de la moitié des Etatsuniens sont en surcharge pondérale, on sait moins que 20 à 30% de leurs chiens seraient également obèses. » (n°39, mai 2007, p6)

Cette seconde analyse thématique a donc permis de dégager les principaux éléments sémantiques du corpus, et de les regrouper en catégories. Nous avons ainsi été amené à distinguer les catégories : « Grande distribution » et « Publicité » par rapport à la catégorie « Consommation » ainsi qu'à créer une catégorie pour les articles traitant essentiellement de la question des « OGM », par exemple.

### Formulation des hypothèses → confrontation aux données d'observation

Afin de formuler nos hypothèses nous nous sommes appuyé sur un outil simple, mais non dépourvu d'efficacité : la grille systémique de LASSWELL. Elle permet en effet une vue d'ensemble de l'information, sans risquer d'en omettre un aspect.

1. Qui est l'auteur de la communication ?
2. De quoi s'agit-il ? De quel contenu manifeste s'agit-il?
3. A qui s'adresse t-on ?
4. Pourquoi ? Quel est l'objectif (affiché/caché) de cette communication ?
5. Comment ? Quel moyen (média) est utilisé pour transmettre l'information ?
6. Quel est le résultat (effet/influence) escompté ?

(Source : [http://www.er.ugam.ca/nobel/k34005/Grille\\_Lasswell.htm](http://www.er.ugam.ca/nobel/k34005/Grille_Lasswell.htm) consulté le 25.01.2012)

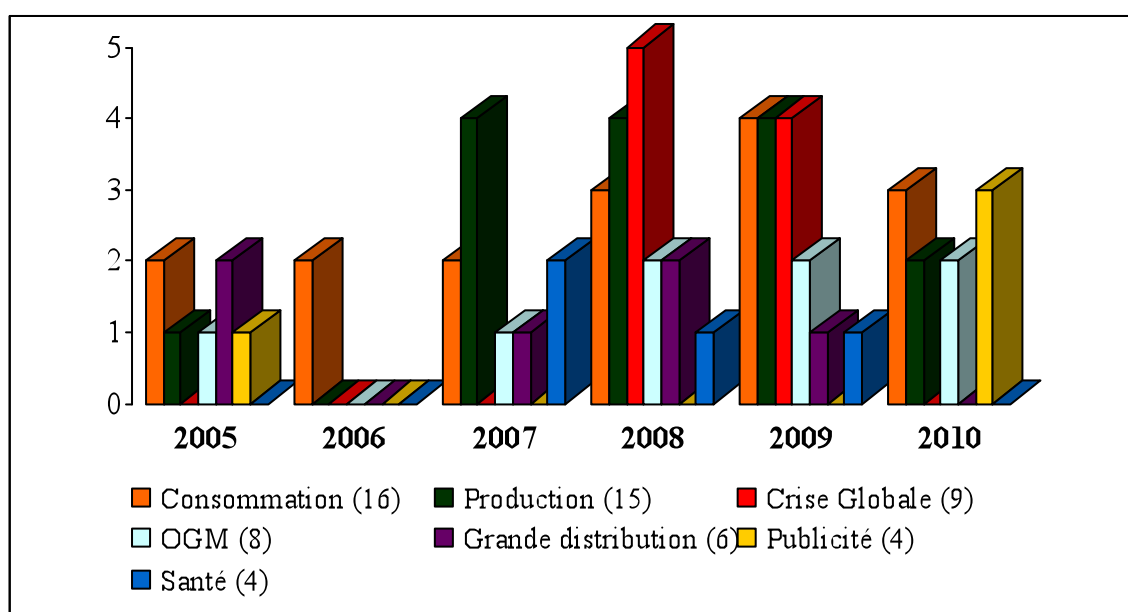
- 1) Le journal *la Décroissance*
- 2) Un média de la presse écrite alternative française, un journal satirique indépendant.
- 3) À un public francophone adepte de médias alternatifs, aux partisans de l'écologie politique, à un public situé à gauche de l'échiquier politique français globalement.
- 4) Provoquer, critiquer la société de consommation et les pouvoirs politiques français, déranger l'opinion publique, attirer l'attention sur les idées de la Décroissance.
- 5) Son nom : *La Décroissance*, sous titré : *le journal de la joie de vivre* (manchette). Un dessin provocateur (Une), des sous titres brefs et percutants (sous tribune), un prix abordable. Cette presse se démarque par la nature de son contenu, plus critique, plus engagée, plus militante que la presse généraliste. Elle traite du « non dit », des informations qui ne sont pas couvertes par les autres médias.
- 6) Cette presse est porteuse d'un projet et d'une finalité sociale et politique (avant d'être économique). Son objectif est avant tout de diffuser les idées du mouvement de la Décroissance et d'être un lieu d'exploration d'alternatives et de résistance au système contemporain dominant.

À partir des connaissances acquises au cours du développement de ce travail de recherche, et après avoir fait le point sur les informations quant à l'émetteur de la communication, nous avons pu formuler deux hypothèses afin de les confronter aux données d'observation :

→ *La Décroissance* ne propose pas d'alternatives au système alimentaire contemporain

→ *La Décroissance* fait de la propagande sur les thèmes de l'alimentation

**Figure F- Évolution des sous thèmes sur la période étudiée**



Pour les numéros bimestriels nous avons pris en compte l'année de parution en kiosque soit celle du mois de décembre (Source Cloé Sire, 2011).

On constate tout d'abord que les années 2008 et 2009 rassemblent la majorité des articles abordant les thèmes de l'alimentation, avec respectivement, 17 et 16 articles publiés. De manière générale, le journal traite le sujet de l'alimentation de façon plus soutenue à partir de 2007, puisque seulement 9 articles ont été répertoriés en tout pour les années 2005 et en 2006.

Or, la faible représentativité des articles développant les thèmes de l'alimentation sur l'année 2006, peut être dû à deux facteurs : le fait que nous n'ayons pas pu rassembler l'intégralité des numéros sur cette période (n°33 et n°34 manquants), et le fait que le journal soit édité sous format bimestriel en 2006. Par ailleurs, *la*

*Décroissance* n'a publié qu'un numéro trimestriel (de façon exceptionnelle) pour les mois de juin, juillet et août de la même année (n°32).

Cette représentation graphique démontre également que le contexte économique international à partir de 2008, a favorisé le traitement des sujets liés à l'alimentation, et ce jusqu'en 2009. Ainsi, les articles répertoriés sous l'intitulé « Crise globale » se distinguent, par une concentration relativement « élevée » sur ces deux années uniquement. Ces 9 articles se caractérisent par leurs approches très politisées du thème de l'alimentation, et principalement par leur opposition au système agroalimentaire productiviste globale, largement discutés dans les rubriques « *La chronique* » et « *Internationale de la décroissance* » :

CRISE GLOBALE		
La croissance nous nourrit-elle?	Mars 2008	Dernière de couverture-p16
Pour un rationnement désirable	Juin 2008	Article Une-p2,3 et 4
Ni pain ni pétrole	Juin 2008	Internationale de la décroissance-p10
Crise alimentaire mondiale	Juin 2008	Le petit économiste-p13
Famine?	Octobre 2008	Publication-p10
Manifeste pour les "produits de haute nécessité"	Mars 2009	Internationale de la décroissance-p10
Le vol des terres arables continue	Mai-09	La chronique-p12
La terre aux paysans	Juin 2009	Publication-p14
La planète "bio" façon OCDE	Octobre 2009	La chronique-p12

(Source Cloé Sire, 2011)

D'autre part, si l'on considère que la fréquence élevée d'une idée détermine l'importance de cette idée pour son émetteur (*La Décroissance*), on constate que seul le sous thème de la « Consommation » alimentaire est traité chaque année sans exceptions. Ce phénomène confirme l'intérêt du journal pour cette thématique, qu'il aborde principalement d'un point de vue réprobateur et « anticonsumériste ».

En effet, sur les 16 articles classés dans cette catégorie, 5 se distinguent par la façon dont ils abordent le thème de la « Consommation ». Deux d'entre eux s'attachent à proposer des lectures sur le thème de l'alimentation (« Bon appétit », n°59, mai 2009, p14 et « Miam », n°63, octobre 2009, p14), et deux autres articles supportent les alternatives proposées par le mouvement *Slowfood*, exposé précédemment (« L'alimentation, lentement, c'est meilleure », n°32, juin juillet août 2006, p7 et « Du dynamisme de *Slowfood* », n°52, septembre 2008, p12). Enfin, un dernier article

développe l'exemple des cantines scolaires « bio » (« Bien manger », n°47, mars 2008, p8 et 9).

Excepté pour l'année 2006, les catégories « Production » et « OGM » bénéficient également d'un traitement régulier sur la période étudiée. Les articles discutant la question des « OGM » s'attachent principalement à développer des arguments contre. La lutte contre les OGM constitue un véritable « cheval de bataille » pour le journal *la Décroissance*, qui se consacre au travers de 8 des articles de cette catégorie, à dénigrer leurs usages, et à lancer un appel à la 'résistance' à ses lecteurs :

OGM		
Monsanto, tueur de graines	Septembre 2005	Sortir du développement durable-p11
Gel des OGM?	Octobre 2007	Débat-p14
Au delà des OGM	Février 2008	La chronique-p12
OGM: trois fois non	Février 2008	Débat-p14
Aider les faucheurs volontaires	Juin 2009	Appel à soutien-p14
Qui croit encore aux plantes transgéniques?	Septembre 2009	La chronique-p13
Patates OGM	Avril 2010	La chronique-p12
Faucheurs nouvelle génération	Septembre 2010	La chronique-p12

(Source Cloé Sire, 2011)

De façon générale, nous avons pu constater que les catégories « Consommation » et « Production » constituent les deux thématiques privilégiées par le journal *la Décroissance* pour aborder les questions de l'alimentation. En effet, sur l'ensemble de la période étudiée, ces deux thèmes regroupent la moitié des articles soumis à cette analyse (31 articles sur les 62 du corpus).

Enfin, les 4 articles classés dans la catégorie « Santé », publiés entre 2007 et 2009, font tous l'exposé des « effets négatifs » du système agroalimentaire industrialisé sur la santé humaine, comme par exemple dans un article évoquant la grippe porcine : « Cochon qui s'en méfie » (n°60, juin 2009, p12).

L'analyse de contenu à partir de la catégorisation du corpus, a permis de révéler la démarche du journal qui consiste principalement à aborder les questions de l'alimentation en discréditant certaines pratiques : c'est le cas pour tous les articles répertoriés dans les catégories « OGM », « Grande distribution » et « Publicité ». La publicité est en effet une des cibles favorites du journal de manière générale, bien que cette représentation graphique le démontre peu (exceptée pour l'année 2010).

À cette étape du travail d'analyse, il nous a donc semblé déterminant de répertorier tous les articles du corpus dont l'objectif explicite consistait à « proposer des alternatives » au système agroalimentaire contemporain, ou bien à « offrir des solutions » en matière d'alimentation de manière plus générale. Nous avons ainsi pu lister 12 articles sur les 62 qui composent le corpus, répartis dans quatre catégories:

<b>PROPOSITIONS EXPLICITES</b>		
L'alimentation, lentement, c'est meilleure	Juin-Juillet-Août 2006	Consommation
Bien manger	Mars 2008	Consommation
Du dynamisme de <i>Slowfood</i>	Septembre 2008	Consommation
Bon appétit	Mai-09	Consommation
Miam	Octobre 2009	Consommation
Didier, boulanger, l'ami du pain	Avril 2005	Production
De l'importance des vers de terre	Mars 2008	Production
Nourrir le monde	Juillet-Août 2008	Production
Pour un rationnement désirable	Juin 2008	Crise Globale
Manifeste pour les "produits de haute nécessité"	Mars 2009	Crise Globale
La terre aux paysans	Juin 2009	Crise Globale
Aider les faucheurs volontaires	Juin 2009	OGM

(Source Cloé Sire, 2011)

Au cours des deux premières étapes d'analyse, une fois les sept sous thèmes identifiés, la possibilité d'une approche différente du corpus est alors apparue. Nous avons en effet constaté que la majorité des articles, adoptait un « style » spécifique, un « mode » de communication singulier de leur contenu. Les articles confrontaient presque systématiquement certains arguments, vision du monde, ou solutions, tout en offrant autre chose (implicitement ou explicitement). Ils opposaient principalement deux versions du problème soulevé, et l'un était toujours favorisé par rapport à l'autre. Ceci a résulté sur une troisième analyse, non plus cette fois-ci sur le contenu, mais sur les modes de communication de ce contenu.

Dans sa théorie des représentations sociales Serge Moscovici (1976), a démontré qu'il était possible de les étudier à partir : « de l'analyse de contenus dont les dimensions (informations, valeurs, opinions) sont coordonnées par un principe organisateur (attitudes, normes) »<sup>119</sup>. Cette théorie est aujourd'hui largement acceptée dans l'analyse des communications de façon générale. Ses recherches ont permis de

<sup>119</sup> NEGURA Lilian, *l'Analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales*, Revue de Sociologie en ligne, 2006, pour les références à MOSCOVICI, p12 : <http://sociologies.revues.org/993> (4.12.2011).

caractériser trois formes ou modes de communication dans la presse française des années 1950 : « la diffusion, la propagation et la propagande ».

D'autres auteurs (CASTRO et GOMES, 2005) ont également identifié ces trois modes de communication : « diffusion, propagation et propagande », dans leur analyse des principaux journaux portugais. Dans les modes de « diffusion et de propagation », les articles adoptent une position neutre par rapport à la question soulevée. Ils diffusent l'information, ou propagent certains points de vue sur la question abordée, mais ne prennent pas position. Alors que dans le mode de communication de la « propagande », qui n'est pas utilisé dans la presse généraliste, mais plutôt (surtout) dans la presse radicale, les articles prennent position dans la discussion. Parmi ces trois modes de communication, les auteurs ont finalement déterminé que la diffusion était le mode le plus largement utilisé par la presse généraliste portugaise<sup>120</sup>.

Dans le corpus que nous avons analysé, c'est le mode de communication de la « propagande » qui prédominait. Lorsque nous avons étudié les modes de communication, des 62 articles abordant la question de l'alimentation, 48 confrontaient activement un point de vue à un autre, 10 propageaient des arguments en matière de production et de consommation alimentaire, et seulement 4 diffusaient l'information (Annexe 3).

Par ailleurs, nous avons constaté que certains des articles adoptant les modes de communication de la « diffusion et de la propagation », possédaient des caractéristiques ou fonctions, communes. Il s'agissait en effet pour 4 d'entre eux, de présenter la publication d'un livre :

Titre de l'article	Date de publication	Rubrique du journal	Sous thème	Mode de communication
Bon appétit	Mai-09	Publication-p14	Consommation	Propagation
Miam	Octobre 2009	Publication-p14	Consommation	Diffusion
Miam-miam!	Octobre 2008	Publication-p14	Production	Propagation
Famine?	Octobre 2008	Publication-p10	Crise globale	Propagation

(Source Cloé Sire, 2011)

<sup>120</sup> CASTRO Paula, GOMES Isabelle, *Genetically Modified Organisms in the Portuguese Press: thematization and anchoring*, Jornal for the theory of social behaviour, Blackwell publishing 2005, p5: [https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=gmail&attid=0.1&thid=13641b52332ffd8c&mt=application/pdf&url=https://mail.google.com/mail/?ui%3D2%26ik%3D822b4023be%26view%3Datt%26th%3D13641b52332ffd8c%26attid%3D0.1%26disp%3Dsafe%26zw&sig=AHIEtbTJSzVUsDJuaGkcsce0BTB\\_Osz0ow](https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=gmail&attid=0.1&thid=13641b52332ffd8c&mt=application/pdf&url=https://mail.google.com/mail/?ui%3D2%26ik%3D822b4023be%26view%3Datt%26th%3D13641b52332ffd8c%26attid%3D0.1%26disp%3Dsafe%26zw&sig=AHIEtbTJSzVUsDJuaGkcsce0BTB_Osz0ow) (20.01.2012):

Alors que 2 d'entre eux, avaient pour objectif de retranscrire un entretien :

Titre de l'article	Date de publication	Rubrique du journal	Sous thème	Mode de communication
Didier, boulanger, l'ami du pain	Avril 2005	Simplicité volontaire-p5	Production	Diffusion
De l'importance des vers de terre	Mars 2008	Entretien-p10	Production	Diffusion

*(Source Cloé Sire, 2011)*

Par ailleurs, les articles du corpus répertoriés dans les catégories « OGM », « Grande distribution » et « Publicité » étaient exclusivement abordés selon la forme de communication de la « propagande ».

La citation suivante, illustre l'utilisation du mode de communication dominant de la « propagande » employé dans plus de 77% du contenu du corpus :

« Dans le domaine de l'agriculture, les oxymores « développement durable » et « agriculture raisonnée » font fureur. Le deuxième est particulièrement ridicule car il est l'aveu, de la part de l'agro-industrie, que depuis 60 ans, nous épandons engrais et pesticides de façon irraisonnée » (« L'agriculture écologiquement intensive », n°73, octobre 2010, p10)

Les principales sources de confrontation dans les 48 articles adoptant le mode de communication de la « propagande » étaient les suivantes : (1) la simplicité volontaire contre la société de consommation et la publicité, (2) l'agroécologie et l'agriculture biologique contre l'agro-industrie et les OGM (3) la production et la consommation locale contre la « bio » industrielle et la grande distribution, (4) la souveraineté alimentaire contre les biocarburants, (5) la chimie « verte » contre les intrants synthétiques et les OGM, (6) la diminution de la production et de la consommation d'aliments carnés contre la production industrielle de viande animale, (7) la lenteur et la relocalisation contre la vitesse et la distance.

#### IV.5 Discussion des résultats

À partir de l'examen minutieux et systématique des informations contenues dans le corpus nous avons pu aboutir à un certain nombre de résultats. Nous avons appliqué la « méthode hypothético-déductive »<sup>121</sup>, consistant finalement à observer et déduire, et récolté ainsi un certain nombre d'informations permettant de répondre à notre problématique initiale :

#### **Quelle est l'approche médiatique de *la Décroissance* sur les thèmes de l'alimentation ?**

Le journal de *la Décroissance* comme nous l'avons vu au cours de cette analyse de contenu, se distingue principalement par son approche contestataire des thèmes de l'alimentation. Ce média de la presse écrite alternative française a pour fonction essentielle de « déconstruire » et de « discréditer » le système agroalimentaire industrialisé contemporain, puisqu'il s'y consacre dans 50 des 62 articles du corpus, traité au cours de cette analyse.

Sur la période de publication étudiée (2005-2010), ce média focalise principalement sur ce qu'il considère comme étant des « aspects négatifs » en matière de consommation (dans 11 articles sur 16 dans cette catégorie) et de production alimentaire (dans 12 articles sur 15 dans cette catégorie). Il s'attaque également aux thèmes des OGM (8 articles consacrés), de la grande distribution (6 articles consacrés) et de la publicité (4 articles consacrés).

Comparativement le journal fait relativement peu de « propositions explicites » en matière d'alimentation, puisque nous n'avons pu répertorier que 12 articles sur les 62 du corpus, adoptant une approche « constructive » et différente du thème étudié. Par ailleurs, sur ces 12 articles il appartient de préciser que 2 d'entre eux sont déjà « datés ».

En effet, le journal *la Décroissance* est intraitable avec les faux pas de ses propres « alliés ». Il fait ainsi l'éloge du mouvement *Slowfood* en 2006 et 2008 dans deux de ses articles : « L'alimentation, lentement c'est meilleure » (n°32, juin, juillet, août 2006, p7) et « Du dynamisme de *Slowfood* », (n°52, septembre 2008, p12) :

---

<sup>121</sup> BOUTILLIER, GOGEL D'ALLONDANS, LABERE, UZUNIDIS, *Méthodologie de la thèse et du mémoire*, Editions Principes, 2007, p100-102.

« Nous vous avons déjà parlé du mouvement italien *Slowfood*, qui défend la lenteur et la tradition dans le domaine de la gastronomie. Cette association a lancé plusieurs autres initiatives dont les français feraient bien de s'inspirer ». (« Du dynamisme de *Slowfood* », n°52, septembre 2008, p12).

Cependant, dans l'article « Slow Big Mac »<sup>122</sup>, publié en 2010, le journal critique ouvertement les propos de Giorgio Oliveti, directeur du réseau international *Cittaslow* :

« En Italie, le mouvement *Slowfood* est parti à la dérive et copine même avec Mac Do ! » (n°74, novembre 2010, p4).

La démarche médiatique du journal *La Décroissance* sur les thèmes de l'alimentation est donc principalement polémique. Il milite pour la « déconstruction » du système agroalimentaire industrialisé contemporain, au travers de la technique de la « discréditation ». Enfin, le journal est capable de démonter et ridiculiser ses adversaires tout autant que ses « potentiels partenaires ».

La catégorisation du corpus, et la représentation graphique de l'évolution des 7 sous thèmes répertoriés sur la période étudiée, ont permis de démontrer que le contexte économique international de 2008, a favorisé le traitement des thèmes de l'alimentation dans le journal de manière générale (17 articles publiés sur cette année). Nous avons par ailleurs répertorié 9 articles pour l'ensemble du corpus, sous la catégorie intitulée « Crise globale », dont 3 articles constituant des « propositions explicites » de solutions à cette crise.

Par ailleurs, nous avons pu constater que le journal utilisait principalement le mode de communication de la propagande (dans 48 articles sur 62). Ce mode de communication est défini comme : « la dissémination dans l'opinion publique d'une doctrine ou d'une idéologie, qu'elle soit religieuse ou politique, ce qui implique qu'elle ait un sens sociologique ou politique plutôt que psychologique, parce que son influence s'exerce sur les foules plutôt que sur les individus. »<sup>123</sup>

---

<sup>122</sup> (Annexe 1) Retiré à l'étape de la constitution du corpus à cause de son contenu jugé "hors sujet".

<sup>123</sup> MARKOVA, Ivana, *Persuasion and Propaganda*, Diogenes 2008, 55:37, p 2 (10.03.2012):  
<https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=gmail&attid=0.1&thid=1364500561e0cdf3&mt=application/pdf&url=https://mail.google.com/mail/?ui%3D2%26ik%3D822b4023be%26view%3Datt%26th%3D1364500561e0cdf3%26attid%3D0.1%26disp%3Dsafe%26zw&sig=AHIEtbQp9uJ7k4VYxmNyulxvu5CcZVN6Rw>

Prendre position, et opposer un point de vue à un autre, correspond aux objectifs et à la mission d'un journal politique et radical comme celui de *la Décroissance*. Nous avons pu répertorier 7 principales sources de confrontation dans les 48 articles adoptant le mode de communication de la « propagande ».

Par ailleurs, le mode de communication de la « propagande » était appliqué au thème de l'alimentation indépendamment du sous thème traité, cette forme de communication était donc de façon générale privilégiée dans le corpus.

Nous avons également pu constater que 10 articles utilisaient le mode de communication de la « propagation » et que 4 adoptaient le mode de communication de la « diffusion » (Annexe 3). Ainsi, sur l'ensemble du corpus étudié, la démarche du journal faisait plus appel à l'émotion du lecteur qu'à sa capacité de raisonnement.

Enfin, le journal *la Décroissance* adoptait principalement une rhétorique politique, sous forme de provocation, dans les 62 articles traitant du thème de l'alimentation, publiés entre avril 2005 et décembre 2010.

#### Contraintes et limites de l'analyse de contenu :

L'incapacité à réunir tous les numéros du journal sur la période étudiée.

Le manque de fiabilité des rubriques du journal.

L'incapacité à traiter l'information de façon semi-automatique.

## CONCLUSION

*« Pour un retour en avant »*

Comme nous avons essayé de le démontrer tout au long de ce travail de recherche, la croissance démographique mondiale ne constitue qu'un facteur de pression parmi d'autres, et les choix de société en matière de consommation alimentaire, ainsi que l'adaptation des techniques agricoles dans une perspective écologiquement et humainement viable, sont tout aussi déterminants.

Le système agroalimentaire industriel contemporain semble prédestiné à se maintenir de façon « durable », malgré son empreinte écologique colossale, et le nombre croissant de laissés-pour-compte qu'il engendre. Cependant, l'agriculture biologique et les systèmes agroalimentaires alternatifs gagnent du terrain au « Sud » comme au « Nord », et constituent déjà une réponse dans plusieurs endroits du monde, pour approvisionner la population mondiale qui s'urbanise de plus en plus. Les trois exemples de mobilisations alternatives que nous avons présenté (III.), ont permis de démontrer en partie, comment l'agriculture de qualité est capable de « court-circuiter » les intermédiaires, et de développer ses propres réseaux de « consomm'acteurs ».

Dans une société de Décroissance volontaire, les perspectives en matière d'alimentation passent principalement par une recherche d'autonomie, de la production à la consommation, dans l'objectif de contrer les mauvaises pratiques de l'agro-industrie et de garantir une alimentation saine de qualité, au plus grand nombre. En matière de production, il s'agit d'intégrer une « vision agronomique globale » et écologiquement viable sur le temps long (agroécologie, agriculture biologique), associée à l'utilisation d'innovations raisonnées et raisonnables (chimie verte, permaculture).

Une autre caractéristique essentielle des systèmes agroalimentaires organisés selon le modèle « décroissant », résulte dans leurs capacités à intégrer volontairement, la notion de limites (environnementales, sociales et éthiques), propre à chaque système. L'objectif étant de s'adapter en permanence aux écosystèmes en place, plutôt que de tenter d'adapter ceux-ci aux besoins, « coûte que coûte ». Dans une société de Décroissance volontaire, il s'agit donc de mettre en oeuvre une « relocalisation » des systèmes de production, ainsi qu'une « recentralisation » des pratiques et savoir-faire agricoles ancestraux.

L'agriculture mondiale qui comptait 1,3 milliards d'actifs en 2006, soit 45% de la population active mondiale, démontre le fort potentiel de mise en œuvre de solutions humainement et écologiquement viables, en matière de production et de consommation alimentaire. Les « objecteurs de croissance » proposent par exemple d'assurer un « revenu minimum garanti » aux agriculteurs, qui favoriserait principalement ceux qui investissent dans des pratiques agronomiques « vertueuses ». Ce « revenu minimum garanti » leur serait directement attribué, sans autres intermédiaires, afin de contrer les éventuelles dérives à long terme, qu'ont pu susciter d'autres « pratiques éthiques », animées au départ, des meilleures intentions.

Par ailleurs, l'implication des consommateurs sur les questions de l'alimentation, est absolument fondamentale dans l'élaboration de perspectives alimentaires dans une société de Décroissance volontaire. L'analyse du média « anticonsumériste » de *la Décroissance* dans la dernière partie de ce travail, a permis de démontrer l'intérêt de ce mouvement pour ce vaste champ d'actions militantes. En effet, l'une des premières stratégies de sensibilisation du mouvement, consiste à minimiser les relatifs « bienfaits » de la société de croissance, dans sa définition la plus large.

À partir de l'analyse de contenu des 62 articles de la presse alternative de *la Décroissance*, nous avons pu démontrer tout d'abord, la capacité de ce mouvement à politiser tous les thèmes de l'alimentation. C'est au travers d'un sens critique impitoyable et virulent que le journal *la Décroissance* rapporte les questions de l'alimentation, principalement selon le mode de communication de la propagande. À l'image du mouvement qu'il supporte, sa cible privilégiée est la « société moderne » façonnée « à l'occidentale », dont il s'applique à démonter méticuleusement toutes les « croyances » : progrès, développement, et bien entendu, croissance. L'approche médiatique de la Décroissance repose en effet principalement sur les techniques de « déconstruction » et de « discréditation » « des mauvaises pratiques » du système agroalimentaire industriel productiviste globalisé (OGM, publicité, grande distribution). Plus rarement, ce journal s'attache à proposer explicitement des alternatives aux problèmes, abondamment exposés dans ses pages. Il milite pour « un retour en avant »<sup>124</sup>, ce qui n'est vraisemblablement pas une posture facile à maintenir, d'où son traitement « agité » des sujets d'actualités.

---

<sup>124</sup> SERREAU, Coline, *Solutions locales pour un désordre global*, documentaire, 2010.

Toutefois, si les idées de Décroissance volontaire, souhaitent se rendre « désirables », elles bénéficieraient sans doute à sensibiliser davantage l'opinion, au travers de l'action, plutôt qu'au travers de communications cinglantes et méprisantes. Au cours de cette analyse de contenu d'un support de la presse « décroissante », nous avons pu répertorier un certain nombre de thèmes récurrents au sein des débats du mouvement : OGM, grande distribution, publicité, composent ainsi le terrain d'action privilégié des « objecteurs de croissance ».

Or, ce mouvement critique et rhétorique, qui s'attache pourtant par principe à « recréer du lien » gagnerait sans doute plus souvent à (1) se mettre en relation et développer des rapports de coopération avec d'autres mouvements écologistes radicaux qui œuvrent sur le terrain, (2) supporter de façon affirmative toutes les initiatives et alternatives travaillant à la souveraineté alimentaire des populations à l'échelle locale et globale, (3) démontrer au travers d'exemples concrets et de propositions explicites comment la Décroissance volontaire peut être mise en oeuvre sur le terrain, au travers des pratiques individuelles et collectives.

Une génération entière d'occidentaux pense qu'elle n'a plus rien à attendre du système économique dominant. En janvier 2011, le livre de Stéphane Hessel lançait comme un appel à la révolution : *Indignez-vous !*, et l'on a pu constater au cours de l'année passé le pouvoir émancipateur que peut susciter une telle indignation.

La gravité des crises (écologique, sociale et économique), démontre aujourd'hui l'urgence de pluralisme au sein de la pensée économique, mais pas uniquement. Le pluralisme des débats interdisciplinaires, en écologie humaine, ainsi qu'au sein des débats citoyens dans une démarche ascendante, implique en amont beaucoup d'échanges d'informations et de communication, et ouvre dans ce sens un champ d'action très intéressant. La transition vers un nouveau paradigme qui ne reposerait plus sur la notion de « croissance à tout prix », semble déjà engagée en Europe, à l'image de « l'émancipation anglosaxone » et de la publication du rapport de Tim Jackson : *Prospérité sans croissance* (2009), ou de l'effervescence autour du mouvement des « Villes en Transition ».

Cependant à l'échelle globale, malgré les alertes sur l'état des écosystèmes et des ressources planétaires, malgré les signes de dégradations sanitaires et sociaux soulignés par les scientifiques toutes disciplines confondues, l'inertie prédomine.

Pourquoi l'humanité se refuse t-elle encore aujourd'hui à opter à l'échelle planétaire pour un modèle de civilisation à finalités écologiques et humaines ?

Nous l'avons évoqué au début de ce travail, la capacité de l'homme à accepter le changement repose principalement sur deux éléments : une forme de contrainte l'obligeant à changer, et l'aspiration à un monde meilleur. Le mouvement de la Décroissance volontaire propose dans ce sens de contrer le phénomène d'inertie généralisée, en adoptant une nouvelle « vision », un nouvel idéal de vie : celui de la « la sobriété heureuse ».

Réfléchir sur la problématique de la Décroissance et de l'alimentation est un exercice passionnant. Lorsque j'ai choisi d'enquêter sur le mouvement de la Décroissance pour ma dissertation de Master 2, mon ambition n'était pas de rédiger en langue française, mais de participer à la visibilité de ce mouvement au Portugal, qui me semblait alors peu connu. C'est seulement ensuite que j'ai découvert les « réseaux » écologistes et alternatifs locaux, s'attachant plus à œuvrer sur le terrain, que dans les amphithéâtres, et qui partagent souvent les idées de la Décroissance sans toutefois se rassembler sous ce nom.

Je voulais profiter du temps imparti à l'élaboration d'un travail de recherche, la dissertation de fin de master, pour approfondir et tenter de mieux saisir les idées d'un mouvement écologiste et radical qui me posait question, et qui continue d'ailleurs de me questionner. Cet écrit s'inscrit donc dans une perspective de travail universitaire, que je souhaite rendre disponible en langue portugaise. De ce fait, les résultats de cette investigation ne sont pas exhaustifs et beaucoup d'aspects n'ont pu être abordés ici.

Cette étude n'a donc pas la prétention d'être « la » vérité du discours de la Décroissance sur les questions de l'alimentation, ce sujet restant largement ouvert au débat et à l'investigation. En revanche cette étude a pour ambition de faire connaître au-delà des frontières de l'hexagone, un mouvement à la visibilité en recrudescence, temps de crise économique aidant. Grâce à ce travail, ainsi qu'à l'opportunité de participer à la deuxième Conférence Internationale de la Décroissance en Mars 2010 à Barcelone, j'ai appris beaucoup et j'apprendrai sûrement encore en poursuivant mes recherches sur le terrain. Mais surtout cette investigation m'a permis d'évoluer à titre personnel, et de renouveler mon approche de l'écologie, processus mis en marche depuis mon retour sur les bancs de l'université en licence de géographie en septembre 2006.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARIÈS, Paul, *La décroissance. Un nouveau projet politique*. Editions Golias, Villeurbanne, 2007.

ARIÈS, Paul, *Désobéir et grandir. Vers une société de décroissance*. Editions Ecosociété, Montréal, 2009.

ARIÈS, Paul, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*. Editions La Découverte, Paris, 2010.

BAUD, BOURGEAT, BRAS, *Dictionnaire de géographie*. Editions Hatier, Paris, 2003.

BOUTILLIER, GOGEL D'ALLONDANS, LABERE, UZUNIDIS, *Méthodologie de la thèse et du mémoire*, Editions Principes, 2007.

BECK, Ulrich, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Editions Flammarion, 2003.

BORIS, Jean-Pierre, *Commerce inéquitable, le roman noir des matières premières*. Hachette littératures, 2005.

CHAUVEAU Loïc, *Petit Atlas des risques écologiques*, Editions Larousse, 2004.

CHARVET, Jean-Paul, *L'alimentation dans le monde*. Petite encyclopédie Larousse, 2006.

COHEN Daniel, *Nos temps modernes*, Editions Flammarion, 1999.

DALY, Herman, *Beyond Growth: the economics of sustainable development*. Beacon Press, 1996.

DUMONT, René, *L'écologie ou la mort, à vous de choisir*. La campagne de René Dumont, les objectifs de l'écologie politique. Editions Pauvert, 1974.

DUVERGER, Timothée, *La décroissance, une idée pour demain*. Editions Sang de la Terre, Paris, 2011.

FIRMINO, Ana, *A saga dos OGM's: uma reflexão polémica*. Congresso da Geografia Portuguesa, Lisboa, 2007.

FROMM, Erich, *Avoir ou être ?* Version traduite de l'américain par Théo Carlier Editions Robert Laffont, Paris, 1978.

GADREY Jean, et JANY-CATRICE, Florence, *Les nouveaux indicateurs de richesse*. Editions La Découverte, 2005.

GEORGESCU-ROEGEN, Nicolas, *La Décroissance. Entropie, écologie, économie*, 1979. Version traduite et présentée par Jacques Grinevald et Ivo Rens, Editions Sang de la terre, 1995.

GOODALL, Jane, *Nous sommes ce que nous mangeons*. Editions Actes Sud, 2008.

GORZ, André, *L'immatériel*. Editions Galilée, Paris, 2002.

GORZ, André, *Ecologica*. Editions Galilée, Paris, 2008.

HOPKINS, Rob, *The Transition Handbook. From Oil Dependency to Local Resilience*. Green Books Limited, 2008.

ILLICH, Ivan, *Energie et équité*, 1973, tiré des *Oeuvres complètes*. Editions Fayard, 2004.

JACQUIAU, Christian, *Les coulisses du commerce équitable : Mensonges et vérité sur un petit business qui monte*. Editions Mille et une nuits, 2006.

LATOUCHE, Serge, *La Déraison de la raison économique: du délire de l'efficacité au principe de précaution*. Editions Albin Michel, 2001.

LATOUCHE, Serge, *Défaire le développement, refaire le monde*. Editions L'Aventurine, 2003.

LATOUCHE, Serge, *Petit traité de la décroissance sereine*. Editions Mille et une Nuit, 2007.

LIPOVETSKY, Gilles, *Le bonheur paradoxal. Essai sur la société d'hyperconsommation*. Editions Gallimard, 2006.

LIPOVETSKY, Gilles, *Les Temps Hypermodernes*. Editions Grasset, 2008.

MORIN Edgar, *Vers l'abîme ?* L'Herne éditions, 2007.

OECD Observer, *Securing food's future. Spotlight on agriculture*. N°278, Mars 2010.

RABHI, Pierre, *Conscience et Environnement*. Les Editions du Relié, 2006.

SCHUMACHER E.F, *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*. Editions du Seuil, 1978, p53-62.

SCHWEISGUTH Etienne, *Le post-matérialisme revisité: R.Inglehart persiste et signe*, dans *Revue française des sciences politiques*, 47ème année, n°5, 1997, p 653-659.

SEMAL, Luc et SZUBA Mathilde, *Les Transition Towns: résilience, relocalisation et catastrophisme éclairé*, *Revue Entropia*, dossier *L'effondrement: et après?* 2009.

SERREAU, Coline, *Solutions locales pour un désordre global*. Editions Actes Sud, 2010.

SHIVA, Vandana, *Soil, Not Oil, Climate Change, Peak Oil and Food Insecurity*. Zed Books, 2008.

## RÉFÉRENCES INTERNET

CASTRO Paula, GOMES Isabelle, *Genetically Modified Organisms in the Portuguese Press: thematization and anchoring*, *Jornal for the theory of social behaviour*, Blackwell publishing 2005, p5:

[https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=gmail&attid=0.1&thid=13641b52332ffd8c&mt=application/pdf&url=https://mail.google.com/mail/?ui%3D2%26ik%3D822b4023be%26view%3Datt%26th%3D13641b52332ffd8c%26attid%3D0.1%26disp%3Dsafe%26zw&sig=AHIEtbTJSZvUsDJuaGkcsce0BTB\\_Osz0ow](https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=gmail&attid=0.1&thid=13641b52332ffd8c&mt=application/pdf&url=https://mail.google.com/mail/?ui%3D2%26ik%3D822b4023be%26view%3Datt%26th%3D13641b52332ffd8c%26attid%3D0.1%26disp%3Dsafe%26zw&sig=AHIEtbTJSZvUsDJuaGkcsce0BTB_Osz0ow) (20.01.2012).

DE SCHUTTER, Olivier, *Agroécologie et droit à l'alimentation*, rapport présenté à la 16ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le 8.03.2011: <http://www.srfood.org/index.php/fr/component/content/article/1174-report-agroecology-and-the-right-to-food> (27.09.2011).

DUMOUCHEL, Paul, et DUPUY J.P., *L'auto-organisation: de la physique au politique*, rapport du colloque de psychologie de Cerisy, 1983 : <http://documents.irevues.inist.fr/handle/2042/30176>, (28.12.2011).

DUPUY Lionel, *L'écologie humaine: Petite histoire d'une révolution paradigmatique*, Docteur en Géographie et chercheur au laboratoire SET (Société Environnement et Territoire) de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour: [http://web.univ-pau.fr/RECHERCHE/CIEH/documents/CIEH\\_Lionel%20Dupuy\\_Ecologie\\_Humaine.pdf](http://web.univ-pau.fr/RECHERCHE/CIEH/documents/CIEH_Lionel%20Dupuy_Ecologie_Humaine.pdf), (11.09.2010).

GRINEVALD, Jacques, *Hommage à Nicholas Georgescu-Roegen*, paru en 1994: <http://www.unige.ch/sebes/textes/1995/95JGRoegen.html>, (10.01.2011).

ISAAA, (Carte OGM), *Etat mondial des plantes GM commercialisées en 2009* : <http://www.isaaa.org/resources/publications/briefs/41/executivesummary/pdf/Brief%2041%20-%20Executive%20Summary%20-%20French.pdf> (09.11.2011).

JACKSON, Tim, *Prosperity without growth? The transition to a sustainable economy*, publié le 30.03.2009, pdf en ligne consulté sur le site de « Sustainable Development Commission » : <http://www.sd-commission.org.uk/publications.php?id=914> (15.10.2011).

MARKOVA, Ivana, *Persuasion and Propaganda*, Diogenes 2008, 55:37, p 2 : <https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=gmail&attid=0.1&thid=1364500561e0cdf3&mt=application/pdf&url=https://mail.google.com/mail/?ui%3D2%26ik%3D822b4023be%26view%3Datt%26th%3D1364500561e0cdf3%26attid%3D0.1%26disp%3Dsafe%26zw&sig=AHIEtbQp9uJ7k4VYxmNyuIxvu5CcZVN6Rw> (10.03.2012).

NEGURA Lilian, *L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales*, Revue de Sociologie en ligne, 2006, pour les références à BARDIN et à MOSCOVICI, p 4-13 : <http://sociologies.revues.org/993> (4.12.2011).

PAUL-PONT François, *Et si on devenait raisonnables?* Editions En Avant! p 38, livre consulté : <http://issuu.com/francoispaulpont/docs/fpp1?mode=window&pageNumber=1> (02.12.2011).

RECLUS, Élisée, *L'homme et la terre*, 1905-1908, consulté sur « Élisée Reclus, le site » : <http://raforum.info/reclus/spip.php?article8> (07.07.2011).

RIST, Gilbert, *L'objection de croissance*, Chapitre 9 de *L'économie ordinaire, entre songes et mensonges*, Presses de Sciences Po « Références », 2010, p163-184 : <http://www.cairn.info/l-economie-ordinaire-entre-songes-et-mensonges---page-163.htm> (02.08.2011).

SCHNEIDER, François, *L'effet rebond*, article paru dans *L'Ecologiste*, Edition française de *The Ecologist*, n°11 Octobre 2003, Vol 4, n°3, p45: [http://decroissance.free.fr/Schneider\\_1\\_Ecologiste.pdf](http://decroissance.free.fr/Schneider_1_Ecologiste.pdf) (28.10.2011).

SLOW FOOD, Movement; <http://www.slowfood.com/> et <http://www.slowfood.fr/> consulté en Avril et Octobre 2011. (04 et 10.2011).

## REFERENCES AUDIOVISUELLES

*Vous trouverez ci-dessous une liste non exhaustive de quelques-uns des films documentaires et longs métrages qui ont directement, ou indirectement, nourrit ma dissertation.*

DECOURT, Jean-Claude, *Simplicité volontaire et Décroissance*, documentaire, 2007, *Simplicité volontaire et Décroissance 2*, 2010.

GEBE et DOILLON, Jacques, *L'An 01*, comédie française, 1973.

GERYHALTER, Nikolaus, *Notre pain quotidien*, documentaire autrichien, 2005.

JAUD, Jean-Paul, *Nos enfants nous accuseront*, film documentaire, 2008.

LAGRANGE, Damien, *Horizons alimentaires*, documentaire, 2010.

LIEGEY, Vincent, *Hommage à Nicholas Georgescu-Roegen*, documentaire, 2008.

LEVAIN, Matthieu et PORTE, Olivier, *Herbe*, film documentaire, 2009.

ROBIN, Marie-Monique, *Le Monde selon Monsanto*, film documentaire, 2008.

ROY, Mathieu et CROOKS, Harold, *Surviving progress*, documentaire canadien, 2011.

SERREAU, Coline, *Solutions locales pour un désordre global*, documentaire, 2010.

SMITH, Chris, *Collapse*, film documentaire américain, 2009.

SOETERS, Karen et ZWANIKKEN Gertjan, *Meat the truth*, documentaire néerlandais, 2008.

TENDLER, Silvio, *O veneno está na mesa*, film documentaire brésilien, 2011.

VARDA, Agnès, *Les Glaneurs et la Glaneuse*, film documentaire, 2000.

WAGENHOFER, Erwin, *We Feed the World*, film documentaire autrichien, 2007.

ANNEXE 1.: Premier relevé de l'information à partir des titres répertoriés dans le journal

Numéro	Date de publication	Format du numéro	Rubriques	Titres
26	Avril 2005	Bimestriel	Courriers-p2 Courriers-p2	Mon père était sécheur en chicorée Crème à la chicorée
			Simplicité volontaire-p5 Politique de décroissance-p7 Politique de décroissance-p7	Didier, boulanger, l'ami du pain Démontons les grandes surfaces Auchan en enfer
28	Septembre 2005	Bimestriel	Courriers-p2 L'écotartufe du mois-p4 Sortir du développement durable-p11 Dernière de couverture-p16	Le savoir-faire paysan est unique Max Havelaar Monsanto, tueur de graines Bio-catastrophe
29	Déc 2005-Janv 2006	Bimestriel	Editorial-p3 Pétrole Dépletion-p16 Pétrole Dépletion-p16	Boulimose et gâchose Manger ou conduire Boire ou conduire
30	Février 2006	Bimestriel	**	**
31	Avril-Mai 2006	Bimestriel	Conso-p4	Le jus de fruit Unicef
32	Juin-Juillet-Août 2006	Bimestriel	Courriers-p2 Politique de décroissance-p7	Anorexie, boulimie et publicité L'alimentation Lentement, c'est meilleure
35	Déc 2006-Janv 2007	Bimestriel	**	**
36	Février 2007	Mensuel	Internationale de la décroissance-p10 Chantiers de la décroissance-p11	De la malbouffe à la cosmeto-food Kokopelli condamné en cour d'appel de Nîmes
			Politique-p12 Politique-p14	Les animaux réduits en viande Leclerc partout
38	Avril 2007	Mensuel	Conso-p6 Conso-p6	Machine à pain Goinfrez-vous pour l'agro-industrie
39	Mai 2007	Mensuel	Internationale de la décroissance-p11	Coupe-faim
40	Juin 2007	Mensuel	Conso-p6 **	Surcharge **

41	Juillet-Août 2007	Bimestriel	Dossier-p4	Agro-carburants : le réveil!
43	Octobre 2007	Mensuel	Débat-p14	Gel des OGM?
44	Novembre 2007	Mensuel	Dernière de couverture-p16	Bio-arnaque
45	Déc 2007-Janv 2008	Bimestriel	**	**
46	Février 2008	Mensuel	La chronique-p12	Notre pain noir
47	Mars 2008	Mensuel	La chronique-p12	Au-delà des OGM
			Débat-p14	OGM: trois fois non
			Double page centrale-p8 et 9	Bien manger
			Entretien-p10	De l'importance des vers de terre
			Dernière de couverture-p16	La croissance nous nourrit-elle?
48	Avril 2008	Mensuel	Internationale de la décroissance-p11	La cause des gros
50	Juin 2008	Mensuel	Article/Une-p2-3-4	Pour un rationnement désirable
			Internationale de la décroissance-p10	Ni pain ni pétrole
			Le petit économiste-p13	Crise alimentaire mondiale
			Débats-p14	Plus d'hypers
			Dernière de couverture-p16	Leclerc à l'ombre!
51	Juillet-Août 2008	Bimestriel	Le petit économiste-p13	Nourrir le monde
52	Septembre 2008	Mensuel	La chronique-p12	Du dynamisme de Slow food
53	Octobre 2008	Mensuel	Publication-p10	Famine?
			Internationale de la décroissance-p11	"Passez-vous de viande"
			Publication-p14	Miam-miam!
54	Novembre 2008	Mensuel	**	**
55	Déc 2008-Janv 2009	Bimestriel	Courriers-p2	Mycotoxines
			Double page 14 et 15	Une agriculture sans pétrole?
56	Février 2009	Mensuel	**	**
57	Mars 2009	Mensuel	Internationale de la décroissance-p10	Manifeste pour les "produits de haute nécessité"
			Internationale de la décroissance-p10	Boissons à haute teneur idéologique
58	Avril 2009	Mensuel	Courriers-p2	Boycott Nestlé
59	Mai 2009	Mensuel	Conso-p6	La machine à pain
			La chronique-p12	Le vol des terres arables continue
			Publication-p14	Bon appétit
60	Juin 2009	Mensuel	Double page centrale-p8 et 9	Metro contre les cuisstots
			Internationale de la décroissance-p10	Potagers interdits?
			La chronique-p12	Cochon qui s'en méfie

				Publication-p14	La terre aux paysans
				Appel à soutien-p14	Aider les faucheurs volontaires
61	Juillet-Août 2009	Bimestriel		Courriers-p2	Tartufe aux truffes
62	Septembre 2009	Mensuel		La chronique-p13	Qui croit encore aux plantes transgéniques?
63	Octobre 2009	Mensuel		Editorial-p3	Gavage
				La chronique-p12	La planète "bio" façon OCDE
				Publication-p14	Miam
64	Novembre 2009	Mensuel		Politique-p5	Tout ce qui est bio n'est pas de l'or
65	Déc 2009-Janv 2010	Bimestriel		Courriers-p2	Un exemple de bio en supermarché
				Internationale de la décroissance-p10	Burkina Faso:hold-up sur la terre
				Publication-p12	A lire: Bidoche
66	Février 2010	Mensuel		Editorial-p5	Goulag bio
				Critique-p16	McDo Vert
				Critique-p16	Cabu chez McDo
67	Mars 2010	Mensuel		Courriers-p2	Se nourrir bien=un vrai acte décroissant
68	Avril 2010	Mensuel		La chronique-p12	Patates OGM
				La Madelon chronique féministe-p16	Les enjeux du lait
69	Mai 2010	Mensuel		Conso-p6	Le cornet à glace motorisé
				La Madelon chronique féministe-p16	L'industrie nourricière
70	Juin 2010	Mensuel		**	**
71	Juillet-Août 2010	Bimestriel		Conso-p6	Le pot de nutella
72	Septembre 2010	Mensuel		Courriers-p2	Parlez viande
				Courriers-p2	Nutella suite
				La chronique-p12	Faucheurs nouvelle génération
73	Octobre 2010	Mensuel		Courriers-p2	Culture MacDo
				Internationale de la décroissance-p10	L'agriculture écologiquement intensive
74	Novembre 2010	Mensuel		Politique-p4	Slow Big Mac
				Double page centrale-p8 et 9	Coca-Cola
75	Déc 2010-Janv 2011	Bimestriel		Editorial p2, 3 et 4	Le "buen vivir" ou la décroissance gourmande

Dissertation de Master en Ecologie Humaine et Problèmes sociaux contemporains

« Décroissance volontaire et perspectives en matière d'alimentation »

## ANNEXE 2 : Catégorisation du corpus

TITRE DE L'ARTICLE	DATE DE PUBLICATION	RUBRIQUE DU JOURNAL
<b>CONSOMMATION (16)</b>		
Boulimbose et gâchose	Déc 2005-Janv 2006	Editorial-p3
Manger ou conduire	Déc 2005-Janv 2006	Pétrole Déplétion-p16
Le jus de fruits Unicef	Avril-Mai 2006	Conso-p4
L'alimentation, lentement, c'est meilleure	Juin-Juillet-Août 2006	Politique de décroissance-p7
Machine à pain	Avril 2007	Conso-p6
Goinfrez-vous pour l'agro-industrie	Avril 2007	Conso-p6
Bien manger	Mars 2008	Double page centrale-p 8 et 9
Du dynamisme de Slow food	Septembre 2008	La chronique-p12
"Passez-vous de viande"	Octobre 2008	Internationale de la décroissance-p11
Boisson à haute teneur idéologique	Mars 2009	Internationale de la décroissance-p11
La machine à pain	Mai-09	Conso-p6
Bon appétit	Mai-09	Publication-p14
Miam	Octobre 2009	Publication-p14
Les enjeux du lait	Avril 2010	La Madelon chronique féministe-p16
Le cornet à glace motorisé	Mai-10	Conso-p6
Le pot de nutella	Juillet-Août 2010	Conso-p6
<b>PRODUCTION (15)</b>		
Didier, boulanger, l'ami du pain	Avril 2005	Simplicité volontaire-p5
Kokopelli condamné en cour d'appel de Nîmes	Février 2007	Chantier de la décroissance-p11
Les animaux réduits en viande	Février 2007	Politique-p12
Coupe-faim	Avril 2007	Internationale de la décroissance-p11
Notre pain noir	Déc 2007-Janv 2008	La chronique-p12
De l'importance des vers de terre	Mars 2008	Entretien-p10
Nourrir le monde	Juillet-Août 2008	Le petit économiste-p13
Miam-miam!	Octobre 2008	Publication-p14
Une agriculture sans pétrole?	Déc 2008-Janv 2009	Double page 14 et 15
Potagers interdits?	Juin 2009	Internationale de la décroissance-p10
Tout ce qui est bio n'est pas de l'or	Novembre 2009	Politique-p5
Burkina Faso:hold up sur la terre	Déc 2009-Janv 2010	Internationale de la décroissance-p10
A lire: Bidoche	Déc 2009-Janv 2010	Publication-p12
L'industrie nourricière	Mai-10	La Madelon chronique féministe-p16
L'agriculture écologiquement intensive	Octobre 2010	Internationale de la décroissance
<b>CRISE GLOBALE (9)</b>		
La croissance nous nourrit-elle?	Mars 2008	Dernière de couverture-p16
Pour un rationnement désirable	Juin 2008	Article Une-p2,3 et 4
Ni pain ni pétrole	Juin 2008	Internationale de la décroissance-p10
Crise alimentaire mondiale	Juin 2008	Le petit économiste-p13
Famine?	Octobre 2008	Publication-p10
Manifeste pour les "produits de haute nécessité"	Mars 2009	Internationale de la décroissance-p10
Le vol des terres arables continue	Mai-09	La chronique-p12
La terre aux paysans	Juin 2009	Publication-p14
La planète "bio" façon OCDE	Octobre 2009	La chronique-p12
<b>OGM (8)</b>		
Monsanto, tueur de graines	Septembre 2005	Sortir du développement durable-p11
Gel des OGM?	Octobre 2007	Débat-p14
Au delà des OGM	Février 2008	La chronique-p12
OGM:trois fois non	Février 2008	Débat-p14
Aider les faucheurs volontaires	Juin 2009	Appel à soutien-p14
Qui croit encore aux plantes transgéniques?	Septembre 2009	La chronique-p13
Patates OGM	Avril 2010	La chronique-p12
Faucheurs nouvelle génération	Septembre 2010	La chronique-p12
<b>GRANDE DISTRIBUTION (6)</b>		
Démontons les grandes surfaces	Avril 2005	Politique de décroissance-p7
Auchan en enfer	Avril 2005	Politique de décroissance-p7
Leclerc partout	Février 2007	Politique-p14
Plus d'hypers	Juin 2008	Débats-p14
Leclerc à l'ombre!	Juin 2008	Dernière de couverture-p16
Méto contre les cuistots	Juin 2009	Double page centrale-p 8 et 9
<b>PUBLICITE (4)</b>		
Max Havelaar	Septembre 2005	L'écotartufe du mois-p4
McDo Vert	Février 2010	Critique-p16
Cabu chez McDo	Février 2010	Critique-p16
Coca-Cola	Novembre 2010	Double page centrale-p 8 et 9
<b>SANTE (4)</b>		
De la malbouffe à la cosméto-food	Février 2007	Internationale de la décroissance-p10
Surcharge	Mai-07	Conso-p6
La cause des gros	Avril 2008	Internationale de la décroissance-p11
Cochon qui s'en méfie	Juin 2009	La chronique-p12

ANNEXE 3: Articles identifiés adoptant les modes de communication de « diffusion »  
et de « propagation »

<b>Titre de l'article</b>	<b>Date de publication</b>	<b>Rubrique du journal</b>	<b>Sous thème</b>	<b>Mode de communication</b>
Miam	Octobre 2009	Publication-p14	Consommation	Diffusion
Didier, boulanger, l'ami du pain	Avril 2005	Simplicité volontaire-p5	Production	Diffusion
Coupe-faim	Avril 2007	Internationale de la décroissance-p11	Production	Diffusion
De l'importance des vers de terre	Mars 2008	Entretien-p10	Production	Diffusion
Bien manger	Mars 2008	Double page centrale-p 8 et 9	Consommation	Propagation
Du dynamisme de Slow food	Septembre 2008	La chronique-p12	Consommation	Propagation
Bon appétit	Mai-09	Publication-p14	Consommation	Propagation
Kokopelli condamné en cour d'appel de Nîmes	Février 2007	Chantier de la décroissance-p11	Production	Propagation
Les animaux réduits en viande	Février 2007	Politique-p12	Production	Propagation
Nourrir le monde	Juillet-Août 2008	Le petit économiste-p13	Production	Propagation
Miam-miam!	Octobre 2008	Publication-p14	Production	Propagation
Famine?	Octobre 2008	Publication-p10	Crise Globale	Propagation
Surcharge	Mai-07	Conso-p6	Santé	Propagation
La cause des gros	Avril 2008	Internationale de la décroissance-p11	Santé	Propagation

*(Source Cloé Sire, 2011)*